

# Cahiers du mouvement ouvrier

- Rémy Janneau et Elodie Cabot :  
la bataille du Mans a bien eu lieu (1793)
- Claude Dupont : Jaurès  
et les guerres balkaniques
- Léon Trotsky : préface à “Chez Lénine  
et Trotski, Moscou 1921” d’André Morizet
- Anatoli Egorine : la République  
de Tripolitaine (1918-1923)
- Farhat Hached : Tunisie et syndicalisme (1949)

C  
E  
R  
M  
T  
R  
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux



# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine  
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,  
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie  
de l'Académie des sciences de Russie**

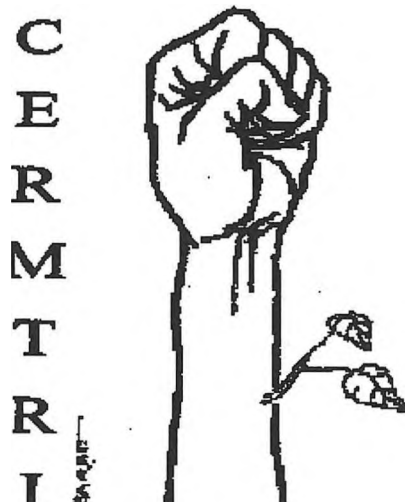
Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,  
Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris  
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : [www.trotsky.com.fr](http://www.trotsky.com.fr)

E-mail : [cermtri@wanadoo.fr](mailto:cermtri@wanadoo.fr).



**Le logo de notre revue a perdu son dessinateur ! Barbe a déposé ce crayon au trait si reconnaissable et si parlant après une traversée de soixante-dix-huit années d'une histoire tragique et tourmentée, du 14 février 1936 au 9 février 2014, main dans la main avec son frère.**

**Les lecteurs de nos *Cahiers du mouvement ouvrier* savent combien son crayon aimait avec humour l'histoire et la géographie, ces deux boussoles indispensables à l'émancipation du peuple travailleur. Crayon à la main, il défendit l'école de la République, laïque, gratuite et obligatoire arrachée à l'exploitation et à l'obscurantisme clérical, contre les assauts de ses ennemis.**

**Salut à toi, fraternel et affectueux. Honneur à ta mémoire.**

**Son frère Michel**

# Sommaire

- Rémy Janneau :  
la bataille du Mans a bien eu lieu (1793) ..... p. 7
- Claude Dupont :  
Jaurès et les guerres balkaniques ..... p. 27
- Léon Trotsky :  
préface à *“Chez Lénine et Trotski, Moscou 1921”* ..... p. 37
- Anatoli Egorine :  
la République de Tripolitaine (1918-1924) ..... p. 43
- Marc Goloviznine :  
la théologie de la libération chez Varlam Chalamov ..... p. 59
- Gueorgui Joukov :  
les erreurs de Staline face à la guerre  
(deuxième partie) ..... p. 71
- Ferhat Hached :  
Tunisie et syndicalisme (1949) ..... p. 79
- Jean-Jacques Marie :  
commémoration de la guerre 14-18,  
Union européenne, Union nationale et propagande ..... p. 89
- Petits fragments d’histoire contemporaine ..... p. 93
- Notes de lecture ..... p. 97
- Chronique des falsifications ..... p. 113
- Perles ..... p. 121
- Actualité ..... p. 125
- Publication :  
“Les Cahiers du Cermtri”, n° 151 ..... p. 133

**CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI**

**www.trotsky.com.fr**  
**<http://www.trotsky.com.fr>**

# Consultez le blog “l’histoire défigurée, la géographie manipulée”

---

## ***Cahiers du mouvement ouvrier***

(volume de 96 à 128 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **32 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Chèques à l’ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris





**12-13 décembre 1793 :  
la bataille du Mans  
a bien eu lieu**



# 12-13 décembre 1793 : la bataille du Mans a bien eu lieu

**E**n 2009-2010, à l'occasion de fouilles préventives dans le parc des Jacobins, au Mans, une équipe de l'Inrap (1) mettait au jour des dépouilles datant manifestement de la Révolution française. Des analyses plus précises révélaient qu'elles étaient liées à la sanglante bataille qui, en décembre 1793, a opposé, dans les rues de la ville, l'Armée catholique et royale à celle de la République.

L'instrumentalisation idéologique fut quasi immédiate. A peine avait-on exhumé quelques squelettes que, sans attendre la moindre analyse du mobilier archéologique, les médias annonçaient la découverte d'un « *charnier vendéen* » et qu'une association significativement baptisée « *virée de Galerne* » demandait la pose d'une plaque à la mémoire des victimes du « *massacre* » et un rapatriement solennel dans leur terre natale !

Le ton était donné : la bataille du Mans se résumait au massacre d'une foule sans défense. Dans un ouvrage portant en couverture un vitrail montrant un soldat républicain embrochant, dans les bras de sa mère, un enfant à la mamelle, Thierry Trimoreau écrivait : « *On massacre avec sauvagerie un grand nombre de blessés, femmes, nourrissons, enfants, adolescents, vieillards, tous exténués, tous malades, faibles et atteints de dysenterie, tous dans l'incapacité physique de se défendre et de pouvoir lutter à armes égales* (2). » Les massacres du Mans n'auraient été, titrait cet auteur, qu'une transposition des chasses au loup couramment pratiquées à l'époque ! Dans sa préface, le journaliste Alain Moro faisait le lien avec les noyades de Nantes et les colonnes infer-

nales. Choix significatif : l'illustration de la première de couverture était tirée de l'un des vitraux réalisés, en 1942, pour l'église des Lucs-sur-Boulogne, en Vendée ! La cause était entendue : ces massacres étaient le prélude du « *génocide franco-français* » commis en Vendée sur l'ordre du Comité de salut public, thème qui allait être repris à l'envi, notamment par Reynald Sécher (3).

Cette révision de l'histoire allait inspirer l'émission de la série « *L'ombre d'un doute* », « *Robespierre, bourreau de la Vendée ?* », diffusée une première fois sur France 3, le 7 mars 2012 (4), et depuis repassée quatre fois, en particulier lorsque des députés déposaient une proposition de loi « *relative à la reconnaissance du génocide vendéen de 1793-1794* » (5).

Le temps des chercheurs n'est pas celui des médias. Plus lent et moins prodigue de sensationnel, il conduit plus sûrement à la vérité. Toutes les sources, royalistes comme républicaines, littéraires et archéologiques, démentent, en effet, la thèse de ce massacre des inno-

(1) Institut national de recherches archéologiques préventives.

(2) Thierry Trimoreau (dir.), « Les grandes battues aux loups pendant la Révolution française », in *Massacres au Mans en 1793*, Siloë-Saint-Julien, 2009.

(3) Reynald Sécher, *Vendée. Du génocide au mémoricide*, Cerf Politique, Paris, 2011. Sur la question du « génocide vendéen », voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 53, « La croisade de Reynald Sécher ».

(4) Sur cette émission, voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 54, Nicole Perron « Un faux débat sur FR3 ? Un vrai dossier à charge contre la Révolution », et Rémy Janneau, « Gros sabots et vieilles ficelles ».

(5) La dernière en date a été déposée le 16 janvier 2013 par les députés Lionel Luca, Marion Maréchal-Le Pen, Véronique Besse, Dominique Tian, Alain Leboeuf, Alain Marleix, Yannick Moreau et Philippe Vittel.

cents : une bataille terrible a été suivie d'une poursuite sans quartier.

Le contexte international suffirait à en expliquer le caractère inexpiable. La France révolutionnaire affronte alors une coalition de la quasi-totalité des monarchies européennes auxquelles, pour reprendre la formule de Danton, la Convention a « *lancé en défi une tête de roi* ». Le Mans aux mains des royalistes, c'est un pistolet braqué dans le dos de la République. Quel régime tolérerait, en temps de guerre, l'ouverture d'un tel front intérieur ? L'Armée catholique et royale doit donc être détruite.

La bataille du Mans s'inscrit également dans une logique sanglante propre à la « virée de Galerne ». Cette équipée qui conduit l'armée « vendéenne », grossie de quelques milliers de chouans, devant Granville, où elle échoue, puis devant Angers, où elle essuie un nouveau revers, ne se résume pas à l'exode d'une population terrorisée. C'est une

expédition militaire qui vise un triple objectif : soulever tout l'Ouest, Cadoudal ayant fait miroiter aux vendéens (6) l'insurrection de cent mille Bretons ; ouvrir un port aux Anglais et aux émigrés, puis marcher sur Paris, par Caen et Rouen. Elle est jalonnée de combats sans quartier, à l'issue desquels on ne fait plus de prisonniers. « *On était arrivé à force de massacres*, écrit l'abbé Deniau, combattant de l'armée royaliste, *à se faire comme une habitude du meurtre. Les enfants eux-mêmes auraient trempé volontiers leurs mains dans le sang* (7). »

Les massacres répondent aux massacres. A Fougères, les républicains tuent blessés et malades. A Antrain, Stofflet fait exterminer ses prisonniers. On voit mal comment la bataille du Mans et la répression qui s'en est suivie auraient pu être plus chevaleresques que l'expédition dont elles étaient l'aboutissement.

## Les forces en présence

Lorsque s'engage, le 12 décembre, la bataille du Mans proprement dite, les forces sont numériquement à peu près équilibrées. La cohue de quinze à cinquante mille personnes, voire plus (8), qui suit l'armée royaliste a cessé d'impressionner — elle constituerait plutôt un handicap —, mais elle est précédée, suivant les sources les plus précises, de deux mille à trois mille cavaliers et de treize mille à quinze mille fantassins « *bien intrépides* » (9), traînant une trentaine de pièces d'artillerie. Certains témoins proposent des effectifs bien supérieurs : l'étaminier républicain Louis Simon (10) trente mille combattants, le baron Obenheim (11), alors officier de l'Armée catholique et royale, plus de quarante mille, chiffre sans doute très exagéré. L'armée républicaine aligne, quant à elle, suivant les effectifs prêtés aux différentes divisions, entre vingt

mille et trente mille soldats. Cependant, les deux armées sont qualitativement très différentes.

### Organisation, discipline et moral des troupes

L'Armée catholique et royale n'est, pour reprendre l'expression de Claude Petitfrère (12), qu'une addition de « *bandes paroissiales* » dont l'efficacité repose essentiellement sur la confiance en un chef et sur la détermination des combattants, éléments qui vont précisément faire défaut lors de la bataille du Mans.

A la fin de l'année 1793, l'armée républicaine est au contraire solidement structurée et disciplinée — ce qui n'était pas le cas quelques mois plus tôt —, même si la valeur des troupes est très inégale.

Le 12 décembre au matin, la division Müller détaille, général en tête, à la première salve. Le lendemain, alors que les hommes de Westermann et de Tilly se lancent, sans s'attarder, aux troupes des « brigands », elle se répand dans la ville où son comportement inspirera à l'adjudant-général Savary ce jugement particulièrement sévère : elle « *sait mieux tuer et piller que se battre en face de l'ennemi* » (13).

C'est là, fort heureusement, un cas isolé. Le reste de l'armée de l'Ouest se compose de troupes d'élite. L'intrépidité des hussards de Westermann n'a d'égale que celle, quasi légendaire, de leur général. Les « mayençais » de Kléber ont servi sur plusieurs fronts. Leur résistance héroïque à Mayence leur a valu d'être autorisés à se retirer en bon ordre avec leurs armes et leurs drapeaux, moyennant qu'ils ne servent plus, pendant un an, contre la coalition.

La division des côtes de Cherbourg, dite également division Tilly, du nom de son général, un aristocrate pauvre sorti du rang, est une troupe de ligne, issue de l'Ancien Régime, dont deux régiments, Aunis et Armagnac, portent encore l'uniforme blanc. Elle n'en est pas moins profondément pénétrée des principes républicains et, selon tous les témoignages, ses soldats sont les plus valeureux. L'armée des côtes de Brest, enfin, incorporée, après Cholet, dans l'armée de l'Ouest, a à son actif l'écrasement de l'insurrection bretonne.

Le principal déséquilibre réside dans le moral des troupes. Les vendéens ont toujours répugné à s'éloigner de leur village. C'est l'épée dans les reins qu'ils ont franchi la Loire après Cholet. Vaincus à Granville, puis devant Angers, ils n'ont plus qu'une idée : repasser la Loire, regagner la Vendée, ce qui limite les ambitions stratégiques des chefs. Interrogé par le général Rossignol, le prince de Talmont le reconnaîtra, non sans amertume : « *Les paysans, jaloux de retourner dans la Vendée, dégoûtés de courses et de fatigues, ont dicté nos démarches* (14). »

A l'approche du Mans, beaucoup reprochent à leurs chefs de les avoir amenés là, certains désertent, d'autres abandonnent leur fusil, ce qui conduit La Roche-

jacquelein à réserver les rations alimentaires à ceux qui ont encore une arme. Les républicains sont au contraire particulièrement déterminés à en finir.

## Des deux côtés : une crise du commandement

Les deux armées connaissent une crise du commandement que l'armée républicaine va surmonter, au moment où toute autorité échappe aux chefs royalistes. La jeunesse des chefs — La Rochejacquelein a 21 ans, Marceau 24 — joue dans des sens différents. « Monsieur Henri », meneur d'hommes plus que stratège, est « généralissime » par défaut : le choix s'est porté sur lui parce que l'Armée catholique et royale avait été décapitée à Cholet. La suite va révéler que son autorité sur ses troupes est à

(6) Le terme « vendéen » ne désigne pas ici les habitants de la Vendée. La « *Vendée militaire* » s'étend, au-delà de la Vendée géographique, sur quatre départements. De surcroît, l'armée « vendéenne » comprend, après le passage de la Loire, 6 000 à 12 000 chouans, selon les sources, des canonniers allemands et des royalistes, venus de différentes régions du pays, Auvergnats et Champenois, par exemple (voir sur ce point Joël Fauvy, « La bataille du Mans – 1789-1989 », *Cahiers du collectif républicain de commémoration*, Le Mans, 1989). Le terme « vendéen » s'écrit donc, dans le cas présent, avec une minuscule.

(7) Cité par Jean-Clément Martin, *La Vendée et la France*, Seuil, 1987.

(8) L'estimation du nombre de « vendéens » arrivés au Mans varie de 25 000 (citoyen Lamotte) à 90 000 (général Westermann), en passant par les 40 000 du procureur Roustel et les 80 000 de Louis Simon.

(9) *Rapport des événements relatifs à l'arrivée de l'armée vendéenne dans le département de la Sarthe au mois de décembre 1793*, enquête conduite en 1798 à la demande de la Société des arts du Mans.

(10) Anne Fillon, *Louis Simon, villageois de l'ancienne France*, Editions Ouest-France, Rennes, 1996. L'ouvrage contient l'intégralité du texte laissé par Louis Simon.

(11) Alexandre-Magnus Obenheim, *Mémoire concernant des faits particuliers à l'auteur et des considérations générales analogues aux circonstances*.

(12) Claude Petitfrère, *La Vendée et les vendéens*, Galimard-Julliard, collection Archives, 1981.

(13) Jean-Julien-Michel Savary, *Guerres des Vendéens et des chouans contre la République française ou Annales des départements de l'Ouest pendant ces guerres par un officier supérieur de la République habitant dans la Vendée avant les troubles*, Baudoin Frères, Paris, 1824.

(14) Cité par Henri Chardon, *Les Vendéens dans la Sarthe*, Monnoyer, éditeur, Le Mans, 1871.

peu près nulle. En revanche, au moins le temps de la bataille du Mans, l'autorité de Marceau ne sera pas discutée.

L'état-major royaliste, de surcroît, est profondément divisé quant à la stratégie à adopter. Partisan de tenter le tout pour le tout, Talmont préconise une marche sur Paris. Sans doute plus réaliste, La Rochejaquelein veut repasser la Loire. Ces divergences donnent lieu, au sein du Grand Conseil militaire à des altercations que les sentinelles rapportent à la troupe, qui se divise, puis arrache bien vite les chefs à leurs chimères : tous seront emportés par le flot de leur armée en déroute.

Rien, pour autant, n'est joué d'avance. Le commandement républicain est secoué quant à lui par une opposition qui recoupe la « lutte des factions ». Les généraux « sans-culottes », liés aux hébertistes et, par ailleurs, aussi ardents qu'incompétents, éprouvent une méfiance malade à l'égard des militaires qui doivent leurs grades à leur valeur au combat.

Ces luttes intestines ont été, jusqu'à l'automne 1793, l'une des causes des difficultés de l'armée républicaine. Soucieux de « sans-culottiser » l'armée, ignorants de toute autre tactique que l'attaque en masse, Rossignol, Ronsin et Léchelle, notamment, n'ont eu de cesse de faire destituer, voire guillotiner des militaires à qui ils n'avaient à reprocher que leur origine (Biron, Canclaux) (15)... ou leur compétence.

A la veille de la bataille du Mans, Rossignol, commandant en chef de l'armée de l'Ouest, dont l'impéritie a retardé de trois jours la marche des « mayençais » vers Angers, n'hésite pas à rejeter sa propre responsabilité sur Kléber, destitué et menacé de la guillotine (16).

Carnot, qui sait à quoi s'en tenir — « *Je veux bien des sans-culottes, disait-il, mais, au moins, qu'on nous en envoie qui aient une ombre de talent* » —, mute fort heureusement Rossignol à Rennes, au quartier général de l'armée de l'Ouest et rétablit Kléber dans son commandement. Rossignol, pour autant, ne désarme pas.

Dans une lettre au Comité de salut public, il dénonce « *la clique de l'armée de Mayence* », Kléber, « *qui sert la République comme il servirait un despote* », et Marceau, ce « *petit intrigant qui inquiète les patriotes* ».

En revanche, il couvre Müller, ivre du matin au soir, mais réputé « *brave sans-culotte* », Müller qui, au Mans, « *motionne* » contre Westermann (17) à qui il imputera la responsabilité d'une fuite peu glorieuse.

Pour remplacer Rossignol, le Comité de salut public nomme Turreau, qui, en poste dans les Pyrénées et, de surcroît, peu enthousiaste, arrivera en vue d'Angers... le 17 décembre. Pressenti pour assurer l'intérim, Kléber, qui sait ce qui l'attend au premier revers, décline prudemment.

C'est finalement Marceau qui assurera le commandement en chef en qualité de mandataire direct du Comité de salut public. La crise du commandement est donc provisoirement surmontée. Il est cependant légitime de s'interroger sur l'issue de la bataille si le Comité de salut public avait maintenu Rossignol. D'autant qu'une lettre adressée, en 1814, au ministre de la Guerre de Louis XVIII, jette rétrospectivement le doute sur la loyauté de Tilly (18).

C'est sa division qui, le 12 décembre, a retourné, en faveur des républicains, une situation sérieusement compromise par la fuite de Müller. Or celui qui s'affiche désormais comme le « *comte de Tilly* » suggère, dans cette lettre, qu'il aurait volontiers retourné sa division contre les forces républicaines si, au lieu d'être commandés par La Rochejaquelein, les royalistes avaient eu à leur tête le comte d'Artois.

On n'a certes retrouvé aucune trace de contacts entre Tilly et les royalistes. Il n'est pas exclu que l'ancien général de la Révolution et de l'Empire s'invente, sous la Restauration, une fidélité imaginaire, à moins que l'esprit républicain de ses troupes n'ait découragé toute tentative. En tout état de cause, l'obsession des complots souvent attribuée aux révolutionnaires, n'était pas sans fondement.

# Les batailles du Mans

## 10-11 décembre : les vendéens au Mans

Ce qu'il est convenu d'appeler la bataille du Mans se déroule en deux temps. Le 10 (20 frimaire), après avoir bousculé les Bleus à Clermont-Créans, non loin de La Flèche, les royalistes vont s'emparer de la ville, au terme de deux à trois heures de combat. Les forces sont alors totalement disproportionnées.

Face aux 15 000 à 18 000 combattants de La Rochejaquelein, le représentant en mission Garnier de Saintes aligne 3 000 à 4 000 hommes, dont 2 500 vétérans, armés de piques et de mauvais fusils, et quelques centaines de jeunes réquisitionnaires qui vont céder à la première charge. Seuls les artilleurs et une centaine de husards opposeront aux royalistes une résistance opiniâtre.

En fin d'après-midi, l'Armée catholique et royale défile dans la ville. Victoire facile, trop facile, qui l'endort dans une fausse sécurité, au point que les chefs vendéens négligent d'établir des postes de garde !

On déplore les meurtres d'une sentinelle qui a refusé de crier « *vive le roi* », d'un prêtre constitutionnel, de plusieurs citoyens et l'exécution sommaire de prisonniers après la bataille. Outre ces exactions, il faut, pour comprendre la volonté punitive qui va s'exercer deux jours plus tard, prendre la mesure du choc suscité par l'arrivée, dans une ville de dix-huit mille habitants (19) menacée par la disette, d'une cohue affamée trois à quatre fois plus nombreuse, qui s'empare des vivres, du linge, des souliers, vide les maisons évacuées par leurs propriétaires ou leurs locataires, « *pillant indistinctement les républicains et les aristocrates* » (20) et met à sac les bâtiments publics.

## La prise du Mans par les républicains

Pendant ce temps, les républicains ne restent pas inactifs. Marceau, Kléber et Tilly font leur jonction à 25 km du Mans, dans la localité de Foulletourte, où s'ins-

tallent les représentants en mission Bourbotte, Turreau, cousin du général, et Prieur de la Marne. L'impétueux Westermann est parti en avant-garde à la tête de ses husards. Dès le 12, à 5 heures du matin, il est aux portes du Mans.

Les premiers combats qui se déroulent à Pontlieue, à quelques kilomètres de la ville, vont révéler les faiblesses de l'armée vendéenne. Mal renseignés, les royalistes croient d'abord à une série de fausses alertes. Ce n'est qu'en fin de matinée, lorsqu'il devient évident que les véritables hostilités ont commencé, que La Rochejaquelein fait battre la générale, mais la fatigue, les liqueurs et la démoralisation produisent leurs effets : trois mille combattants seulement répondent à l'appel. Les autres restent dans les maisons.

(15) Armand-Louis de Gontaut-Biron, duc de Lauzun, aristocrate rallié à la Révolution, combattit loyalement les « vendéens ». Vainqueur à Saumur et à Parthenay, il n'en fut pas moins dénoncé par Ronsin, guillotiné et remplacé par un protégé de ce dernier : Rossignol.

Jean-Baptiste-Camille marquis de Canclaux est également un officier d'Ancien Régime rallié à la Révolution. Il a écrasé l'insurrection royaliste bretonne en mars 1793, défendu victorieusement Nantes, en juin de la même année. Bien que vainqueur à Saint-Symphorien, il est destitué après Cholet au bénéfice du « sans-culotte » Léchelle, dont Kléber écrira qu'il était « *le plus lâche des soldats, le plus mauvais des officiers et le plus ignorant des chefs qu'on eût jamais vus* ». Robespierre désapprouvera cette « révolutionnarisation » de l'armée.

(16) Menace du représentant Prieur de la Marne, proche des sans-culottes, qui reconnaîtra ensuite son erreur.

(17) *Campagne de la Vendée du général de brigade Westermann*, Paris, an II de la République une et indivisible. Arrivé de toute la vitesse de son cheval à Foulletourte où se trouvent les représentants en mission, Müller, d'abord gratifié d'injures et de quelques coups de plats de sabre, parvient néanmoins à convaincre Prieur de la Marne que tout est perdu par la faute de Westermann, trop impétueux. Sommé, sous peine de mort, de stopper son offensive, ce dernier passera outre avec l'appui de Marceau. Kléber s'étonnera dans ses Mémoires qu'un officier comme Müller ait pu être maintenu dans son commandement. On peut noter, sans en tirer de conclusion hâtive, que Müller est lié à l'hébertiste Rossignol et Westermann à Danton.

(18) Voir sur ce point Charles-Louis Chassin, *La Vendée patriote*, tome III, Ancienne Librairie classique Paul Dupont, Paris, 1893.

(19) 18 115 au recensement de septembre 1793.

(20) *Les Administrateurs du département de la Sarthe à leurs concitoyens*, adresse du 27 frimaire an II (17 décembre 1793).

Bien retranchés dans des redoutes et dans une sapinière, les hommes de La Rochejaquelein infligent néanmoins aux républicains des pertes sévères, stoppent l'avance de Westermann et mettent en fuite la division Müller, mais ils s'avèrent incapables d'exploiter leur succès. Les plus audacieux, environ deux cents, se lancent, dans le plus grand désordre, à la poursuite des fuyards... en abandonnant leurs propres canons.

Pour se mettre à l'abri d'une pluie glaciale, le gros de la troupe ignore les ordres de La Rochejaquelein et rentre au Mans ! Lorsque Tilly lance une contre-offensive, il suffit que le « généralissime », dont le cheval a été tué, recule pour en chercher un autre pour que la panique, voire un soupçon de trahison, fasse refluer les Vendéens dans le plus grand désordre.

A la tombée de la nuit, vers 17 heures, les républicains franchissent l'Huisne. Soumis au feu nourri des royalistes retranchés dans les maisons et à la canonade d'une batterie, installée place des Quatre-Roues (21), les républicains sont plusieurs fois repoussés avec de lourdes pertes. « *L'enfer*, note le commissaire civil Blavette, *semblait vomir toutes ses furies* (22). »

La division Tilly progresse pied à pied, « *nettoyant* » chaque maison à la baïonnette. A 22 heures, la batterie de la place des Quatre-Roues, clef du dispositif vendéen, est enfin emportée.

Une trêve tacitement acceptée, vers deux heures du matin, par les deux camps va avoir, dans chacune des deux armées, des effets opposés. Tandis que les troupes épuisées de Tilly et de Westermann sont relevées par les « mayençais », les royalistes apprennent, atterrés, que le gros de leur armée a quitté la ville.

## Le sauve-qui-peut vendéen

La veille, à 16 heures, avant même que les républicains aient franchi l'Huisne, La Rochejaquelein a ordonné la retraite par la route de Laval. Dépassé par les événements, il a tout simplement suivi les troupes qu'il était censé commander.

Lorsque les républicains lancent l'assaut général, vers 7 heures du matin, seule une arrière-garde de cinq cents à six cents hommes lutte encore pied à pied. La place des Halles (23) est disputée au corps à corps. Le difficile écoulement de l'énorme masse humaine entassée là se transforme alors en une fuite éperdue.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se ruent à la fois vers le seul point de passage : le pont Perrin, large de trois mètres, barré par des voitures, des caissons, des bagages abandonnés, des cadavres d'animaux, et qu'on ne peut atteindre que par un dédale de ruelles en pente rapide. L'espace compris entre la place des Halles et la Sarthe devient un entonnoir mortel.

Ceux qui parviennent à franchir le pont se heurtent à une maison qui barre le passage à une telle cohue. Les survivants ne savent quelle rue emprunter pour gagner la route de Laval... Cette effroyable bousculade, dont la marquise de La Rochejaquelein a laissé une description saisissante (24), fera, à elle seule, plusieurs centaines de victimes.

(21) Actuelle place Franklin-Roosevelt.

(22) Cité par Henri Chardon, *Les Vendéens dans la Sarthe*, Monnoyer, éditeur, Le Mans, 1871.

(23) Actuelle place de la République.

(24) *Mémoires de madame la marquise de La Rochejaquelein*, Michaud, éditeur du roi, Paris, 1815 (première édition : 1814).



# “Les horreurs d’une ville prise d’assaut”

(Jean-Claude Gauthier-Louis de Benaben)

Les mêmes mots reviennent sous toutes les plumes. Marceau parle d’une « *boucherie épouvantable* », Kléber d’un « *horrible carnage* ». Les représentants Bourbotte, Turreau et Prieur de la Marne, qui arrivent le 13, affirment avoir escaladé des monceaux de cadavres. Le carnage ne cesse évidemment pas avec les combats. Le commissaire civil Benaben décrit une ville livrée à « *toutes les horreurs d’une ville prise d’assaut* ». Advient au Mans ce qui se serait, sans aucun doute, produit à Nantes, six mois plus tôt, si les royalistes, dont la proclamation ne laissait aux défenseurs d’autre choix qu’entre la reddition et « *l’exécution militaire* », s’étaient emparés de la ville. « *Il n’y avait plus de pitié, se souviendra plus tard le général Legros, nous étions ivres de combat* (25). » On fusille sommairement, y compris une centaine de femmes.

A l’ivresse du combat et de la tuerie s’ajoutent d’autres facteurs, en particulier une volonté punitive à la mesure des exactions et des atrocités que les vendéens ont eux-mêmes commises, des intentions qu’on leur prête (un correspondant de Saint-Maixent écrit que « *si les brigands étaient restés au Mans, ils auraient massacré les femmes des sans-culottes* » [26]), de tout ce qu’ils représentent — la monarchie, l’aristocratie et l’Église honnies — et, surtout, du danger qu’ils ont fait courir à la République. Ces tueries seront évidemment amplifiées après Thermidor. Passé à l’ennemi, le général Danican écrira, en 1796, « *qu’au Mans, on tua toutes les femmes qu’on trouva* » (27).

Des témoignages convergents démentent de telles affirmations : les grenadiers d’Espagnac ont protégé des femmes de la noblesse, des nonnes ont été mises en sûreté par des hussards de Westermann (28), M<sup>me</sup> Boguais et ses filles sauvées par Savary, Angélique des Mesliers par Marceau...

Bien d’autres gestes d’humanité encore ont été relevés par les témoins. Deux cents blessés des deux camps furent soignés ensemble, à Pontlieue, dans une blanchisserie transformée en hôpital. La répression fut terrible, sans aucun doute, mais le massacre fut moins systématique qu’on ne l’a complaisamment répété.

## Les “batteries nationales” : une légende tenace

La plupart des témoins ont décrit l’amoncellement de cadavres des deux sexes laissés nus « *comme des cochons qu’on se prépare à saler* » (Benaben) (29). Les moins bien intentionnés n’ont pas manqué de souligner que des femmes ont été ainsi « *exposées* ». Réel ou fantasmé, ce type de mise en scène est à l’origine d’une légende que la découverte du « *charnier* » des Jacobins n’a pas manqué de réactiver : celle des « *batteries nationales* ». Les républicains auraient entassé des cadavres de femmes dénudées et les auraient violées en série *post-mortem*, jusqu’à cinquante fois, nous a assuré Reynald Sécher lors de sa venue au Mans en 2009 !

Les hommes qui font les révolutions sont les produits de la société qu’ils abattent et la guerre ne réveille pas nécessairement leurs meilleurs instincts. Nous n’avons donc aucune raison de nier a priori de telles obscénités. Encore faudrait-il qu’elles soient effectivement attestées

(25) Cité par H. Chardon, *op. cit.*

(26) *Idem.*

(27) Auguste Danican, *Les Brigands démasqués ou mémoire pour servir à l’histoire du temps présent*, Baylis, Londres, 1796.

(28) *Enquête de la Société des arts du Mans*, 1798. Cette société ou commission des arts est l’ancêtre de la Société d’agriculture sciences et arts de la Sarthe.

(29) Arsène Launay, *Correspondance et papiers de Benaben*, Sauton, Paris, 1886 (réédité sous le titre *La Terreur en Anjou*, Pays et Terroirs, 2006).

par la documentation. Or, à l'exception d'un texte, particulièrement fragile, de Benaben, commissaire civil du Maine-et-Loire, aucun historien, même le plus providentiel, n'en a trouvé la moindre trace, pas même une vantardise après boire, ni un récit de rescapé. L'enquête réalisée, en 1798, par la Société des arts du Mans, par ailleurs si prodigue de détails sur les atrocités commises, n'en fait pas mention.

Aucune des femmes qui ont survécu au massacre et qui ont laissé des Mémoires n'y fait la moindre allusion, ni Françoise Després (30), ni Renée Borderreau (31), ni M<sup>me</sup> de Bonchamps (32), qui étaient encore dans la ville le 13. La marquise de La Rochejacquelein qui a pu s'échapper à temps indique, dans ses Mémoires, publiées en 1814, qu'elle a complété ses propres souvenirs par ceux de ses proches. De telles horreurs lui auraient nécessairement été rapportées.

L'expression « *batteries nationales* » apparaît, en 1802, sous la plume d'un notable monarchiste de Thouars, Berthre de Bourniseaux, auteur d'un *Précis historique de la guerre civile de la Vendée* (33). Des cadavres nus auraient été « *entassés par couples de deux sexes dans la posture la plus indécente* », projection trop évidente des « *mariages républicains* » mis en scène à Nantes, sous la responsabilité de Carrier.

Il faut donc scruter avec soin le ou, plus exactement, les textes de Benaben. Car il y en a deux.

Le premier, daté du 23 frimaire an II (13 décembre 1793) (34), est une lettre adressée à son département au soir même de la bataille. Benaben s'y réjouit de la victoire des républicains et encourage sans états d'âme « *l'extermination de toute cette bande de brigands* ». Il ne fait en revanche aucune allusion aux obscénités rapportées plus tard par les auteurs monarchistes.

Le second document, dont ces derniers vont s'inspirer, est un rapport adressé à l'administration de son département en décembre 1794 (35), « *à une époque, note Henri Chardon, où le souvenir de Robespierre jetait le délire dans les imaginations* » (36). Benaben, qui s'est, de toute évidence, adapté à l'air du temps, « *joint*

*sa voix au cri public* » (37), se félicite de « *l'heureuse révolution de Thermidor* » et stigmatise « *les détestables chefs de la faction liberticide* » (38).

Manifestement plus soucieux du détail que dans la lettre écrite un an plus tôt, il décrit cette fois des cadavres de femmes exposés dans des positions indécentes : « *On appelait cela mettre en batterie*. » Dénonçant les viols commis par certains soldats, il note incidemment que, « *quelquefois, ils se servirent de femmes mortes* ». Pourquoi avoir attendu un an pour s'indigner de telles atrocités ? Chardon explique ce silence par une prudence liée au contexte.

Dans le doute et au vu des massacres commis à Château-Gonthier, à Mayenne, à Fougères et au Mans, il conclut, à la « *vraisemblance* » des « *batteries nationales* ». C'est aller vite en besogne. Fusiller quatre cents blessés et prisonniers entassés à l'hôpital du Mans est une chose, violer en série des cadavres en est une autre ! Les fusillades massives témoignent d'une répression implacable ; la description complaisante des « *batteries nationales* » vise à déshumaniser les soldats républicains.

De toute façon, la recherche érudite n'allait pas tarder à reléguer cette « *mise en batterie* » au rayon de la légende noire à côté des peaux tannées (39) et du verre de sang de M<sup>lle</sup> de Sombreuil. Dans son *Dictionnaire historique*, publié entre 1874 et 1878, Célestin Port (40), un chartiste qui a consacré l'essentiel de sa vie à l'histoire de l'Anjou, établit que les lignes consacrées aux « *mises en batterie* » ne figurent pas dans le manuscrit. Benaben se trouvant alors à Paris, à l'École normale, son ami Vial et l'éditeur Mame, chargés de l'édition, ont jugé bon d'introduire dans sa correspondance deux modifications. Dans une lettre du 6 nivôse an II (26 décembre 1793), il écrivait, concernant les noyades de Nantes, qu'il appelait plaisamment « *envoyer au château d'eau* » : « *Si les brigands se sont plaints quelquefois de mourir de faim, ils ne pourront pas se plaindre qu'on les fasse mourir de soif*. »

Cette plaisanterie qui ne risquait plus de faire rire après Thermidor fut supprimée.

De plus, « pour flatter le goût du jour, [Vial] eut, écrit Célestin Port, le tort d'ajouter au récit du sac du Mans une page de détails odieux que ni les lettres ni le manuscrit du rapport, quoiqu'en cet endroit déjà embelli, n'avait eu l'idée de parler ». « C'est, note encore cet honnête archiviste, un des documents les plus souvent exploités par les historiens réactionnaires et pour des causes que Benaben eût certainement répudiées. » La légende n'en a pas moins la vie dure.

A l'occasion des fouilles des Jacobins, les « historiens réactionnaires » n'ont pas manqué d'exhumer — ignorance ou mauvaise foi ? — le rapport de Benaben, présentant pour la lettre du 13 décembre 1793 le rapport rendu un an plus tard (41).

## La destruction d'une armée en déroute

La majorité des royalistes tués après les combats l'a été sur la route de Laval, dans une moindre mesure entre Le Mans et Alençon, soit par les hussards et par l'artillerie volante, soit par les paysans et les gardes nationales rurales. Il n'était évidemment pas question de les laisser se rallier, s'approvisionner, repasser la Loire, refaire leurs forces et rejoindre l'armée de Charette.

Levasseur rapporte dans ses Mémoires ce propos de Carnot : « L'arrivée de dix mille hommes de l'armée du Nord et une bonne artillerie... ne servira à rien si les Vendéens repassent la Loire dans un pays où ils connaissent le moindre buisson » (42). L'armée royaliste devait donc être non seulement battue, mais anéantie.

Cependant, observe justement Benaben, « les paysans en ont massacré plus que nous n'en avons tué nous-mêmes » (43). Les populations rurales étaient appelées à cette « battue générale » par une proclamation de Garnier de Saintes (44) : « Il est enjoint à tout citoyen, à peine d'être reconnu et jugé comme conspirateur, de courir sus sur les brigands, avec tous les instruments dont il pourra s'armer, dès qu'il aura connaissance qu'ils se répandent dans les campagnes pour les piller et dévaster. »

Les courriers échangés entre les correspondants et représentants des communes du département avec leurs autorités municipales révèlent cependant que les ruraux avaient leurs raisons propres de « courir sus aux brigands » : une profonde inquiétude à l'idée que chouans et vendéens pouvaient l'emporter. Les villageois, y compris ceux qui, déçus par la Révolution, avaient été un moment favorables à la chouannerie, ne supportaient plus les pillages de cette armée contrainte de vivre sur le pays. Il est probable également que le programme de l'Armée catholique et royale leur avait décillé les yeux : c'était, en effet, le retour à l'autorité absolue du roi et de l'Eglise, le rétablissement des droits féodaux... que la Convention venait d'abolir sans indemnité ni rachat.

(30) Détails historiques sur les services de Françoise Després, employée dans les armées royales de la Vendée depuis 1793 jusqu'en 1815, écrits par elle-même, Michaud, Paris, 1817.

(31) Mémoires de Renée Bordereau dite Langevin rédigés par elle-même et donnés à Madame\*\*\* qui les lui avait demandés, Michaud, imprimeur du roi, Paris, 1814. Madame\*\*\* n'est autre que la marquise de La Rochejaquelein.

(32) Mémoires de madame la marquise de Bonchamps rédigés par madame la comtesse de Genlis, Baudoïn Frères, Paris, 1823.

(33) Pierre-Victor-Jean Berthre de Bourniseaux, Précis historique de la guerre civile de la Vendée depuis les origines jusqu'à la pacification de La Jaunaie, Buisson et Mongie l'aîné, 1802. Ce précis sera réédité en 1819 sous le titre Histoire de la guerre des Vendéens et des chouans, Bruno-Labbé, Paris, 1819.

(34) Lettre reproduite in extenso dans Savary, *op. cit.*

(35) Rapport du citoyen Benaben, commissaire du département de Maine-et-Loire aux administrateurs du même département ou récit exact des événements les plus remarquables qui se sont passés sur les deux rives de la Loire dans cette guerre désastreuse, Mame, Angers an III.

(36) Henri Chardon, *op. cit.*

(37) Célestin Port, Dictionnaire historique, géographique et démographique de Maine-et-Loire – Notice Benaben, Dumoulin, Paris, 1874.

(38) Rapport du citoyen Benaben...

(39) Voir Jean-Clément Martin, *Un détail inutile ? Le dossier des peaux tannées. Vendée, 1794*, Vendémiaire Éditions, 2013.

(40) Célestin Port, *op. cit.*

(41) Alain Cibois, « Massacre des civils au Mans, décembre 1793 », in Thierry Trimoreau, *op. cit.*

(42) Mémoires de René Levasseur (de la Sarthe), ex-conventionnel, Messidor/Éditions sociales, 1989 (première édition : 1829).

(43) Benaben, *op. cit.*

(44) Proclamation de Garnier de Saintes, représentant du peuple, à toutes les communes de la Sarthe, de l'Orne et de la Mayenne, et autres lieux où les Brigands se dispersent et s'étendent (25 frimaire an II), Archives de l'Orne.

# “Prononcer révolutionnairement”

(Garnier de Saintes)

Dans les jours qui suivent, les choses se calment. Dès le 13, Marceau a fait cesser le massacre. Le 14 (24 frimaire), puis le 16 décembre, arrivent deux commissions militaires chargées d'appliquer le décret du 19 mars qui rend passibles de la peine de mort ceux qui ont porté les armes contre la République, arboré la cocarde blanche ou, plus généralement, pris part à la rébellion.

La première condamne 12 vendéens à être fusillés. Avant de quitter la ville pour Laval, elle sursoit au jugement de 28 femmes. Elle « *requiert la municipalité de tenir en prison les dénommées ci-dessus et de veiller à leur entretien ainsi qu'à tout ce que peut exiger l'humanité* » (45). Son président, Gouchon, dénoncera par la suite, dans une lettre à Couthon, les méthodes de Carrier à Nantes, en particulier les noyades. La seconde dite « *commission Proust* », venue d'Angers, siège à partir du 19, mais repart presque aussitôt à Laval, sans prononcer aucune condamnation à mort.

Le 30 décembre (10 nivôse), un arrêté de Garnier de Saintes transfère au tribunal criminel de la Sarthe le pouvoir de « *prononcer révolutionnairement* » (46), ce qui ne veut pas dire de manière aveugle.

Les filles de moins de 18 ans et les garçons de moins de 16 ans ne pourront être condamnés (47). Ils seront maintenus en prison en attendant que la Convention ait statué.

Concernant les femmes, il est établi une distinction entre les paysannes et, plus généralement, les femmes du peuple, supposées s'être laissé entraîner, et les aristocrates et les ecclésiastiques « *fanatisantes* ». On sera indulgent avec les premières et impitoyables avec la seconde catégorie (48).

Sur 150 prévenus, ce tribunal prononce 135 condamnations à mort. Pour le département, on arrive à un total de 224. Pour le reste, les directives de Garnier de Saintes sont mollement ap-

pliquées. Le tribunal sursoit à l'exécution de toutes les femmes. Les enfants sont placés dans des familles républicaines. Une recherche très documentée de Charles-Louis Chassin (49) montre que les juges ont examiné chaque cas de la manière la plus minutieuse, souvent avec une lenteur qui laisse à penser qu'ils attendaient que les passions s'apaisent.

Ils semblent également avoir fermé les yeux sur l'identité réelle de femmes de la noblesse ou de la grande bourgeoisie qui se sont déclarées ouvrières ou paysannes. Les autorités auraient permis, en outre, un certain nombre d'évasions, dont celle de la sœur du chef royaliste Sapinaud, les complices n'étant même pas poursuivis.

La légende veut également que les enfants, réputés n'être que des « *louve-teaux* », aient été systématiquement exterminés (50). Trimoreau fait, là encore, écho à Berthre de Bourniseaux et aux auteurs monarchistes qui n'ont fait que le répéter : « *C'est donc dans la plus totale indifférence que des nourrissons, enfants et jeunes adolescents se voient passés aux sabres par les impitoyables hussards qui s'escriment également à transpercer les ventres de leurs scélérates de mères lorsque celles-ci se trouvent dans l'incapacité de cacher leurs grossesses* (51). »

Toutes les sources ne rendent pas le même son. Pierre Renouard, prêtre constitutionnel fort modéré devenu « *bibliothécaire du département de la Sarthe* », note qu'il y eut « *beaucoup de femmes vendéennes et d'enfants sauvés. Tous les habitants furent ce qu'ils devaient être, sensibles et humains. Trois à quatre mois après, toutes les femmes vendéennes renfermées à l'Oratoire furent mises en liberté* (52). » L'étude de listes d'enfants interrogés conduit Henri Chardon (53), auteur très mesuré, à conclure que si les parents ont bien souvent été fusillés, les enfants ont été épargnés.

# “L'impossible bilan”

(André Lévy)

Le bilan humain est, sinon « *impossible* », comme l'a écrit l'historien manceau André Lévy (54), du moins incertain. A la suite d'Henri Chardon, les historiens retiennent généralement l'estimation de quinze mille morts avancée par les administrateurs de la Sarthe, puis par la marquise de La Rochejaquelein.

Si ancrés soient-ils dans la mémoire collective, les chiffres avancés par les contemporains ne reposent sur aucun décompte précis. Ils expriment l'ampleur de la tuerie plus que le nombre réel des victimes. Dans les heures qui suivent la bataille, pour la ville elle-même, deux correspondants de la ville de Saint-Calais, Blavette et Rochelle, établissent ainsi, au vu des monceaux de cadavres, les pertes royalistes l'un à 4 000 morts, l'autre à 6 000.

Deux jours plus tard, revenus à leur poste, les administrateurs opteront pour 5 000. Les estimations du nombre global des victimes ne sont pas plus crédibles. Garnier de Saintes renchérit à 18 000. Selon Françoise Després, la bataille du Mans aurait fait fondre l'armée vendéenne de 40 000 à 20 000 personnes. En 1845, dans un poème épique, le baron Gaston de Flotte (55), Marseillais il est vrai, portera à 20 000 le nombre des vendéens « *épargnés par le boulet* », mais tombés, après la bataille, sous les coups des Attilla et des Genséric républicains...

Dans un ouvrage publié dans le cadre du bicentenaire, Joël Fauvy (56) souligne, à juste titre, le caractère « *théâtral* » de chiffres qui, d'un côté comme de l'autre, relevaient volontiers de la propagande. Les auteurs monarchistes ont tendance à amplifier, délibérément ou non, le nombre des « *martyrs* ».

Les républicains ne sont pas en reste. Dans le contexte de la Terreur, au moment où s'amorce de surcroît la « *lutte des factions* », un nombre élevé de victimes est le signe d'un républicanisme, voire d'un « *sans-culottisme* » sans faille.

Lorsque les administrateurs rentrent au Mans, le 17 décembre, les représentants

en mission donnent à l'administration provisoire, qui refuse, l'ordre de les arrêter pour avoir quitté précipitamment la ville. Leur plaidoyer du 27 frimaire (17 décembre) (57) vise à rendre incontestable leur zèle révolutionnaire. Le chiffre de 15 000 s'inscrit dans ce contexte.

Les seules données précises sont fournies par Chesneau-Desportes (58), membre de l'administration provisoire qui fit procéder à l'inhumation des corps. Il a fallu 95 tombereaux pour enterrer 2 200 corps dans les grandes fosses creusées en urgence dans le parc de l'ancien couvent des jacobins. En ajoutant à ces 2 200 corps ceux qui ont été inhumés à Pontlieue, dans les jardins de l'hospice, dans les terrains de l'ancienne visitation puis dans plusieurs cimetières, Henri Chardon arrive, pour la ville, à 2 600 victimes.

Nous sommes très loin des 5 000 à 6 000 généralement retenus, mais la

(45) Cité par H. Cardon, *op.cit.*

(46) Lettre de Garnier de Saintes, représentant du peuple, au tribunal criminel du département de la Sarthe (10 nivôse an II).

(47) *Idem.*

(48) Lettre de Garnier de Saintes, représentant du peuple, au tribunal criminel du département de la Sarthe (24 nivôse an II).

(49) Charles-Louis Chassin, *La Vendée patriote*, tome III, Ancienne Librairie classique Paul Dupont, Paris, 1893.

(50) Sur 159 dépouilles exhumées au quinconce des Jacobins, deux seulement sont celles d'enfants en bas âge. L'un est un fœtus, dont la cause de décès est liée à celle de la mère. L'autre, âgé de moins de cinq ans, ne porte aucune lésion osseuse visible. Etouffement, piétinement ou encore plaie dans les chairs sans marquage de l'os ? Tout est envisageable. Voir *infra*.

(51) T. Trimoreau (dir.), *op. cit.*

(52) Pierre Renouard, *Essais historiques sur la ci-devant province du Maine*, Fleuriot, 1811.

(53) H. Chardon, *op. cit.*

(54) André Lévy, *Le Drame vendéen*, Bourdessoules, 1993.

(55) Gaston de Flotte, *Vendée, poème*, Hivert, Paris, 1845.

(56) Joël Fauvy, « *La bataille du Mans – 1789/1989* », *Cahier du collectif républicain de commémoration*.

(57) *Les Administrateurs du département de la Sarthe à leurs concitoyens*, adresse du 27 frimaire an II (17 décembre 1793).

(58) Cité par H. Cardon, *op. cit.* Chesneau-Desportes fut l'un des principaux rédacteurs de l'*Enquête* de 1798.

compatibilité des chiffres pose ici plus de problèmes qu'elle n'en résout. Si l'on en croit Renée Bordereau, célèbre amazone qui combattait au premier rang, des 3 000 royalistes qui ont affronté les républicains, 400 à 500 résistent encore autour de la batterie des Quatre-Roues. Certains s'échapperont, en particulier, lorsqu'ils apprendront que leur armée est partie pour Laval. D'autres seront fusillés.

La plupart sont tombés au cours des combats de rue. Il faut encore inclure les victimes de la bousculade mortelle qui a accompagné le sauve-qui-peut, les 400 fusillés de l'hôpital, les 40 de Pontlieue, la centaine de femmes exécutées dans le centre, les 30 abattus sommairement sur l'ordre du maire Potier de La Morandière, sans oublier les soldats républicains enterrés en même temps que leurs adversaires.

Les « 20 morts » que « cette bataille décisive » aurait, selon Marceau, « coûté à la République » sont sans aucun doute très éloignés du bilan réel de combats extrêmement meurtriers.

Les descriptions laissées par les témoins — l'adjudant-général Savary indique que les rues conduisant à la place des Halles étaient principalement jonchées de cadavres républicains — suggèrent plusieurs centaines de morts du côté des Bleus.

Cette discordance des chiffres autorise toutefois une conclusion : ceux qui ont été tués dans la ville, y compris ceux qui ont été exécutés sommairement, étaient majoritairement des combattants, ce que confirme l'âge des corps mis au jour lors des fouilles : majoritairement jeunes adultes et adolescents (59). Ce qui fait tomber la thèse d'un vaste massacre des innocents.

Concernant les royalistes tués sur la route de Laval ou dans les campagnes avoisinantes, une acceptation sans critique des chiffres avancés par les contemporains débouche sur des conclusions extravagantes quand elles ne sont pas idéologiquement intéressées. L'estimation du nombre de vendéens et de chouans arrivés au Mans le 10 décembre est, en effet, aussi incertaine que celle

des victimes : Westermann en compte 90 000, l'étaminier républicain Louis Simon 80 000, ce qui est manifestement exagéré, l'enquête réalisée en 1798 par la Société des arts, 60 000 à 70 000, le citoyen Moynault, commissaire du pouvoir exécutif n'en voit que 20 000 à 25 000...

Avec les années, les chiffres ne gagnent pas en innocence. Dans le contexte du bicentenaire, Joël Fauvy (60) ramène à 25 000 le nombre de vendéens entrés au Mans, chiffre repris par André Lévy. Cette estimation qui n'a, en soi, rien d'in vraisemblable, l'armée royaliste ayant été décimée, au cours de la vi-rée de Galerne, par la maladie et l'épuisement, plus encore que par les combats, pose néanmoins problème dans la mesure où les 15 000 morts de la marquise de La Rochejaquelein, restent, eux, incompressibles : plus on réduit l'écart entre les effectifs initiaux et le nombre de victimes, plus on accrédite la thèse d'un « quasi-génocide », pour reprendre l'expression malheureuse d'André Lévy (61).

A vouloir trop prouver, on enlève aux chiffres toute cohérence. Si 15 000 Vendéens, en effet, ont été tués sur 25 000, comment expliquer, pour reprendre les données laissées par des auteurs royalistes, notamment Françoise Després, qu'ils soient arrivés 20 000 à Laval, que les républicains en aient tué 15 000 à Savenay et que 10 000 encore aient pu repasser la Loire ?

Quels que soient les chiffres, il est hors de doute que ce sont les non-combattants qui, au cours de cette fuite éperdue, ont payé le plus lourd tribut. Lorsque le 13, vers 9 heures, les républicains se rendent maîtres de la place des Halles, l'avant-garde de l'Armée catholique et royale atteint Laval. La Rochejaquelein a sauvé le gros de son armée. Par contre, plusieurs milliers de soldats de l'arrière-garde sont parmi les morts, en particulier ceux qui, à La Panetière, à quelques kilomètres du Mans, ont servi la batterie qui leur a permis de retarder les Bleus. Pour le reste, c'est indéniablement la masse humaine entraînée dans cette aventure qui fournit le gros des victimes.

# L'apport des fouilles archéologiques

Tel que stipulé par la législation française, tout projet architectural entraînant la destruction d'un site archéologique est précédé d'une fouille préventive destinée à sauver les archives du sous-sol. C'est le cas du futur Espace culturel des Jacobins, au Mans, qui, sur 8 000 m<sup>2</sup>, a entraîné une intervention archéologique de grande ampleur. Les deux axes privilégiés de la fouille ont concerné l'Antiquité et les charniers issus de la bataille du Mans de décembre 1793. La fouille de neuf fosses sépulcrales contenant les corps de 159 victimes des combats, réalisée de mai à juillet 2010, a mobilisé une équipe de six personnes en moyenne, complétée, pour les études, de collaborateurs scientifiques extérieurs, universitaires pour l'essentiel. Bien que les études pluridisciplinaires ne soient pas encore toutes achevées, certains éléments permettent déjà de dégager des axes de réflexion quant aux apports de cette opération d'archéologie à la compréhension d'un événement historique bien documenté.

## La gestion des corps selon les sources historiques et orales

Suite aux violents combats des 12 et 13 décembre 1793 (*lire plus haut*), les rues de la ville sont parsemées de cadavres. La population mancelle, abandonnée par ses élites municipales — l'armée républicaine étant, quant à elle, lancée à la poursuite des Vendéens — doit se charger elle-même de l'enlèvement des corps. Les sources archivistiques se rapportant à la gestion des inhumations sont rares. Seul le rapport du bureau de la Commission des arts publié en 1798, soit cinq ans après les faits, en témoigne (62). On y apprend que l'enlèvement des cadavres, effectué tout d'abord de manière anarchique, s'organise dès le 14 décembre, avec la nomination d'une administration provisoire qui va prendre en charge les inhumations. Ainsi les corps jonchant les rues du Mans furent enlevés et ensevelis en deux jours dans de « *grandes fosses* »

en « *divers endroits* ». Le quinconce des Jacobins, terrain public appartenant autrefois aux monastères des Cordeliers et des Jacobins, fut un des lieux choisis. Le ramassage dans la ville s'effectua à l'aide de 95 tombereaux permettant le transport de 20 à 22 corps à la fois. Aucune remarque de traitement différentiel entre les victimes républicaines, vendéennes ou encore civiles n'est notée.

A ce rapport de 1798, on doit ajouter d'autres annotations concernant les inhumations. En 1815, les fosses des Jacobins sont de nouveau mentionnées lors du projet de nivellement de l'avenue Paderborn (au nord de la place). Ainsi, des « *cavités hideuses* » auraient fait l'objet d'un réaménagement avec adjonction de chaux. On retrouve trace de ces fosses en 1960 par de nombreux témoignages oraux parlant d'ossements affleurant dans l'allée bordant le nord de la place. Cette allée fut communément nommée « *allée des veuves* » en souvenir de ces inhumations. Puis, en 1982, des restes osseux sont découverts lors de la création de toilettes publiques au nord-ouest de la place.

## La gestion des corps selon les résultats de la fouille archéologique

La place des Jacobins a fait l'objet de deux diagnostics archéologiques, le premier en 1999 et le second en 2009. Tous deux précédaient un projet de réaména-

(59) Etant entendu qu'il ne s'agit là que d'un échantillon (159 corps sur plus de 2 500).

(60) Selon l'enquête de 1798, les vendéens auraient parcouru en trois heures la distance qui sépare Pontlieue de la place des Halles. S'appuyant sur les dires du curé constitutionnel de Pontlieue, Fauvy, soutient que « *cinq quarts d'heure* » leur ont suffi. En tenant compte de la largeur du pont, de la vitesse des piétons (5 km/h) et de l'encombrement lié aux nombreux véhicules, il retient le chiffre de 25 000 vendéens !

(61) André Lévy, *op. cit.*

(62) Voir note 28. Chesneau-Desportes confirme ces données dans un ouvrage publié en 1817. Voir H. Chardon, *op. cit.*

gement de l'espace et de l'ancien théâtre et ont mis en évidence des sépultures de catastrophe liées à une crise de mortalité aiguë correspondant selon toute vraisemblance aux victimes de la bataille du Mans.

Neuf fosses contenant 159 corps ont fait l'objet d'une fouille exhaustive. L'estimation des victimes des combats, même si elle est sujette à caution (*lire plus haut*), montre le déséquilibre des forces en présence avec environ 100 décès militaires pour 2 000 à 3 000 morts côté vendéen dans le centre-ville.

Si on retient le chiffre de 2 200 corps enterrés aux Jacobins, l'effectif fouillé et étudié lors de cette campagne de fouille avoisine les 7 % de la totalité des inhumés. Aux membres de l'Armée catholique et royale se sont trouvés mêlés des militaires républicains et sans doute de rares civils, mais la proportion inégale des victimes des deux camps, ainsi que la forte présence de femmes dans les fosses pointent une majorité de Blancs dans ce lieu d'inhumation.

Il faut imaginer les rues du Mans au lendemain de ces violents combats, parsemées, nous l'avons vu, de cadavres, dont la plupart sont décédés de mort violente et gisent dans les rues, ruelles et maisons. Le nombre absolu de morts, mais aussi le contexte des combats ne permet pas une gestion classique des inhumations.

Cette crise de mortalité subie et gérée par la population du Mans va nécessiter une prise en charge particulière. Une crise de mortalité correspond à un pic anormal de décès sur une période très courte, avec le passage d'une mortalité ordinaire à une mortalité extraordinaire. Une telle anomalie de la mort en un temps court est généralement issue d'épisodes épidémiques (peste majoritairement), de catastrophe naturelle ou encore de conflits armés opposant deux camps.

La gestion de cette mortalité de masse prend souvent la forme d'inhumations collectives dans des fosses de grandes dimensions, dont la variété témoigne de l'urgence : catastrophe, de crise, de masse, charnier... avec, comme paramètre récurrent, l'unicité du lieu choisi pour les enfouissements.

Des différences s'observent toutefois dans le traitement des cadavres en fonction des contextes de crise. Ainsi, en contexte épidémique, des lieux d'isolement, tant pour les malades que pour les cadavres, sont mis en place et généralement abandonnés après la crise. En cas de nouvelle épidémie, un autre lieu sera choisi. Dans le cas de conflits armés, les corps sont principalement enterrés près ou sur les lieux de bataille.

Au Mans, les combats sont subis par la population, ce ne sont ni les vainqueurs ni moins encore les vaincus qui vont gérer l'enlèvement des corps, mais la population elle-même, les autorités municipales ayant fui la ville lors de l'entrée des vendéens le 10 décembre (63) (*lire plus haut*).

En plus d'une peur de la propagation de maladies liées aux dépouilles de cette armée classiquement décrite comme l'armée des gueux ou des pouilleux et réputée souffrir de dysenterie gangréneuse, s'ajoute une volonté d'oublier l'événement au plus vite.

## Les modes d'enfouissement

Afin de récolter le maximum d'informations dans les délais qu'impose une fouille préventive, d'éléments recouvrant d'autres vestiges archéologiques, chaque fosse a fait l'objet d'une fouille exhaustive et d'un enregistrement spécifique.

Chacune d'entre elles a été traitée en plusieurs passes horizontales, d'abord la partie supérieure et, quand elle était présente, la couche de condamnation par de la chaux, puis, au fur et à mesure des démontages, les ossements inférieurs étaient mis en évidence afin d'en effectuer le prélèvement. La totalité de la fouille s'est effectuée à l'aide de petites truelles, d'outils de dentistes, de pinces et d'aspirateurs.

Cette minutie permettait l'étude des connexions anatomiques ; mais aussi l'identification des objets présents dans les fosses, ainsi que leur position dans le dépôt (boutons, traces de cuir, balles en plomb, boulets biscariens ou mitraille...). Les refus d'aspirateur ont été systématiquement conservés et, pour moitié, confiés à un entomologiste afin de dia-



agnostiquer les maladies propagées par des insectes vecteurs, pour le reste conservés à titre comparatif. Associée à ce travail de caractérisation de l'état sanitaire, une recherche moléculaire de pathogènes bactériens à partir de l'ADN dentaire est menée en parallèle (64).

L'enregistrement de terrain visait à individualiser chaque sujet, à identifier sa position (mode de dépôt), ses traumatismes, mais aussi le mobilier accompagnant (objets vestimentaires, personnels ou intrusifs, comme les projectiles). A chaque passe de fouille, un relevé numérique permettait d'isoler ces éléments et facilitait le démontage.

Du fait de l'enchevêtrement des corps, certains sujets furent démontés sur plusieurs niveaux. Seul un enregistrement précis des segments anatomiques permettait l'identification des restes osseux encore présents dans les couches inférieures. Pour ce faire, chaque passe était représentée par un code couleur. Sur des fiches individuelles, étaient notées les premières constatations biologiques (âge, genre, stature) et les traces osseuses (traumatismes infectieux ou dégénératifs) observables, mais aussi les prélèvements osseux et dentaires effectués et isolés en prévision des analyses ultérieures.

L'analyse des modes de dépôt témoigne de l'urgence des ensevelissements et de leur prise en charge par la population. Huit fosses sont des creusements de forme rectangulaire, de type tranchée. Une fosse s'écarte de ce schéma par sa forme, semi-circulaire, et la disposition des corps tête-bêche. Les tranchées rectangulaires sont de dimensions variables et mesurent pour la plus grande jusqu'à quatre mètres de longueur. Le nombre de corps déposés varie de 3 à 53 sujets, avec une épaisseur du dépôt atteignant un mètre pour la fosse la plus importante. Ces tranchées sont condamnées par de la chaux en couverture totale avec des épaisseurs atteignant 30 cm ou par des dépôts sporadiques témoignant d'un manque de matière première. Aucune trace de réintervention n'a été mise en évidence dans les charniers, les mentions de recondamnation par de la chaux des « *cavités hideuses* » en 1815 ne concernent pas ces huit fosses.

Les corps sont basculés du tombereau dans les fosses, par les côtés latéraux des tranchées. Ils apparaissent pêle-mêle, les membres enchevêtrés. Certains portent encore des objets personnels, ainsi que des traces vestimentaires (boutons notamment), témoignant d'un dépouillement partiel des cadavres. La fouille par niveau permet la restitution de la chronologie des dépôts dans chaque fosse du premier au dernier sujet déposé jusqu'au scellement ou non par de la chaux (figure : premier niveau de fouille des fosses 8 et 9, cliché Elodie Cabot, Inrap).

L'unique fosse semi-circulaire renferme neuf corps tête-bêche évoquant les dispositions des sépultures militaires. Les sujets sont toujours partiellement dépouillés, mais la fosse non condamnée par de la chaux. D'aucuns ont cru voir dans cette différence une sépulture réservée aux soldats républicains, qui auraient ainsi bénéficié d'un réel traitement funéraire, malgré l'urgence des ensevelissements. Cette question de la différenciation des corps d'armée lors des inhumations est difficile, voire impossible à déterminer sur les restes osseux. Cependant, la présence de deux femmes parmi ces neuf adultes infirme l'hypothèse d'un recrutement strictement militaire. Des boutons représentant les corps d'armée républicains ont été retrouvés en faible nombre dans les fosses, mais aucun dans celle-ci.

## Le dépouillement des corps

L'analyse du mobilier présent dans les fosses montre que les corps ne sont pas tous dépouillés et dénudés. En effet, des boutons civils notamment, mais aussi militaires, ainsi que des objets personnels sont encore portés par leurs propriétaires. Les boutons, généralement en

(63) Elles y rentreront le 17 décembre (27 frimaire).

(64) Programme de recherche moléculaire de pathogènes bactériens et analyse des sédiments pour étude entomologique, caractérisation des pathologies, dont la maladie « brigantine », laboratoire AMIS UMR 5288 CNRS/UPS, Toulouse/University of Padova, Italie. La définition exacte de cette maladie est inconnue. Certains de ses aspects tendraient à l'apparenter à la dysenterie gangreneuse, d'autres au typhus.

bois ou en os, sont pour certains recouverts d'une fine capsule de métal témoignant de l'appartenance à un régiment militaire républicain (hussard, dragon ou grenadier). Les rares exemplaires de boutons militaires ne correspondent jamais à un costume complet (vestes, culottes...) et sont probablement issus de récupération sur des cadavres lors de la longue virée de Galerne. Les objets personnels sont rares et témoignent soit de gestes de la vie quotidienne (couteau, petite monnaie, épingles) ou encore d'une appartenance religieuse (médaille, croix...).

## L'analyse des corps

Les données biologiques montrent une proportion d'immaturs de 12,5 %. Ces « enfants » sont pour la plupart des adolescents socialement assimilables à de jeunes adultes ayant de ce fait pris part aux combats. Seuls deux enfants de moins de cinq ans ont été identifiés (65). Les adultes sont jeunes, peu de sujets portent de traces de dégénérescence du squelette. Pour les adultes et grands adolescents dont la détermination sexuelle a été possible, soit plus de 90 %, un tiers sont des femmes.

Les immatures sont présents dans toutes les fosses, mais pour les adultes, on observe une discrimination sexuelle significative dans cinq fosses. En effet, si pour quatre charniers, les deux sexes sont représentés dans des proportions proches, les hommes sont majoritaires dans trois fosses (charniers 5, 9 et 10) et les femmes dans deux (charniers 7 et 8).

Les causes de décès sont pour la plupart dues à des blessures occasionnées par des armes blanches ou à feu. Les restes osseux sont ainsi le témoin de la violence des combats. L'enregistrement systématique de tous les traumatismes osseux identifiables permet la caractérisation du type d'arme utilisé, mais aussi la nature des coups portés, par devant, derrière, sur le côté ou encore par en haut, la position de l'assaillant... Cette caractérisation des coups permet de détecter les éventuelles corrélations entre les traumatismes, les types de combat et les données biologiques des victimes.

Ainsi, si on regarde de plus près la répartition des traumatismes en fonction du sexe des sujets, on constate une forte proportion de décès par arme à feu (fusil, pistolet, artillerie) pour les fosses masculines. Ces fosses sont aussi celles qui contiennent le plus de projectiles (boullets biscaïens, balle en plomb et mitraille), souvent piégés dans les chairs. Pour les deux tombes féminines, les blessures sont le plus souvent des coups portés à l'arme blanche ou encore contondants (crosses de fusil, poignées de sabre...).

La mise en perspective des données révèle deux faciès des combats, avec, d'une part, une population masculine dont les blessures témoignent de combats réguliers entre deux armées face à face et, d'autre part, une population féminine non combattante piégée lors de la fuite dans le vieux Mans. Ces données qui demandent à être vérifiées par une étude plus approfondie des fosses mixtes (66) montrent toutefois que le ramassage des corps fut effectué rue par rue, quartier par quartier, et ceux-ci ensevelis au fur et à mesure de l'arrivée des tombereaux dans de grandes fosses creusées sur la place des Jacobins. Ces fosses par leurs caractéristiques sont un témoin indirect des affrontements.

## La violence des affrontements

L'étude traumatologique, indifféremment de l'âge ou du sexe des sujets, confirme la violence des affrontements dont font mention les textes des deux camps, avec fusillades, échanges de tirs d'artillerie et corps-à-corps.

Les blessures multiples de certains sujets témoignent du chaos qui régnait dans le vieux Mans. Les mentions de fusillade de prisonniers blessés ou non sont plus difficiles à corroborer. En effet, si certains individus sont polytraumatisés et portent des traces de coups de baïonnette (orifice triangulaire caractéristique de la pointe), de sabre et/ou encore d'arme à feu, l'étude en cours ne

(65) Voir note 50.

(66) Etude en cours.

permet pas de conclure à un achèvement délibéré de blessés ou de prisonniers à terre. Cependant, nous pouvons déjà observer que les blessures et leur multiplicité vont dans le sens d'une détermination profonde de mettre fin à l'insurrection royaliste.

## La composition et l'état sanitaire de l'Armée catholique et royale

La bataille du Mans qui met fin à la longue errance de l'armée blanche, initiée à la suite de la défaite de Cholet, le 17 octobre, oppose des militaires aguerris à des combattants affaiblis, ayant à leur actif une longue marche et de nombreux combats. Cette armée comprenait-elle, dès avant la bataille du Mans, de nombreux blessés ? Peu de sujets décédés au Mans montrent de signes de blessures traumatiques témoignant d'engagements antérieurs. Doit-on penser qu'ils ont fui, pour ceux encore valides, dès le début des affrontements et qu'ils ont, pour nombre d'entre eux, péri sur la route de Laval ?

Ou bien sur notre échantillon étudié (159 corps sur 2 500, voire plus), est-ce un biais dans la représentation ?

La composition de cette armée, avec femmes et enfants, est quant à elle bien représentée, même si les petits en bas âge sont quasi inexistantes. Pour les adultes, on observe que ceux-ci sont majoritairement dans la fleur de l'âge, peu d'entre eux ont dépassé les 30 ans (âge osseux et dentaire).

La maladie « *brigantine* » dont est réputée souffrir cette armée est recherchée sur les décédés. Cette pathologie est peu renseignée, mais qualifiée de dysenterie gangreneuse, ce qui la rapprocherait des symptômes apparentés à la fièvre typhoïde transmise communément par une alimentation souillée. Cependant, une autre pathologie, le typhus, associée généralement aux armées en campagne et transmise par des insectes vecteurs (poux de tête ou de corps, puces...), peut aussi être véhiculée et amplifiée par les mauvaises conditions d'hygiène liées à la longue errance de l'armée blanche.

Ces deux maladies sont recherchées sur nos sujets. D'abord, sur les restes osseux. En effet, en cas d'infection longue et durable de l'organisme, celle-ci peut altérer le tissu osseux. La description clinique de la phase diphtérique de la dysenterie laisse imaginer le délabrement physique de certains sujets porteurs. « *Au moment où la maladie atteint le plus haut degré de son développement, les évacuations ont une odeur fade ; dans la phase gangreneuse, elles sentent la pourriture* (67). » Cependant, cette dysenterie devait laisser peu de chance de survie aux malades atteints dans les conditions d'hygiène et sanitaire de leurs déplacements. Ainsi, le décès survenait rapidement, et il n'est pas étonnant que le tissu osseux soit exempt de toute trace infectieuse. Ces maladies sont véhiculées par des maladies recherchées selon deux axes : l'analyse de l'ADN des sujets (ADN dentaire) pour identifier les agents pathogènes des différentes bactéries (responsables de typhus, fièvre typhoïde ou autre maladie bactérienne), ainsi que l'analyse de l'ADN des insectes vecteurs (trouvés et identifiés par l'entomologiste dans les sédiments issus des fosses).

Ces analyses toujours en cours donnent de premiers résultats avec l'identification de la fièvre typhoïde (68) (cf. note 64) pour quelques sujets et, pour les sédiments traités par flottaison, l'identification, dans une fosse, d'un coléoptère vivant généralement dans la paille (69). Cet insecte confirme la présence de paille sur ou à proximité des vivants (hébergement dans les étables, paille dans les sabots ou encore dans les vêtements pour affronter le froid hivernal...).

## Conclusions et perspectives

Ces premières analyses qui demandent encore d'être affinées par les études en cours font émerger une trame de réflexions sur un événement qui participe

(67) M. Platen, *Le Livre d'or de la santé*, volume II, p. 1 172, Bong et Cie, Paris, 1910.

(68) *Salmonella enterica typhi* identifiée.

(69) *Rhizophagus parallelocolis*.

d'une histoire collective récente. Il reste désormais à dresser les bilans définitifs, afin de mesurer leurs apports et leurs lacunes en regard de nos attentes sur cet épisode de notre histoire. Le recouplement des sources historiques et archéologiques et des données anthropologiques permettent néanmoins de dégager dès maintenant un certain nombre de certitudes. Le Mans a bien été le théâtre d'une bataille sans merci, suivie d'une répression impitoyable et du massacre de plusieurs milliers de fuyards, illustration tragique du fait que l'histoire ne s'encombre pas de principes moraux et que la violence en est l'accoucheuse.

**Elodie Cabot**,  
anthropologue, Inrap Grand Ouest,  
responsable scientifique des fouilles  
anthropologiques des charniers  
du quinconce des Jacobins au Mans,  
UMR 7268, ADES,  
université Aix-Marseille,  
CNRS, EFS, faculté de médecine,  
secteur Nord, université Aix-Marseille ;

**Rémy Janneau**

## Bibliographie (pour la partie archéologie et anthropologie)

- **Bibaut Maxime**, *Le Massacre du Mans du 13 décembre 1793, étude anthropologique et dentaire d'une population*, thèse pour le diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire, académie de Paris, université Paris-Descartes, faculté de chirurgie dentaire, 77 p., 2013.

- **Cabot Elodie**, « Le Mans. Quinconce des Jacobins. Archéologie de la bataille du Mans (12-13 déc. 1793) », *Recherches vendéennes*, 19 pp. 261-274, 2012.

- **Cabot Elodie, Chevet Pierre**, « Les étranges découvertes du Mans », *Historia*, août 2012, p. 13.

- **Cabot Elodie, Chevet Pierre, Duchesne Sylvie**, « La bataille du Mans, apports archéo-anthropologiques à l'étude des guerres de Vendée, 10-13 décembre 1793 », XXX<sup>e</sup> Colloque GALF, Dakar, *Antropo*, 27, pp. 15-22. [www.didac.ehu.es/antropo](http://www.didac.ehu.es/antropo), 2012.

- **Cabot Elodie, Chevet Pierre**, « La bataille du Mans, apports archéo-anthropologiques à l'étude des guerres de Vendée, 12-14 décembre 1793 », *Académie Napoléon*, 2, juillet-décembre 2011, pp. 17-31.

- **Cabot Elodie, Chevet Pierre, Schmitt Ludovic**, « Les charniers des guerres de Vendée au Mans : approche archéo-anthropologique », *CERMA HS*, n° 5. *Les Ombres de l'Empire. Approches anthropologiques, archéologiques et historiques de la Grande Armée*. 467 p., pp. 123-128, 2009.

- **Cabot Elodie, Chevet Pierre, Schmitt Ludovic**, « L'archéologie au service de l'histoire : les charniers des Jacobins au Mans », *Maine Découvertes*, 61, pp. 11-18, juin-juillet-août 2009.

- **Cabot Elodie**, « Fouille et étude de deux charniers de la bataille du Mans, 1793 », in Chevet Pierre, *Quinconce des Jacobins, Le Mans. Rapport de diagnostic archéologique*, 95 p. et annexes, Inrap, SRA Pays de la Loire, pp. 49-54 et pp.74-89, 2009.

- **Platen M., Deschamps L.** (trad.), *Livre d'or de la santé* (3 volumes), Bong et Cie, s. d., Paris, 1910.

**Jaurès  
et  
les guerres  
balkaniques**



## “La nuée de l’orage est déjà sur nous”

Jean Jaurès n’avait pas attendu 1912 pour évoquer les problèmes balkaniques, « la question d’Orient » comme on disait alors.

Son premier grand discours de politique étrangère date du 3 novembre 1896. En 1894, sont intervenus en Turquie les premiers grands massacres d’Arméniens. Règne alors sur la Turquie le sultan Abdul Hamid II, qui incarne, aux yeux de Jaurès, le despotisme le plus sanguinaire. Or ces massacres ne soulèvent aucun écho dans l’opinion. C’est peu à peu que se manifeste une sorte de comité informel, un concert de grandes voix, venues des horizons les plus variés, pour dénoncer le crime. On trouve aussi bien des libéraux, comme Leroy-Baulieu, que des anarchistes, comme Pierre Quillard, des catholiques, comme Albert de Mun, des radicaux, comme Clemenceau, ou des socialistes, comme Alexandre Millerand ou Jean Jaurès. Ce n’est pas un hasard si on retrouvera beaucoup de ces noms dans l’affaire Dreyfus. La question arménienne représente en effet une des premières manifestations en faveur des droits de l’homme.

Il faudra attendre le 3 novembre 1896 pour que le sujet soit enfin inscrit à l’ordre du jour de la chambre des députés. Un jeune romancier, présent dans les tribunes, nous a laissé, dans son premier roman, *Jean Santeuil*, un témoignage sur cette intervention de Jaurès, qu’il surnomme « Couzon ». C’est Marcel Proust.

« On vient de clore la discussion sur le massacre d’Arménie. Il est convenu que la France ne fera rien. Tout à coup, à l’extrême gauche, un homme d’une trentaine d’années, un peu gros, aux

*cheveux noirs et crépus, et qui aurait semblé, si vous l’aviez observé, en proie à un trouble indéfinissable, et comme s’il hésitait à obéir à une voix intérieure, se balance un instant sur son banc, puis, levant le bras d’un geste sans grande expression, comme arraché par la coutume qui rend nécessaire cette formalité à qui demande la parole, se dirige d’un pas vaillant et comme effrayé par la grande responsabilité qu’il prend, vers la tribune [...], c’est Couzon. Et en voyant les petites jambes de Couzon se hâter disgracieusement vers la tribune, il lui semble que jamais corps humain n’a exprimé tant de dignité et de grandeur. »*

Dans son discours, qui eut un grand retentissement, Jaurès flétrit le comportement du sultan, mais souligne sans équivoque les responsabilités des grandes puissances européennes, avec un souffle qui fit impression :

« *Quoi ! Le silence complet, silence dans la presse, dont une partie [...] a été payée pour se taire, silence dans nos grands journaux, dont les principaux commanditaires sont les bénéficiaires de larges entreprises ottomanes, mais surtout silence du gouvernement de la France ! Quoi, devant tout ce sang versé, devant ces abominations et ces sauvageries, devant cette violation de la parole de la France et du droit humain, pas un cri n’est sorti de vos bouches, pas une parole n’est sortie de vos consciences, et vous avez assisté, muets et, par conséquent, complices, à l’extermination complète. »*

## La première guerre balkanique

Mais, entre 1896 et 1912, était intervenu un événement majeur, le renversement du sultan Abdul Hamid et la prise de pouvoir par les Jeunes Turcs, en qui Jaurès voyait des réformateurs potentiels, plus ouverts aux thèmes d'une démocratie moderne.

Aussi, les guerres balkaniques lui ont-elles paru d'emblée détestables. Regrettant, à plusieurs reprises, qu'on n'ait pas donné le temps à la Turquie de « se régénérer », Jaurès compare le sort de la Turquie à celui de la Pologne :

« C'est précisément à l'heure où [la Pologne] faisait effort pour se régénérer et par peur qu'elle y réussisse que les fauves qui rôdaient autour d'elle l'ont dépecée. De même, l'effort tenté par la Turquie pour se reconstituer, pour échapper aux vices du régime ancien, a été pour tous les appétits le signal de la curée. On a craint d'arriver trop tard si on laissait le temps à la Turquie de se refaire » (*La Dépêche de Toulouse*, 13 janvier 1913).

On n'a pas voulu laisser le temps au nouveau pouvoir de « remplir sa mission historique ».

Or cette attitude est d'autant plus grave qu'elle survient à un moment crucial. Avec les grandes manœuvres coloniales de l'Europe — conquête du Maroc, de la Tripolitaine, menées en Iran de l'Angleterre et de la Russie —, du Maroc jusqu'à l'Inde, les puissances européennes vont se trouver en contact avec le monde de l'islam. Une Turquie associée à l'Europe aurait pu être l'interface entre les deux mondes. Les Turcs, au contact de civilisations européennes, auraient pu y puiser des idées de progrès et de libération, et auraient pu les communiquer à d'autres sociétés musulmanes, qui vivent actuellement l'agression coloniale comme une humiliation et, ainsi,

« de grandes forces humaines au lieu d'être resserrées et stérilisées dans le fanatisme, la rancune et la haine, se seraient ouvertes à l'esprit de progrès » (*L'Humanité*, 3 novembre 1912).

Et Jaurès fait écho à la protestation des progressistes Turcs :

« Nous rejeter en Asie, c'est faire de nous des bédouins, c'est enfoncer à nouveau notre peuple dans l'ornière orientale d'où il commençait à s'élever » (*L'Humanité*, 6 janvier 1913).

Mais, c'est la guerre en tant que telle que Jaurès se refuse à admettre, la guerre qui stérilise la grande activité humaine, et qui en ce début de vingtième siècle s'annonce apocalyptique. Jaurès est un des seuls hommes politiques à avoir perçu que la guerre avait changé d'échelle. Avec les progrès techniques et technologiques, les armements ont acquis une puissance de feu inimaginable.

Désormais, les conflits seront des carnages, et entraîner son peuple dans la guerre sera le vouer à la décimation. Quant aux guerres balkaniques, qui opposeront des peuples que des siècles de cohabitation n'ont pu vraiment rapprocher, elles allieront les atrocités de la guerre de Trente Ans à l'horreur des déflagrations modernes :

« La guerre des Balkans s'annonce sauvage et meurtrière. Toutes les forces de destruction seront combinées. Ce sera le grand choc des vastes armées modernes. Ce sera en même temps la barbarie des bandes qui pilleront, qui égorgeront. Ce sera le détail atroce de la guerre civile s'ajoutant aux destructions massives de la guerre étrangère » (*L'Humanité*, 14 octobre 1912).

Les faits ne tarderont pas à lui donner raison. Quelques semaines après le début des hostilités, il pouvait constater :

« Les événements des Balkans donnent une idée de ce que serait une guerre universelle. Dans une guerre qui a duré à peine un mois, un tiers de l'effectif des armées a été détruit. C'est une proportion sans précédent dans les guerres modernes. »

Confirmation terrible : en trois mois, la moitié des effectifs mis en ligne en août 1914 aura été fauchée.



Rien ne peut sortir de bon d'une guerre. Pas même la révolution. Certains peuvent espérer qu'une guerre qui tourne mal peut provoquer de grands bouleversements et mettre à bas le régime en place.

Mais pour Jaurès, le socialisme est un fruit qu'on ne peut cueillir qu'à maturité, au terme d'un processus où le prolétariat aurait acquis assez de connaissances, de compétences pour assumer les responsabilités d'une prise de pouvoir. C'est à cette seule condition que socialisme et liberté sont synonymes. Si, en revanche, le socialisme devait advenir en quelque sorte par effraction, avant terme, dans un temps de grande violence, il porterait inéluctablement les marques de la société qui l'aurait engendré.

« *Et si la révolution sociale surgit du chaos, au lieu de se produire comme l'expression suprême du progrès, comme un acte supérieur de raison, de justice et de sagesse, elle sera une partie de l'universelle crise mentale, un accès de la fureur contagieuse propagée par les souffrances et les violences de la guerre* » (*La Dépêche de Toulouse*, 21 novembre 1912).

## La responsabilité des grandes puissances

Pour Jaurès, aucun doute, l'essentiel de la responsabilité des guerres balkaniques pèse sur les grandes puissances européennes.

D'abord, ce sont elles qui ont donné l'exemple. En se ruant au Maroc, en Tripolitaine et ailleurs, elles ont clairement manifesté que le droit de la conquête n'avait besoin d'aucune justification. Elles ont prouvé que les principes qu'elles affichaient en termes de droit international n'étaient que des leurres, et les pays balkaniques n'ont fait que retenir leur leçon :

« *C'est l'infini dans l'injustice et le désordre. C'est un océan fangeux et qui n'a pas de rivage. Ah ! Vous êtes allé au Maroc ! Je vais en Tripolitaine ! Ah ! Vous êtes allée en Tripolitaine, vous, Italie, moi, Monténégro, moi, Serbie, moi, Bulgarie, moi, Grèce, je ne vise que*

*la Turquie. A moi la Macédoine ! A moi l'Albanie ! A moi les îles de l'Archipel ! Où cela s'arrêtera-t-il ?* » (*La Dépêche de Toulouse*, 6 octobre 1912).

Certes, elles ne sont pas ouvertement partie prenante aux combats. Mais, elles sont comme les divinités de l'Iliade, qui restent sur l'Olympe, mais qui soutiennent toutes un champion qui combat aux portes de Troie. Leur duplicité est évidente, car aucun protagoniste n'aurait persisté si les grandes puissances avaient montré la moindre résolution :

« *La Turquie et la Bulgarie ne seront intransigeantes que si elles se sentent encouragées dans leur intransigeance par les arrière-pensées de quelques-unes des puissances qui prononcent des paroles de paix* » (*L'Humanité*, 7 octobre 1912).

Pis, elles ne se manifestent que par un comportement témoignant de la lâcheté et de la déloyauté. Quand les Etats balkaniques ont entamé les hostilités, ils prétendaient ne vouloir obtenir que des garanties pour les chrétiens européens vivant dans l'empire turc.

Or, au bout de quelques mois, ayant conquis presque tous les territoires à majorité chrétienne, ils assiègent Andrinople, la dernière place importante turque en Europe avec Istanbul et peuplée en grande majorité par des musulmans. Et les grandes puissances, qui avaient assuré qu'elles se portaient garantes qu'il n'y aurait pas d'annexions du fait de la guerre, au lieu de freiner les assaillants prédateurs — tel le diplomate bulgare Daneff qui affirmait aux Turcs : « *Il est de l'intérêt de la Turquie d'avoir pour voisine une Bulgarie rassasiée* », les encouragent :

« *Quand les Turcs ne se laissent pas séduire à cette rhétorique d'humanité animale, le chœur des menaces reprend. Et s'ils disent : "Nous aimons mieux recommencer la lutte que de subir ces exigences terribles", l'Europe leur dit : "Soyez donc modérés ; faites des concessions." C'est cette même Europe qui a, pendant trente années, courtoisé le régime turc d'Abdul Hamid* » (*La Dépêche de Toulouse*, 8 janvier 1913).

En fait, les guerres balkaniques consacrent l'épuisement et l'abdication de la bourgeoisie européenne, et en particulier française, qui a porté très haut les valeurs de la Révolution, qui a plus fait pour le progrès de l'humanité que n'importe quelle classe avant elle, mais qui est au bout de son déclin :

*« Ils n'ont plus de vaste idéal. Ils sont en dessous de toute grande action. Ils sont tombés à l'état misérable de clans égoïstes et exigus, sans idée, sans générosité, sans horizon. Ils ont tellement abaissé et rabougri la patrie qu'ils sont incapables de mettre en commun les énergies de toutes les patries pour de nobles fins humaines. Ils se resserrent à mesure que la civilisation s'élargit, ils se morcellent à mesure que le prolétariat de l'Europe et du monde s'unifie. Il n'y a que leur puissance de haine et de destruction qui ait quelque étendue. Il n'y a que leurs canons qui aient quelque portée. Leur conscience n'en a pas »* (L'Humanité, 17 octobre 1912).

## La question religieuse

Derrière les menées des Etats impérialistes, on retrouve l'intervention discrète mais prégnante de l'Eglise, dont Jaurès, après plusieurs années d'ardentes luttes laïques, perçoit bien les manœuvres. Dès le début, il dénonce l'esprit de la nouvelle croisade contre la Turquie musulmane :

*« Quand on constate que, en France, les chefs du parti catholique ont poussé avec une ardeur extraordinaire à l'entreprise marocaine, quand on sait qu'en Italie, c'est la banque papale qui a presque imposé l'expédition tripolitaine, quand on lit dans le journal "La Croix" d'hier, à propos de l'action des Etats balkaniques contre la Turquie : "Il y a dans l'histoire des événements analogues à ceux d'aujourd'hui ; on les appelle les croisades", on se demande si tout n'est pas calculé pour exaspérer l'islam, pour le jeter aux résolutions extrêmes, et si la propagande religieuse ne veut pas s'ouvrir par des moyens de*

*force des champs d'action nouveaux comme le capitalisme colonial et aventurier »* (L'Humanité, 3 octobre 1912).

Il emploie même des expressions plus fortes pour flétrir l'intervention de l'Eglise :

*« Les civilisés d'Europe n'ont pas trouvé d'autre moyen d'associer au progrès général et au mouvement moderne le monde musulman que de dissoudre la Turquie d'une part et de violenter le Maroc de l'autre. Partout la croix du Christ n'est que le manche du couteau »* (L'Humanité, 10 janvier 1913).

Cela dit, Jaurès ne peut dissimuler son ironie, en constatant qu'à mesure que le conflit se prolonge et que les victoires des pays balkaniques se multiplient, les députés catholiques se font plus mesurés, mettent un frein à leurs ardeurs anti-ottomanes et prônent la modération aux vainqueurs. C'est sans doute, souligne malicieusement Jaurès, qu'enivrées de leur triomphe, les églises schismatiques grecque ou bulgare seraient probablement moins complaisantes aux missionnaires que ne l'était la Turquie musulmane...

## L'action des socialistes

Pour Jaurès, la situation est limpide : face à la faillite de la bourgeoisie, c'est au prolétariat qu'il revient d'assurer la relève, ce sont les prolétaires qui doivent devenir « les chefs du grand parti de la paix ». Dès les premiers jours du conflit, il le note avec force :

*« Le prolétariat est l'interprète de la conscience et du bon sens, sauvegarde du présent et de l'espérance de l'avenir »* (L'Humanité, 13 octobre 1912).

Jaurès se garde d'une opposition manichéenne entre des capitalistes qui veulent la guerre et un prolétariat qui la refuse. Au fond, en dehors de quelques-uns, les capitalistes ne souhaitent pas une guerre européenne, mais ils n'ont plus la force de l'empêcher :

« *Le capitalisme ne veut pas la guerre, mais il est trop anarchique pour l'empêcher. Il n'y a qu'une force profonde de solidarité et d'utilité : c'est le prolétariat international, agissant par toutes les énergies du syndicalisme et du socialisme.* »

Remarquons que, pour lui, le syndicalisme, loin de n'être qu'une force subordonnée au parti de classe, a toute sa place à ses côtés, à égalité d'importance et d'efficacité.

Jaurès sera à l'origine de la plupart des grandes actions de masse contre la guerre, rassemblement du Pré-Saint-Gervais le 17 novembre 1912, et surtout le célèbre Congrès de Bâle, les 24 et 25 novembre, d'où il lancera son fameux discours pour la paix. Il s'indignera quand la presse de droite affirmera que les socialistes français sont les seuls à s'agiter sur le sujet et que les autres socialistes européens restent plus calmes. *L'Humanité* fera un large écho aux prises de position des socialistes allemands, autrichiens, et même balkaniques, même s'ils ne sont pas encore très nombreux.

Les axes d'action des socialistes doivent être de trois ordres :

— D'abord exiger qu'on en finisse avec cette diplomatie secrète qui nous vient d'un passé détestable. Les députés français ignorent la plupart des clauses que comprend le traité d'alliance franco-russe. Or ce genre de pratique peut conduire un peuple à la guerre, sans qu'il puisse s'en prémunir.

« [Il convient de lutter] *contre la prétention monstrueuse de jeter la France à la guerre en vertu d'un traité occulte qu'un bureaucrate du Quai d'Orsay interpréterait à l'obscur clarté d'une lampe diplomatique* » (*L'Humanité*, 10 décembre 1912).

— La création d'une fédération balkanique incluant la Turquie.

Dans cette péninsule des Balkans où se juxtaposent sans se fondre une douzaine de peuples, l'émergence d'une fédération permettrait

« *d'assurer aux hommes de toutes les races et de toutes les religions des garanties de sécurité, de liberté, de dignité et de préparer ainsi la réconciliation, la*

*coopération de la Turquie et des Balkaniques* » (*L'Humanité*, 1<sup>er</sup> janvier 1913).

— Imposer l'arbitrage international.

Toutes les grandes puissances doivent se réunir pour imposer une solution aux belligérants afin d'en finir avec l'état de guerre.

Jaurès a toujours cru à l'intérêt essentiel de cette notion d'arbitrage. Même quand, en 1898, le tsar demandait une conférence européenne pour la réduction des armements, Jaurès y était favorable. Et quand ses rivaux guesdistes raillaient sa crédulité, il répondait que si les prolétaires prenaient au mot les gouvernants et exigeaient la tenue de cette conférence, ce sont les gouvernements qui se trouveraient pris au piège de leur propre hypocrisie. Peut-être aussi que Jaurès voyait un avantage à cette formule.

Pour lui, le plus grand danger que court la paix en Europe, c'est la division des puissances du continent en systèmes d'alliances antagonistes : la Triple-Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie) et la Triple-Entente (France, Russie et Grande-Bretagne). Dans une classe, on suit souvent l'élève le plus turbulent, et chaque coalition a son grand turbulent, l'Autriche-Hongrie, prise dans ses problèmes de mosaïques de nationalités, et la Russie, où les difficultés se multiplient. Quand on reste enserré dans une alliance, on agit par solidarité automatique. Mais, à une table de conférence large, chaque puissance parle en son nom et pour elle-même.

## Les raisons d'espérer

Malgré tout, Jaurès refuse de désespérer. Certes, seul le socialisme pourra apporter les conditions d'une paix durable. Mais il n'est pas question d'attendre son avènement pour agir. Jaurès ne croit pas à la fatalité. Il pourrait faire sienne la formule de son ami Francis de Pressensé :

« *Croire à la fatalité d'une catastrophe, c'est y contribuer soi-même.* »

Or une des premières raisons d'espérer, c'est de constater que trois grandes

puissances n'ont pas envie que la guerre se prolonge :

*« Il n'y a plus pour l'Europe que deux chances de salut. La première, c'est qu'il y ait accord, dans la crise orientale, entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Or cet accord est possible. On peut même dire, sans forcer la note, qu'il est ébauché, non par de vaines formules diplomatiques, mais par le mouvement même des faits. Les trois pays ont un égal désir de maintenir la paix »* (*L'Humanité*, 13 octobre 1912).

Et Jaurès de détailler : l'Angleterre ne tient pas à exaspérer l'islam, fort présent sur les terres de l'Empire britannique, l'Allemagne tend à se rapprocher de la Turquie, et la France a

toujours, sur ce problème, fait preuve d'un esprit de conciliation.

Et puis, dès 1909, Jaurès avertissait qu'un désaccord trop vif entre l'Angleterre et l'Allemagne ferait le jeu d'un troisième larron, déjà aux aguets :

*« Si l'Angleterre et l'Allemagne se déchiraient, s'affaiblissaient, elles trouveraient le lendemain devant elles les Etats-Unis plus puissants, ayant profité de leur discorde même pour élargir leurs débouchés, pour jeter plus loin leurs filets sur le monde »* (Chambre des députés, 18 octobre 1909).

Il n'est donc pas déraisonnable de penser que ces trois puissances pourront pousser l'Autriche et la Russie à calmer leurs alliés balkaniques respectifs.

## La seconde guerre balkanique

La reprise des hostilités à l'été 1913 ne fut pas pour surprendre Jaurès. Il l'avait suffisamment répété : la guerre balkanique était une guerre de prédateurs, et quand les prédateurs ont chassé en meute, il est logique qu'ils se déchirent lors du partage des proies. Ce que Jaurès et ses amis entendaient souligner, c'est que la guerre est en elle-même un engrenage infernal que même la victoire ne peut arrêter. C'est Marcel Sembat qui l'exprime avec le plus de vigueur :

*« Voilà maintenant que [les Etats balkaniques] s'exterminent. Malgré soi, on leur crie : "Arrêtez-vous donc idiots ! Vous gâchez toute votre affaire !" [...] Ils n'entendent pas. Ils sont sourds et aveugles [...].*

*Voilà un échafaudage de gloire vite bâti, vite détruit. Eh oui, c'est bien cela. Serbes et Bulgares aujourd'hui ne s'arrêtent pas, malgré l'évidence de la sottise, entraînés qu'ils sont par le même enthousiasme guerrier.*

*La même vertu les perd, qui les rendit vainqueurs. L'élan continue. La guerre les élevait. La guerre les détruit.*

*Au fond, c'est une leçon de choses. C'est à l'usage des peuples européens le plus instructif cinéma contre la guerre. Ce film antimilitariste est d'autant plus édifiant et moral qu'à la fois leur finale sottise nous fait pitié et leur sauvagerie nous dégoûte »* (*L'Humanité*, 9 juillet 1913).

Mais, il y a pire encore : Jaurès sent que, depuis les Balkans, une vague d'intolérance et de fanatisme déferle sur l'Europe entière. Il est de plus en plus difficile d'engager un débat démocratique. Jaurès a consacré l'essentiel de ses luttes, durant l'année 1913, à tenter d'empêcher la loi qui portait de deux à trois ans la durée du service armé. Il y voit une loi profondément néfaste, et qui ne répond pas du tout à la conception que Jaurès se fait d'une armée vraiment nationale. Or il perçoit partout ces cris

de haine qui, dans quelques mois, l'emporteront :

« Partout, dans une atmosphère trouble, la barbarie se déchaîne, la sauvagerie s'exaspère. Et il apparaît de plus en plus que l'arbre de la violence ne peut porter aujourd'hui des fruits de civilisation. En France même, le mouvement de la loi de trois ans suscite dans les âmes nationalistes des haines ignobles. Quiconque n'accepte pas sans discussion la loi funeste est dénoncé comme un traître vendu à l'ennemi. Au

nom de la patrie, on répand la calomnie et l'ordure. Si le conflit naissait de ces manœuvres, si chauvins de France et chauvins d'Allemagne réussissaient à jeter les deux rivaux l'un contre l'autre, la guerre s'accompagnerait partout de violences sauvages qui souilleraient pour des générations le regard et la mémoire des hommes. Elle remuerait tous les bas-fonds de l'âme humaine et une vase sanglante monterait dans les cœurs et dans les yeux » (L'Humanité, 12 juin 1913).

## Les leçons des guerres balkaniques

Sur les opérations militaires elles-mêmes, Jaurès tire au moins une leçon.

Il observe que, dans la seconde guerre balkanique, la Serbie, que tout le monde voyait vaincue par ses puissants voisins, a au contraire emporté des victoires foudroyantes. C'est que les Serbes ont su réaliser un amalgame parfait de l'armée active et de l'armée de réserve et que les officiers étaient issus de toutes les classes de la société.

« La Serbie a réalisé le type de nation armée le plus simple et le plus naturel, le plus rapide et le plus souple, le plus étendu et le plus parfait, le plus moderne et le plus conforme à ses traditions et à ses mœurs » (L'Humanité, 3 août 1913).

Autrement dit, on retrouve exactement les thèses que Jaurès développait, pour la réforme de l'armée, dans L'Armée nouvelle en 1911, et qu'il avait amplement rappelées dans sa lutte contre la loi de trois ans.

Quant au bilan que les Européens peuvent dresser de ces guerres, il ne peut être que négatif :

« Quand les gouvernements comparent les résultats obtenus par eux dans ces dernières années si orageuses et les sacrifices qu'ils ont faits, aucun n'est

content [...]. Partout donc la déception et l'inquiétude, partout une sorte de diminution et de découragement.

Mais il y a une chose qui n'est pas illusion : c'est le fardeau que tous ces songes, en s'évanouissant, ont laissé sur la poitrine des peuples : armements accrus, budgets accrus, inquiétude accrue » (La Dépêche de Toulouse, 28 novembre 1913).

Il est vrai que, refusant tout fatalisme, Jaurès entrevoit une solution heureuse : un renversement des alliances conclues en Europe et un rapprochement entre les trois puissances qui se sont montrées les moins bellicistes durant le conflit des Balkans :

« Il est donc permis d'entrevoir une réconciliation, un rapprochement de la France, de l'Angleterre, et de l'Allemagne ; et, comme il est urgent que ce rapprochement se produise pour le bien de la civilisation, pour le soulagement des peuples accablés par les charges militaires, pour la diminution de la cherté de la vie qui aggrave tant de dépenses improductives, et pour l'accélération du progrès social et de la culture humaine. Si les forces intellectuelles et économiques de ces trois grands peuples pouvaient enfin concourir au même but,

*si les rayons de ces trois forces pouvaient converger, la race humaine pourrait concevoir les plus hautes espérances, et dans l'humanité exaltée, le prolétariat grandirait en organisation, en bien-être et en lumière » (La Dépêche de Toulouse, 22 novembre 1913).*

En tout cas, dans son dernier discours prononcé à Vaise le 25 juillet 1914, tentant désespérément de détourner la catastrophe, ce sont les guerres balkaniques que Jaurès évoquait pour appeler les dirigeants européens à la raison.

*« Vous avez vu la guerre des Balkans ; une armée presque entière a succombé soit sur le champ de bataille, soit dans les lits d'hôpitaux ; une armée*

*est partie au chiffre de trois cent mille hommes ; elle laisse dans la terre des champs de bataille, dans les fossés des chemins ou dans les lits d'hôpitaux infectés par le typhus cent mille hommes sur trois cent mille. Songez à ce que serait le désastre pour l'Europe ; ce ne serait plus, comme dans les Balkans une armée de trois cent mille hommes, mais quatre, cinq et six armées de deux millions d'hommes. Quel massacre, quelles ruines et quelle barbarie ! Et voilà pourquoi, quand la nuée de l'orage est déjà sur nous, voilà pourquoi je veux espérer encore que le crime ne sera pas consommé. »*

**Claude Dupont**

# **Léon Trotsky : préface à “Chez Lénine et Trotski, Moscou 1921”, d’André Morizet**

**(Editions La Renaissance du Livre)**

**Le texte de Trotsky publié ci-après est la préface qu’il écrivit au livre publié en 1922 par André Morizet, *Chez Lénine et Trotski*, au retour d’un voyage de plusieurs semaines en Russie soviétique au cours de l’été 1921, quelques mois après l’adoption de la Nouvelle politique économique (NEP) sur laquelle Trotsky s’étend dans ce texte.**

**André Morizet a adhéré au Parti socialiste en 1895. En 1907, il publie une brochure dénonçant la violence de la répression déchaînée par Clemenceau (l’homme politique préféré aujourd’hui de Manuel Valls) contre les grèves ouvrières.**

**En 1919, il est élu maire de Boulogne-Billancourt, poste qu’il occupera — avec quelques intervalles dus à quelques révocations éphémères — jusqu’à sa mort en 1942.**

**Lors du Congrès de Tours en 1920, il choisit le Parti communiste, Section française**

**de l'Internationale communiste.**

**En 1921, il effectue donc un voyage en Russie soviétique d'où il rapporte un livre qui n'a guère perdu de son intérêt.**

**Il manifeste une vive admiration pour Trotsky, mais l'année suivante, sous la pression de Trotsky, l'Internationale communiste déclare incompatible l'appartenance au Parti communiste et à la franc-maçonnerie où Trotsky voit une des nombreuses, et l'une des plus dangereuses, organisations qui véhiculent l'influence de la bourgeoisie dominante. Or Morizet est depuis longtemps franc-maçon, plus précisément membre de la Grande Loge de France.**

**Invité à choisir entre le parti et la franc-maçonnerie, Morizet choisit cette dernière. En janvier 1923, Morizet démissionne du Parti communiste en même temps que son secrétaire général, Ludovic-Oscar Frossard.**

**Il participe à la création d'un groupement intermédiaire entre le Parti communiste et la SFIO, l'Union socialiste communiste.**

**Il est élu sénateur en 1927 et rejoint la SFIO en 1928.**

**Réélu sénateur en 1936, il soutient le Front populaire. Lorsqu'en novembre 1938 les grévistes de Renault décident d'occuper l'usine pour protester contre les mesures anti-ouvrières du gouvernement Daladier, il tente de leur faire évacuer l'usine, avec le soutien du député du PCF Alfred Costes... et de la police, qui investit l'usine après un combat acharné de cinq heures. La justice condamne plusieurs centaines de grévistes à des peines de prison ferme.**

**Elu plus tard sénateur, il omet prudemment, en juillet 1940, de participer à la séance du Sénat qui vote les pleins pouvoirs à Pétain.**

**Démis de ses fonctions de maire de Boulogne-Billancourt, il est ensuite réinstallé à son poste par les autorités de la zone occupée, collabore avec prudence et meurt au cours de l'année 1942.**



## **Léon Trotsky : préface à "Chez Lénine et Trotski, Moscou 1921", d'André Morizet**

Cher camarade Morizet,

La nouvelle que vous avez sous presse un ouvrage sur la Russie des Soviets m'a réjoui sincèrement. C'est en ami que vous êtes venu en Russie. Vous avez eu la possibilité de voir tout ce qui méritait votre attention. Vous servez la cause du prolétariat français et du prolétariat universel ; vous ne pouvez donc être mû par autre chose que le désir de dire aux masses laborieuses la vérité sur la première République du Travail. Or c'est ce qu'il y a de plus important et de plus précieux.

### **"Combien de mensonges on a répandu sur nous"**

Vous savez mieux que moi combien de mensonges on a répandu sur nous. La calomnie internationale capitaliste ou social-démocrate contre la Russie soviétiste peut être divisée en deux groupes. Au premier appartiennent les produits d'une fantaisie haineuse et non désintéressée : informations sur les festins des dignitaires soviétistes, sur leurs emprisonnements les uns par les autres, sur la « nationalisation » des femmes de la bourgeoisie par les artilleurs, etc. Ces mensonges sont pleins de contradictions internes, ils sont monotones et stupides. Ils ne trompent que les concierges les plus arriérés et quelques ministres. Au second groupe appartiennent les mensonges renfermant des parcelles de vérité. C'est une calomnie de qualité supérieure. Son champ est plus large et ses sources plus riches.

### **"La révolution est chose très âpre"**

La révolution est chose très âpre, surtout dans un pays qui compte des

dizaines de millions de paysans retardataires. Armé d'un appareil photographique de mauvaises intentions, il n'est pas difficile de prendre des vues de la Russie soviétiste actuelle qui, dans leur ensemble, feront grand plaisir à n'importe quel bourgeois réactionnaire. La révolution consiste à détruire pour construire du nouveau. Pour comprendre la révolution dans ses côtés élevés comme dans ses côtés sombres, il faut la prendre dans sa nécessité interne, dans la lutte de ses forces vives, dans la suite logique de ses étapes. Je ne veux aucunement dire par là que la révolution soit infaillible. Mais pour comprendre ses fautes, de même que ses conquêtes fécondes, il faut un horizon historique étendu.

### **"Destruction, cruauté, désordre et chaos"**

Lorsque nous entreprîmes de créer une armée, il se trouvait encore en Russie un groupe important d'officiers français ; ils furent témoins des premiers efforts militaires de la Russie des soviets. Ils considéraient ces efforts avec un extrême scepticisme. Je n'en doute pas, leurs rapports à Paris devaient toujours aboutir à cette conclusion : il n'en sortira rien. Ces petits bourgeois en uniforme ne voyaient dans la révolution que destruction, cruauté, désordre et chaos. Tout cela fait en effet partie de la révolution. Mais il y a dans la révolution quelque chose de plus grand ; elle éveille à la vie des millions d'hommes dans les masses populaires arriérées, elle leur ouvre des grands buts politiques, elle leur ouvre des voies nouvelles, elle suscite en eux l'énergie sommeillante. Voilà pourquoi la révolution accomplit des miracles. Il semblerait que tout cela n'est plus à démontrer à un peuple qui a dans son passé la Grande Révolution.

## **“La révolte d’une populace ignorante et sanguinaire” ?**

Bien souvent, au cours de ces dernières années, j’ai songé à étudier la presse anglaise de l’époque de la Grande Révolution française, les discours des ministres d’alors et de leur domesticité politique, des Clemenceau et des Hervé d’alors, afin de comparer la calomnie réactionnaire des classes dirigeantes anglaises de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle aux mensonges répandus par *Le Temps* et ses acolytes sur la Russie soviétiste pendant ces dernières années. Je n’ai malheureusement pas encore trouvé le temps de faire ce travail. Mais je suis sûr d’avance que le parallélisme aurait été frappant.

Les radicaux anglais contemporains de Robespierre ont, sans nul doute, cherché des analogies, alors parfaitement justifiées, avec la Révolution anglaise du XVII<sup>e</sup> siècle, ce qui devait inévitablement provoquer les protestations indignées des pieux historiens réactionnaires.

La Révolution anglaise — dirent-ils dire — malgré tous ses « excès », fut quand même un grand événement, tandis que la Terreur française n’est que la révolte d’une populace ignorante et sanguinaire.

En somme, la réaction, même armée des plus mauvaises intentions du monde, n’est pas inventive. La calomnie officielle française contre la révolution soviétiste n’est, entre autres, qu’un larcin littéraire, un misérable plagiat des journaliers de plume de Pitt.

## **“La République soviétiste a socialisé les banques, les entreprises industrielles et la terre”**

Il faut voir la joie mauvaise avec laquelle les Merrheim et leurs patrons parlent de nos difficultés économiques. Maintenant ils exultent de proclamer à tout l’univers que nous sommes revenus

au capitalisme. Liesse prématurée ! La République soviétiste a socialisé les banques, les entreprises industrielles et la terre. Pour rendre tous ces biens à leurs propriétaires, il faut renverser la révolution et l’écraser. Nous en sommes plus loin que jamais. Vous pouvez l’affirmer en toute certitude au prolétariat français.

## **“Nous avons changé notre méthode de construction”**

Ce qui est juste, c’est que nous avons changé notre méthode de construction. Tout en conservant les entreprises entre les mains de l’Etat ouvrier, nous employons, pour estimer si elles sont avantageuses ou non, les méthodes d’évaluation du capitalisme et de la circulation marchande.

Lorsque nous aurons atteint un niveau infiniment plus élevé du développement socialiste, alors seulement nous pourrons diriger toutes les entreprises d’un centre unique en distribuant rationnellement entre elles les forces et ressources nécessaires selon un plan national préalablement établi.

Le stade actuel de développement porte un caractère préparatoire. Le marché subsiste. Les entreprises industrielles de l’Etat ont dans certaines limites leur liberté d’action, peuvent vendre et acheter, créant ainsi des bases vivantes pour le futur plan économique unique du socialisme. Il est vrai, nous consentons en même temps à donner telle ou telle entreprise en concession aux capitalistes. Le régime économique retardataire et les richesses naturelles inépuisables de la Russie ouvrent un large champ d’application au capital des concessionnaires. L’Etat conserve les entreprises essentielles, les plus importantes, de l’industrie et des transports.

Nous admettons ainsi une concurrence entre les concessions purement capitalistes et les entreprises homogènes appartenant à l’Etat socialiste, ces dernières ayant une indiscutable prédominance. Toute la question est dans la corrélation des forces.

## **“Tant que les branches**

## **essentielles d'industrie restent entre les mains de l'Etat"**

Les réformistes avaient naguère chéri l'espoir que la coopération engloutirait peu à peu le capitalisme. Tant que le pouvoir appartenait à la bourgeoisie, défendant le droit de propriété privée sur les moyens de production, cet espoir était pure utopie. En ce qui concerne la Russie, tant que le pouvoir appartient à la classe ouvrière et que les branches essentielles d'industrie restent entre les mains de l'Etat, une restauration lente et « sans douleur » du capitalisme par les concessions n'est guère plus possible que la régénération socialiste du capitalisme par la coopération.

Rien ne permet de parler de retour au capitalisme. Il s'agit d'un changement de la méthode employée pour édifier le

socialisme. Notre expérience et les résultats obtenus dans la nouvelle voie seront du plus grand profit à la classe ouvrière de tous les pays.

## **"Nous n'avons renoncé à rien"**

Nous avons beaucoup appris pendant ces cinq années de révolution. Mais nous n'avons renoncé à rien. Je doute que le monde capitaliste, tel qu'il est sorti de l'enfer de la guerre et que nous le voyons aujourd'hui, nous donne sujet de procéder à une révision de nos conceptions fondamentales. Le capitalisme a été condamné par l'histoire. L'avenir appartient au communisme.

Salut communiste fraternel.

**Moscou, 3 mars 1922.**

**Léon Trotski**

**(Les intertitres sont de la rédaction.)**



**Anatoli Egorine**  
**La République de Tripolitaine**  
**(1918-1923)**



# Anatoli Egorine

## La République de Tripolitaine (1918-1923)

### La possibilité de mettre la main sur la Libye insoumise

**L**a fin de la Première Guerre mondiale n'a pas apporté les améliorations espérées par le peuple libyen. Les alliés d'hier, Grande-Bretagne et Italie, craignant l'embrassement d'une guerre populaire en Libye, tentèrent à leur manière d'établir les fondements de la paix en Afrique du Nord. Ils mirent en pratique la fameuse devise « diviser pour régner » : Londres prit l'Égypte sous son autorité exclusive, Rome eut la possibilité de mettre la main sur la Libye insoumise, que les Allemands et les Turcs, vaincus par l'Entente, avaient dû quitter. Le 31 décembre 1919, en Cyrénaïque, fut proclamée la « loi fondamentale », selon laquelle tout le pouvoir, civil et militaire, était aux mains du gouverneur nommé par l'Italie.

Pour donner une apparence de participation de la population locale au gouvernement du pays, elle prévoyait la formation d'un parlement (chambre des députés). Le pouvoir local revenait aux chefs de tribus (1).

Les articles de la loi fondamentale furent discutés avec des personnalités politiques de Cyrénaïque, ce qui conduisit à la signature, le 20 octobre 1920, de l'accord d'Ar-Rajmah : Idris al-Sanussi (2)

était reconnu comme émir de toute la Cyrénaïque, mais le territoire du pays était divisé en deux parties, côtière et intérieure : la première revenait aux Italiens,

(1) Déjà, en 1916, il existait au moins six « gouvernements » sur le territoire libyen : trois en Tripolitaine (Suleyman Al-Baruni à Tripoli, Ramadan al-Suwayhili à Misratah et Safi al-Din à Syrte), deux en Cyrénaïque (Idris al-Sanussi à Adjabyia, Ahmed al-Cherif à Djaghubub, sans compter le gouvernement de Muhammed Abid à Sebkh [Fezzan]). De plus, des régions entières, surtout dans le Sud et le centre du pays, où dominaient les chefs de tribus, ne reconnaissaient aucun pouvoir extérieur (*remarque de l'auteur*).

(2) Idris al-Sanussi, cheikh, l'un des dirigeants de la confrérie soufie des Sanussi (1890-1983), de son nom complet Sidi Muhammad Idris al-Mahdi al-Sanussi. Par la suite premier roi du royaume uni de Libye. Né le 13 mars 1890 à Djaghubub, en Cyrénaïque orientale, qui était alors sous le pouvoir turc. Petit-fils du fondateur de la confrérie des Sanussi, Muhammad ibn' Ali al-Sanussi. En 1917, il devint le quatrième possesseur du titre de « Grand Sanussi » et reconnu d'abord l'autorité de l'Italie. Pendant les années de la « République tripolitaine », Idris manœuvra entre les diverses force politiques libyennes, accepta finalement d'assurer la direction du pays, s'opposant au régime de Mussolini ; cependant, il prit ses distances avec la lutte active et émigra en Égypte, où il établit des liens solides avec l'Angleterre. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il se battit contre les forces de « l'Axe ». En 1947, il devint émir de Cyrénaïque. En 1950, l'Assemblée constituante du nouvel Etat de Libye proclama Idris roi du pays et le 24 décembre 1951, il monta sur le trône. Le roi Idris poursuivit une politique intérieure conservatrice. Dans les affaires extérieures, il maintint des rapports amicaux avec les puissances occidentales. Destitué en septembre 1969 par un coup d'Etat militaire, il trouva refuge en Égypte. Décédé au Caire le 25 mai 1983 (*note de l'auteur*).

les Sanussi (3) n'obtenant que l'administration de la seconde (les oasis du désert du Sahara). Le 20 janvier 1949, le comité de Tripolitaine, fondé en 1943 au Caire, publiait, dans le journal du Caire *Al Ahram*, un mémorandum qui portait sur l'accord d'Ar-Rajmah l'appréciation suivante : « *L'émirat était une arme aux mains des Italiens et des Anglais pour diviser le pays et briser l'unité du peuple. Par le traité d'Ar-Rajmah de 1920, Idris reconnaissait la division de la Libye en deux parties, Cyrénaïque et Tripolitaine, et donnait son accord à la mainmise de l'Italie sur les villes de Cyrénaïque et la côte* » (4).

## La jubilation des officiels romains

La signature de l'accord d'Ar-Rajmah suscita la jubilation des officiels romains, qui ne tarissaient pas d'éloges envers Idris al-Sanussi. Le 1<sup>er</sup> mai 1919, la loi fondamentale entra en vigueur. Des élections furent organisées partout et, en avril 1921, eut même lieu, à Benghazi, la première session de la Chambre des députés, dont Safi al-Din fut élu président. Mais on s'était réjoui un peu tôt à Rome : Idris al-Sanussi ne représentait les intérêts que d'une partie des Libyens et non de l'ensemble du peuple, ce qui apparut très clairement au conseil des chefs de tribu d'Al-Abyar, qui en réunit près d'une centaine. La majorité des cheikhs condamnèrent l'ingérence des Italiens dans les affaires du pays et refusèrent de démonter leurs camps militaires, comme ceux-ci le réclamaient avec insistance. Louvoyant pour ne pas envenimer la situation, Rome proposa de constituer des formations militaires mixtes de Sanussi et d'Italiens, point qui fit l'objet d'un accord spécial à Boumariam, entériné par le Conseil des ministres italien, le 15 octobre 1921. Mais même dans ces camps, l'accord se révéla impossible : les Italiens tentaient de commander les Libyens et ceux-ci refusaient de se soumettre. Des heurts se produisirent, parfois sérieux. Les sessions de la Chambre des députés furent également un échec, pas une loi ne fut adoptée. Finalement, le

Parlement fut dissous et les hostilités reprirent.

Le bilan de la Première Guerre mondiale dans laquelle ont été entraînés trente-huit Etats et où ont combattu 29 millions d'hommes est connu : elle a coûté à l'humanité 10 millions de morts et plus de 20 millions de blessés (5). C'était une guerre des superpuissances pour la domination mondiale, où apparaissaient déjà clairement les plaies et les contradictions aiguës du système capitaliste. La Russie tsariste avait aussi été entraînée dans cette guerre mondiale, bien qu'elle fût tenue à l'écart du partage de terres étrangères (6).

Par ses opérations victorieuses sur le théâtre militaire européen, particulièrement en 1916, l'armée russe, qui comptait plus d'un million d'hommes, avait contraint le commandement austro-allemand à déplacer d'importantes forces supplémentaires des fronts occidental et italien sur le front oriental (7), et à mener de violents combats qui allégeaient la situation de l'Entente, dissipant les espoirs de victoire de Berlin et, avec eux,

(3) Les Sanussi (senussites), appellation courante de la confrérie Sanusiyya. Fondée à La Mecque en 1837 comme confrérie religieuse soufie par l'Algérien Sidi Muhammad al-Sanussi al-Idrisi ; vers 1843, al-Sanussi s'éloigna dans le désert de Cyrénaïque. Sous son fils et son petit-fils, le mouvement s'étendit en Libye ; vers 1884, il y avait déjà une centaine de « *zawiya* » dans toute l'Afrique du Nord et au-delà. Les Sanussi, opposés tant aux Turcs qu'aux colonisateurs européens, jouèrent un important rôle politique pendant les deux guerres mondiales dans la lutte anticoloniale en Libye et dans les pays voisins. De 1902 à 1913, la confrérie se battit contre l'expansion française au Sahara et contre la colonisation Italienne de la Libye qui avait commencé en 1911. Au XX<sup>e</sup> siècle, le mouvement est devenu de plus en plus actif, intervenant, pendant la Deuxième Guerre mondiale, contre la présence italienne en Libye.

Quand, en 1951, la Libye accéda à l'indépendance, le chef de la confrérie, Idris Ier, devint le premier roi du pays. En 1969, le roi Idris I<sup>er</sup> fut renversé par un coup d'Etat militaire dirigé par le colonel Mouammar al-Kadhafi (*note de l'auteur*).

(4) *Al Ahram*, 20 janvier 1949.

(5) *Dictionnaire encyclopédique soviétique*, 1984, p. 980.

(6) *Nouvelle histoire des pays arabes*, Moscou, 1968, p. 7.

(7) *Encyclopédie militaire*, pp. 545-546.



ceux de nouvelles conquêtes, entre autres en Afrique du Nord. En même temps, les régiments russes qui se battaient dans le Caucase, ayant remporté toute une série de victoires sur les troupes turques, rendaient irréalisables les plans turco-allemands d'annexion de la Méditerranée orientale jusqu'au canal de Suez inclus.

## Un coup d'arrêt au processus d'asservissement

La révolution de 1917 arrêta les soldats russes, suscitant la colère des dirigeants de l'Entente qui avaient jusque-là engrangé les fruits des succès de l'armée russe que le tsar contraignait à combattre pour des intérêts étrangers. L'Entente, qui se reposait sur la Russie tsariste et utilisait ses victoires en Europe et dans le Caucase pour satisfaire ses buts annexionnistes, devait maintenant combattre elle-même contre l'Allemagne et ses alliés, ce qui la contraignait, sur d'autres fronts, à louver plutôt que de recourir à la force. Si le soldat russe, par sa vaillance et sa capacité de résistance, avait pris sur lui, pendant les premières années de la guerre, le choc principal de l'Allemagne et ainsi fait capoter les plans annexionnistes de l'Allemagne en Afrique du Nord, la révolution de 1917 en Russie ôta l'initiative des mains de l'Entente, donnant un coup d'arrêt au processus d'asservissement de ses colonies et donnant au mouvement de libération nationale un élan sans précédent et des forces nouvelles. Quand les troupes de quatorze Etats de l'Entente marchèrent contre le peuple révolutionnaire de Russie, qui avait renversé le tsar, intervenant dans la guerre civile pour soutenir les gardes blancs russes, il devint clair pour tous que la Russie soviétique, dirigée par V. I. Lénine, était désormais dans le même camp que les peuples qui luttèrent contre le joug colonial.

Le tocsin révolutionnaire qui avait sonné en 1917 en Russie résonna aussi dans l'Orient arabe. Une aube nouvelle se levait sur ce monde, celle de la lutte pour la souveraineté nationale. Cette aube se levait aussi en Libye.

## La voix de la révolution d'Octobre en Orient

L'annonce du renversement du tsarisme en Russie parvint jusqu'à la société libyenne, qui était informée de la révolution d'Octobre en Russie par les forces révolutionnaires et démocratiques en Egypte, Tunisie, Algérie, Turquie et Italie auxquelles elle était liée. La Déclaration des droits des peuples de Russie (2-15 novembre 1917), en particulier, produisit une énorme impression en Libye : elle proclamait l'égalité et la souveraineté de tous les peuples de Russie, leur droit à l'autodétermination, y compris à la séparation et à la formation d'un Etat indépendant.

Un tract qui passait de main en main était particulièrement populaire. Il reproduisait en arabe la déclaration du Conseil des commissaires du peuple « *A tous les travailleurs musulmans de Russie et d'Orient* ». Ce document déclarait que les croyances et les coutumes des musulmans étaient « *libres et inviolables* ». L'auteur de ces lignes a pu lire une copie de ce tract religieusement conservé par la famille d'un homme politique libyen connu. Des appels comme « *Organisez votre vie nationale librement et sans entraves* », ou encore « *Nous attendons de vous que vos cœurs soient avec nous* », avaient été soulignés (8). Il est symptomatique qu'après la révolution d'Octobre, le Comité d'union des Arabes ait déclaré : « *Le gouvernement de Lénine et de ses amis, et la grande révolution à laquelle ils ont appelé pour la libération de l'Orient du joug des tyrans européens sont considérés par les Arabes comme une grande force, capable de leur apporter bonheur et bien-être* » (9). C'est alors précisément, au début de 1918, qu'une délégation de cinq personnalités du pays, sous la direction de Muhammed Khaled al-Garagani, s'est rendue de Tripolitaine à Moscou, et, bien qu'on ait tenté de la retenir à Rome, parvint en Union soviétique en dépit de tous les obstacles et participa au Congrès des peuples de l'Orient, en septembre 1920 à Bakou (10).

(8) *Nouvelle histoire des pays arabes*, Moscou, 1968, p. 13.

(9) *Ibidem*, p. 17.

(10) *Histoire de la Libye depuis des temps immémoriaux* (en arabe), Tripoli, 1972, p. 137.

## Un puissant catalyseur des événements

La lutte héroïque de la Russie soviétique contre l'agression des pays de l'Entente fut un puissant catalyseur des événements. Jusque-là, non seulement l'Orient, mais le monde entier étaient hypnotisés par la puissance de l'Entente et, particulièrement, par la « toute-puissance » de l'empire colonial britannique. G. V. Tchitchérine, par exemple, raconte comment, quand les Anglais débarquèrent à Mourmansk, de nombreux diplomates quittèrent Moscou, pensant que les troupes anglaises atteindraient la capitale de l'Union soviétique avant la fin de l'été 1918 (11).

Comme on le sait, ce ne fut pas le cas. L'Armée rouge remporta la victoire, brisant le mythe de l'invincibilité de l'Entente et nourrissant l'espoir des autres peuples de pouvoir en faire autant.

Le 22 novembre 1919, le II<sup>e</sup> Congrès panrusse des organisations communistes des peuples d'Orient affirmait : « *Ce qu'a accompli l'Armée rouge, sa lutte et l'histoire de sa victoire auront pour tous les peuples une importance mondiale énorme. Elle montre aux peuples d'Orient que, si faibles qu'ils soient, si invincible que paraisse la puissance des oppresseurs européens qui utilisent dans leur lutte toutes les merveilles de la technique et de l'art militaire, néanmoins la lutte révolutionnaire menée par les peuples opprimés, si elle sait véritablement soulever des millions d'ouvriers et d'exploités, est si riche de possibilités que la libération des peuples d'Orient est maintenant pratiquement réalisable, si l'on considère l'expérience militaire que vient de mener, en Asie, en Sibérie, la République soviétique soumise à l'attaque militaire de tous les pays les plus puissants* » (12).

## La revendication de l'indépendance

Sur le fond des changements survenus dans le monde, les dirigeants de la Tripolitaine avancèrent la revendication de l'indépendance pour leur pays. Le 14 novembre 1918, à Khoms, ils exposèrent cette revendication aux représentants du

commandement italien, puisque le gouverneur général turc, Osma Fouad, devait rentrer à Istanbul, comme le prévoyaient les accords de paix (13). Les dirigeants tripolitains étaient persuadés que, dans cette période où l'Empire ottoman était vaincu et l'Italie affaiblie par la guerre, l'indépendance pouvait être acquise assez facilement.

Ils avaient même commencé à discuter de la forme de gouvernement que devrait adopter la Tripolitaine, mais, à nouveau, n'étaient pas parvenus à une position commune. Les uns étaient partisans de la monarchie, c'est-à-dire du pouvoir des Sanussi avec un émir à sa tête, les autres pour la République (ou contre la domination de la confrérie sanussi).

Le 16 novembre 1918, à El-Koussabat (Massadat), un conseil des chefs et des personnalités du pays fut convoqué pour élaborer une décision finale et la majorité se prononça pour la République. Un Conseil de la République de Tripolitaine, composé de Ramadan al-Suwayhili, Suleyman al-Baruni, Ahmed al-Murayda et Abdel Nabi Belker'dir, un conseil consultatif de 24 personnes et un conseil de la choura des oulémas furent élus (14). A cause de la rivalité entre une série de groupes, la question du choix du dirigeant de la République fut remise à... la stabilisation de la situation dans le pays.

## La déclaration d'indépendance de la Tripolitaine

Les décisions prises furent annoncées dans une déclaration adressée à la population, qui disait notamment : « *Le peuple de Tripolitaine jouit enfin de l'indépendance, gagnée au prix du sang de ses fils versé pendant sept années. Le peuple est heureux d'avoir atteint ce but, qui le rapproche de ce que d'autres*

(11) Tchitchérine G. V., *Articles et discours sur les questions de politique étrangère*, Moscou, 1961, p. 261.

(12) Lénine V. I., *Œuvres complètes*, tome 39, p. 321.

(13) Choukri Fouad, *Le sanussisme. Religion et Etat* (en arabe). Edition La pensée arabe, 1948, p. 236.

(14) Al-Chanini Mahmud, *Problèmes de la Libye* (en arabe), Le Caire, 1951, p. 76.

peuples ont déjà conquis au cours de leur développement » (15).

En même temps, un message fut envoyé à l'adresse de l'Italie et d'autres pays pour les informer de la formation de la République de Tripolitaine. La note à l'Italie contenait un appel à reconnaître l'indépendance de la Tripolitaine et à « cesser toute action qui la contraindrait à poursuivre la guerre pour réaliser ses revendications légitimes » (16).

Les Italiens étaient également informés des conditions auxquelles les Tripolitains consentaient à signer un traité de paix avec Rome. Ces conditions incluaient huit points, qui prévoyaient que l'Italie s'engageait à ne pas mener d'action militaire, commerciale ou autre pendant la durée des pourparlers, et à ne pas entraver les contacts de la Tripolitaine avec les gouvernements qui avaient des représentants à Tripoli.

Les militaires turcs et allemands qui se trouvaient dans le pays étaient considérés comme hôtes du gouvernement tripoliteain et leur départ était lié « à l'accomplissement de leurs devoirs vis-à-vis de la population » (17). La convocation de la conférence des dirigeants tripolitains à El Koussabat et les décisions qui y avaient été prises étaient, indiscutablement, la conséquence de la nouvelle situation mondiale.

En même temps, il eût été naïf d'imaginer que Rome allait renoncer à ses intentions sans combat. Les représentants du commandement militaire à Khoms, à qui avaient été remis la déclaration et la note, déclarèrent que Rome ne reconnaissait pas la constitution de la Tripolitaine et mènerait la guerre jusqu'à la victoire. Bien que cette déclaration ait été précipitée, rédigée sans concertation préalable avec Rome, elle contribua à unir les forces nationales-patriotiques de Tripolitaine dans des actions communes, rejetant à l'arrière-plan les divergences antérieures.

En décembre 1918, les dirigeants tripolitains multiplièrent les rencontres, tout en restant chacun dans sa zone d'influence, Ramadan al-Souwayhili à Misratah, Suleyman al-Baruni à El-Azizia, Abdel Nabi Belker'dir à Beni-Walid, Ahmed al-Murrayid à Tarhoun. L'idée même d'une ré-

conciliation avec la confrérie sanussi fut avancée, en particulier par Ramadan As-Souwayhili, le plus acharné des adversaires des sanussites qui envoya une lettre à d'Idris al-Sanussi (18). Sayf al-Nasr s'offrit comme médiateur.

## Une vague d'indignation

Cependant, le commandement italien avait commencé à rassembler ses forces. En juin 1918, Rome nomma à Tripoli un nouveau gouverneur, Garioni. En mars 1919, le corps expéditionnaire italien fut porté à 80 000 hommes (19). Néanmoins Garioni, après avoir fait à son arrivée une série de déclarations menaçantes, s'étant informé sur la situation, en vint à la conclusion qu'il n'était pas opportun de se lancer dans une action militaire. En effet, la situation, tant en Tripolitaine qu'en Italie, n'était pas en faveur des milieux dirigeants. La guerre avait été coûteuse en hommes pour le peuple italien, et dès que l'opinion publique eut été informée de l'intention de poursuivre l'action militaire en Afrique du Nord, cela souleva une vague d'indignation. Le gouvernement italien commença à manœuvrer. Il fit d'abord pression sur le sultan turc pour que celui-ci évacue ses troupes de Tripolitaine et ensuite engagea d'intenses manœuvres d'approche envers les dirigeants tripolitains pour les attirer de son côté. En ce qui concerne le rappel du personnel militaire turc, en qui elle voyait le principal allié des Libyens, Rome fit jouer les conditions de l'armistice de Mudros, qui prévoyait la démobilisation immédiate de l'armée ottomane. Sous la pression de l'Italie, l'ex-gouverneur ottoman Radjab-Pacha fut envoyé en Tripolitaine pour rapatrier à Istanbul les officiers turcs. En même temps, Radjab-Pacha tentait de persuader quelques dirigeants tripolitains, en particulier Suleyman al-Baruni, de quitter leur patrie. Mais sans succès.

(15) Choukri Fouad, *Le sanussisme. Religion et Etat*, p. 203.

(16) *Ibidem*, p. 84.

(17) *Ibidem*.

(18) *Ibidem*.

(19) *Histoire de la lutte de libération nationale des peuples d'Afrique dans l'histoire contemporaine*, Moscou, 1978, p. 97.

Parallèlement, les représentants italiens nouèrent toute une série de contacts avec des personnalités tripolitaines qui avaient, pour la plupart, montré une inclination à mener des pourparlers officiels. Ces pourparlers eurent lieu en mars 1919, à Khilaz-Zeytun. La délégation de la République tripolitaine exigea l'égalité entre Arabes et Italiens pour la résolution de tous les problèmes politiques, sociaux et économiques, ce que les représentants de Rome refusèrent.

Les pourparlers furent interrompus, mais aucune des deux parties n'était pressée d'engager des actions militaires et les contacts se poursuivirent. Ce qui reflétait le peu d'assurance de l'Italie quant au succès d'une solution de force et donnait à la Tripolitaine la possibilité d'afficher sa fermeté, et même de menacer de reprendre les actions de partisans, ce que ne souhaitait absolument pas le gouvernement italien.

## Concessions réciproques

Le 14 mars 1919, à la suite de concessions réciproques, le gouvernement italien prit la décision de garantir au peuple tripolitain la mise en place d'une Constitution et l'accès aux droits civiques et politiques, tandis que, de son côté, la direction républicaine tripolitaine acceptait le maintien de garnisons italiennes à Tripoli, Khoms et Zuwar.

Le 29 avril 1919, un accord fut conclu à Suwan-Ben-Adem, proclamant la fin de l'état de guerre et la conclusion d'un accord de paix. Aussitôt, une conférence des chefs tripolitains fut convoquée à Tarhun, où fut élu un conseil gouvernemental de la République de Tripolitaine de 8 membres où Ramadan al-Suwayhili jouait le rôle principal.

Le 1<sup>er</sup> juin 1919, fut proclamée la « Loi fondamentale » de la jeune République. Comme l'a écrit plus tard l'historien libyen Tahar al-Zawi, « *un nouvel horizon politique s'ouvrait aux Tripolitains, ils avaient la possibilité de présenter leurs revendications pour élargir la sphère de leur activité sociale et étatique* » (20).

D'après cette « loi », la totalité du pouvoir civil et militaire restait aux mains

du gouverneur italien, mais, dans son activité, il devait s'appuyer sur le conseil gouvernemental et compter avec l'opinion de la chambre des députés du parlement tripolitain et les coutumes locales, entre autres les décisions des juges de la charia qui étaient en charge des affaires civiles.

Les billets de banque ottomans furent remplacés par les italiens ; dans les localités où il n'y avait pas de troupes italiennes, il ne pouvait y avoir qu'un officier italien pour faire le lien entre les Arabes et les autorités romaines, seul un nombre insignifiant d'habitants pouvait être recruté dans l'armée et uniquement pour servir en Libye.

Pour le peuple tripolitain, en guerre depuis 1911, c'était une victoire, même si elle n'était que très partielle. Pour le gouvernement italien, c'était une concession inévitable, qui n'était pour Rome qu'une mesure provisoire, car il n'avait de toute évidence pas la force d'écraser les Libyens, et l'opinion publique italienne exigeait la paix.

## Une guerre féroce pour le pouvoir

A l'occasion de l'adoption de la « Loi fondamentale », il y eut une grande manifestation à Tripoli (sous la surveillance des soldats italiens) et une rencontre entre le gouverneur et les dirigeants tripolitains. Puis, commença ce sur quoi Rome avait misé : une guerre féroce pour le pouvoir s'engagea entre les chefs locaux, ce qui permit aux Italiens de ne pas se presser dans l'application de la « Loi fondamentale ».

Le conseil gouvernemental commença à se réunir à Tripoli, mais les chefs les plus importants étaient loin de tous participer à ses travaux. Suleyman al-Baruni, par exemple, déclara qu'il était membre de la chambre turque des cheikhs, refusa de collaborer avec les Italiens et partit à Istanbul. Ramadan al-Suwayhili, face à l'animosité de certains dirigeants et à la

(20) Al-Zawi al-Tahar Ahmed, *La guerre sainte des héros en Tripolitaine occidentale* (en arabe), Le Caire, 1950, p. 79.

menace d'être arrêté par les Italiens, se replia sur Suwan-Muchatt, où se trouvaient ses troupes.

Voyant cela, les Italiens se mirent à courtiser les adversaires de ces deux dirigeants, tentant d'élargir le fossé entre eux. En même temps, ils commençaient à renforcer leur contrôle sur les détachements qu'ils dirigeaient, mais ceux-ci ne se laissèrent pas faire : les uns rejoignirent Ramadan al-Suwayhili, qui, à ce moment, s'était déplacé à Misratak, les autres s'enfuirent dans les montagnes, à Gharyan ou Tarhounah.

Les divergences entre les dirigeants et la dispersion des formations militaires locales entraînèrent la dissolution de fait du conseil gouvernemental et les Italiens commencèrent une véritable chasse contre ceux qui s'opposaient à leur pouvoir, montant en même temps les féodaux locaux les uns contre les autres.

Les adversaires de l'arbitraire italien commencèrent à s'unir autour de Ramadan al-Suwayhili, tandis qu'il était violemment attaqué par Abdel Nabi Belker'dir, qui supportait mal le renforcement de l'influence de son rival. Si bien qu'en août 1920, quand Ramadan al-Suwayhili décida de prendre la tête d'un détachement pour déloger l'ennemi de la région de Beni-Walid, il fut tué dans un des combats avec les partisans de Abdel Nabi Belker'di.

## Le gouvernement de Gharyan

La mort de Ramadan al-Suwayhili, que le journal *Al-Liwa al-Tarabliusi* a qualifié de « *grand musulman parmi les plus grands* » (21), faisait le jeu des Italiens, bien qu'elle accrût la méfiance de la population locale contre eux. La lutte entre les dirigeants tripolitains reprit de plus belle.

En septembre 1920, ils se réunirent à El Azizia, près de Tripoli, pour un « conseil national » où il fut décidé de tenir en novembre une conférence nationale qui devait se tenir à Gharyan (22). Des représentants de toutes les régions du pays participèrent à ce forum, y compris les chefs berbères et les territoires occupés

par les Italiens. Seul Suleyman al-Baruni, maire de Tripoli, ne vint pas, se considérant comme substitut de l'Empire ottoman.

A l'ouverture de la conférence, un ex-membre du conseil gouvernemental, Abdel Rahman Azzam, intervint pour expliquer que Rome était à la veille d'une révolution dans son propre pays, et il en concluait qu'il était possible de ne mener contre l'Italie qu'une guerre défensive qui, à son avis, pourrait conduire à la pleine indépendance de la Tripolitaine (23).

Le 18 novembre 1920, avec l'acceptation silencieuse des émirs — pas un n'ouvrit la bouche pendant la conférence —, une « *Organisation centrale de la réforme de 47 membres fut élue à la majorité des voix et devint le gouvernement de Tripolitaine* », écrit l'historien John Wright (24).

Ce gouvernement, comme le disaient les décisions de la conférence, « *devait se conformer aux lois de la charia et se mettre à la tête des musulmans pour réaliser le pouvoir civil et spirituel sur tout le territoire de la patrie tripolitaine, et éliminer l'emprise italienne* » (25).

A la tête du gouvernement de Gharyan, il y avait Ahmed al-Murayid, président, Rahman Azzam et Bashir al-Saadawi, conseillers. Le retour d'Union soviétique d'une délégation libyenne, dirigée par Mohammed Khaled al-Garagani, qui avait participé aux travaux du Premier Congrès des peuples d'Orient à Bakou, eut une énorme importance.

Près de la moitié des participants de ce forum, y compris les tripolitains, n'étaient pas communistes (en Libye, il n'y avait même pas de groupes marxistes) et représentaient les mouvements démocratiques et de libération nationale des colonies et semi-colonies. Non seulement ils avaient pris connaissance de l'expérience de la Russie révolutionnaire, mais ils avaient appris comment se battaient les forces éprises de liberté des autres pays et rap-

(21) Citation d'après Pronin N. I., *Histoire de la Libye*. Fin du XIX<sup>e</sup> siècle, p. 140.

(22) *Histoire de la Libye depuis des temps immémoriaux* (en arabe), Tripoli, 1972, p. 136.

(23) *Ibidem*.

(24) *Ibidem*, pp. 136-137.

(25) *Ibidem*, p. 137.

portaient des documents qui allaient devenir le manuel de la lutte de libération libyenne. L'auteur de ces lignes a pu converser à Gharyan avec des gens qui se souviennent du retour de la délégation de Mohammed Khaled al-Garagani d'Union soviétique.

Cette délégation rapportait le texte du Manifeste aux peuples d'Orient, qui disait notamment : « *Nous vous appelons à la guerre sacrée pour la totale égalité des peuples et des tribus, quelle que soit leur langue, quelle que soit leur couleur de peau, quelle que soit la religion qu'ils professent..., la guerre sacrée pour la libération de l'humanité du joug capitaliste et de l'asservissement impérialiste, pour l'abolition de toute oppression d'un peuple par un autre, de toute exploitation de l'homme par l'homme* » (26).

Le texte du manifeste du Premier Congrès des peuples d'Orient, traduit en arabe, fut lu à la conférence de Gharyan. Les habitants des villages et des formations militaires en prirent connaissance. Les gens demandaient aux participants du congrès de leur raconter en détail comment l'autocratie avait été renversée en Russie, comment les troupes d'intervention de l'Entente avaient été mises en déroute, comment le peuple dirigeait le pays, comment vivaient et luttaient les musulmans de l'Orient soviétique.

Les Tripolitains opprimés et humiliés, les simples musulmans ne parvenaient pas à croire qu'il y eût des hommes audacieux et courageux qui avaient su s'unir et conquérir leur liberté et leur indépendance.

C'est alors que naquit chez les fellahs et les bédouins libyens l'amour et le respect pour le grand peuple russe internationaliste qui avait donné l'exemple d'une lutte héroïque et pleine d'abnégation contre l'autocratie, la réaction intérieure et l'intervention extérieure dont parlera ensuite un des participants au Congrès de Bakou, Makhul-bey. Cette personnalité active du comité dit comité non communiste des musulmans révolutionnaires de Tripolitaine déclara : « *Nous sommes fidèles aux engagements que nous avons pris à Bakou : combattre avec vous contre l'impérialisme* » (27). C'est en cela, en fait, que résidait l'importance du

forum de Bakou, « *qui est plus important que nos victoires militaires* », parce que « *l'expérience des bolcheviks, leur action, leur programme, leur appel à la lutte révolutionnaire contre les capitalistes et les impérialistes ont été reconnus dans le monde entier* » (28).

## Appeler à l'unité et à la lutte contre l'impérialisme italien

Al-Garagani et les autres participants au voyage en Union soviétique furent également entendus à la séance du gouvernement de la République de Tripolitaine, après quoi il fut décidé de concentrer les efforts sur l'unification de toutes les forces patriotiques, la constitution d'une armée, le développement de la lutte pour l'indépendance. Naturellement, tous n'étaient pas unis au gouvernement et les forces manquaient, mais toute une série de mesures pratiques furent prises.

C'est ainsi que des délégations furent constituées à Gharyan et dans d'autres villes du pays pour informer de la constitution de la République de Tripolitaine et appeler à l'unité et à la lutte contre l'impérialisme italien. En particulier, Idris al-Sanussi disait dans une adresse que les Tripolitains n'étaient pas hostiles à une union avec la Cyrénaïque et à la constitution d'un gouvernement central dirigé par des musulmans, ce qui fut accueilli positivement par la direction de la confrérie des Sanussi (bien qu'utilisé plus tard dans la lutte pour la domination en Libye).

Une délégation de cinq personnes, dirigée par Mohammed al-Garagani, fut envoyée à Rome, avec mission de transmettre au gouvernement italien la déclaration de la conférence de Gharyan et d'exiger que Rome cesse d'intriguer et de louvoyer pour accorder l'indépendance.

(26) Citation d'après Sorkin G. Z., *Le premier congrès des peuples d'Orient*, Moscou, 1961, p. 67.

(27) *Ibidem*, p. 137.

(28) Lénine V. I., *Œuvres complètes*, tome 44, p. 357.

La délégation fut d'abord reçue par le ministre aux Colonies, mais celui-ci, une fois informé de l'objet de sa mission, rompit toute discussion. Tout un remue-ménage, qui dura neuf mois, s'engagea en coulisses autour d'al-Garagani et de ses collègues. Et bien que ceux-ci aient eu le soutien des communistes italiens et d'autres partis d'opposition, les officiels de Rome firent tout ce qui était possible pour désavouer les envoyés de Gharyan.

Des contacts furent précipitamment établis avec le « vieil ami des Italiens », As-soun pacha al-Karamanli, maire de Tripoli, à l'aide duquel fut constituée une autre délégation, censée représenter la population de la partie maritime du pays et les berbères des monts occidentaux (El-djebel-el-Garba) (29).

Khassuna-pacha al-Karamanli, arrivé à Rome au début 1921 à la tête d'une délégation accueillie en grande pompe, s'en prit aussitôt à al-Garagani, l'accusant de ne pas représenter la majorité du peuple de Tripolitaine, de chantage et de provocation, si bien que la délégation d'al-Garagani dut quitter l'Italie, ce qui suscita une vague de protestations en Tripolitaine. Il était clair qu'il était vain d'espérer que l'indépendance puisse être le fruit de négociations avec l'Italie, qu'il fallait constituer un front national uni, parce que les luttes internes faisaient le jeu des colonisateurs.

Animé par cet objectif, l'« organisation centrale des réformes » envoya en Cyrénaïque une délégation de cinq personnalités tripolitaines, qui furent reçues à Syrte par les représentants de la direction sannusi. Les pourparlers se poursuivirent tout au long du mois de décembre 1921 et janvier 1922, et s'achevèrent le 21 janvier 1922 sur la signature d'un accord selon lequel il était décidé de concentrer tous les efforts à faire cesser les querelles internes et à s'unir dans la lutte contre l'intervention italienne.

L'article 5 de l'accord stipulait : « *Les deux parties considèrent que les intérêts de la défense commune contre l'ennemi perfide exige l'unification de la direction du pays tout entier, et c'est pourquoi elles se fixent pour tâche l'élection d'un émir des musulmans qui aura le pouvoir religieux et civil dans le cadre de la Constitution ratifiée par le peuple* » (30).

Les parties convinrent, en attendant la mise en œuvre des mesures d'organisation, d'échanger des représentants pour s'accorder sur les questions courantes et, si la guerre avec l'Italie, dont ils ne reconnaissaient pas le pouvoir, commençait, d'y prendre part en constituant une direction unifiée. Bashir as-Saadawi fut nommé représentant de l'« organisation centrale des réformes » en Cyrénaïque, Abdel Aziz al-Issawi l'étant à Tripoli.

## Les manœuvres des colonisateurs

Le gouvernement italien suivait avec inquiétude le renforcement des tendances unionistes dans le mouvement libyen de libération nationale et tentait de s'y opposer. En juin 1921, un nouveau gouverneur, Giuseppe Volpi, fut nommé en Tripolitaine. Volpi, partisan des solutions de force, décida, sans la sanction de Rome (où les fascistes accéderaient au pouvoir à la fin 1922), d'attaquer Misratah, base d'approvisionnement des détachement de résistance tripolitains.

Des actions militaires commencèrent qui prirent par la suite le nom de « guerre de 17 jours ». le président du gouvernement de Gharyan, Abdel al-Murayid déclara le « djihad », mais les patriotes étaient visiblement pris au dépourvu, les constructions défensives étaient inexistantes, les armes manquaient. Néanmoins des détachements de combats furent amenés à Misratah dont les défenseurs étaient sur le point de se rendre et également à Tripoli, El-Azizia, El-Zawya où eurent lieu des combats acharnés.

Le 9 février 1922, les tripolitains coupèrent la voie de chemin de fer qui reliait Tripoli à El-Azizia où il avait environ 10 000 soldats italiens. Le 19 mars la liaison ferroviaire entre Tripoli et Zuwara où il y avait une garnison italienne d'un millier de soldats fut interrompue (31).

(29) *Histoire de la Libye depuis des temps immémoriaux*, p. 136.

(30) Al-Chaniti Mahmud, *Problèmes de la Libye*, Le Caire, 1951, pp. 95-96.

(31) Al-Zawi al-Tahar Ahmed, *La guerre sainte des héros en Tripolitaine occidentale*, p. 311.

Vers la fin mars, les Italiens étaient de fait encerclés, ne conservant le contrôle que de Tripoli, Khoms et Zuwara. Et bien qu'ils fussent supérieurs en armes et en hommes — 15 500 soldats, bien plus que les 4 300 combattants des détachements locaux —, leur situation était critique, d'autant plus qu'à la réunion extraordinaire des représentants de Tripolitaine et de Cyrénaïque qui s'était tenue, la direction sanussite avait promis un aide immédiate.

Mais au lieu d'en finir avec les dernières places-fortes des colonisateurs, les querelles reprirent parmi les Tripolitains, certains chefs, par exemple Abdel Nabi Belker'dir, refusèrent de se battre, d'autres acceptèrent d'engager les négociations proposées par le gouverneur Volpi. Le résultat fut que Ahmed al-Mourayid annonça un cessez-le-feu d'un mois et, en commun avec Bashir al-Saadawi, prit contact avec les représentants italiens à Funduk-al-Che-rif, à 30 kilomètres au Sud de Tripoli (32).

Les négociations furent rudes. Les Libyens insistaient pour que la partie italienne respecte l'accord conclu à Suwan-Ben-Adem, mais les Italiens, inquiets des résultats des négociations à Syrte, s'efforçaient de fissurer le front uni des patriotes en déclarant qu'ils reconnaissaient le gouvernement d'Ahmed al-Mourayid s'il rompait son accord avec les Sanussis.

Alors que les débats faisaient rage, les Tripolitains reçurent une adresse d'Idris al-Sanussi approuvant l'accord signé à Syrte ; alors, les représentants de « l'organisation centrale des réformes » posèrent la question de la proclamation du dirigeant sanussite comme émir des deux territoires, et aussi de la reconnaissance de l'unité de la Libye par l'Italie et de la constitution d'organes consultatifs. Après quoi, les représentants de Rome exigèrent un temps de réflexion supplémentaire « pour étudier la question » (33).

## Perspective d'une indépendance par les négociations

Les négociations commencèrent à traîner ouvertement en longueur. Les Italiens les reprenaient parfois, mais il n'en sortait rien et n'en pouvait rien sortir, dans la me-

sure où les fascistes, qui avaient pris le pouvoir à Rome, se préparaient déjà à noyer dans le sang la résistance libyenne. Simple-ment, Mussolini n'avait pas encore les forces à ce moment pour le faire immédiatement, et les Libyens se reposaient toujours sur la perspective d'une indépendance obtenue par des moyens pacifiques, par les négociations, et c'était leur principale erreur.

Pour aborder ces négociations avec un front uni, les dirigeants intensifièrent leurs efforts pour mettre en application les accords de Syrte sur l'union avec la Cyrénaïque. Ahmed al-Mourayid et ses partisans espéraient obtenir des Sanussis une aide concrète, tandis que Idris al-Sanussi comptait sur un affaiblissement de la pression des Italiens, qui tentaient alors de désarmer les tribus et de disperser les camps militaires, bien que Rome n'eut nullement l'intention de respecter ses propres engagements prévus par l'accord d'Ar-Rajmah. En avril 1922, à Adjabia, aux termes d'un commun accord, les chefs des principales tribus de Cyrénaïque, qui devaient préparer la cérémonie de prestation de serment à l'émir Idris, se réunirent pour une rencontre avec les représentants tripolitains. Mais cela n'aboutit qu'à des reproches de part et d'autre sur le non-respect des accords de Syrte, et la date de la prestation de serment fut repoussée (34).

Puis, il y eut une nouvelle rencontre de la délégation tripolitaine avec les Sanussis, où il fut annoncé qu'Idris était malade et partait se soigner en Egypte, mais voulait recevoir des Tripolitains un serment solennel de fidélité comme à l'émir des deux provinces fraternelles de Libye. Tant qu'il n'aurait pas reçu ce document, il se refusait à intervenir dans les actions militaires contre les Italiens, prétextant que c'eût été contraire à un accord entre les Italiens et les Sanussis (35).

(32) *Ibidem*, p. 62.

(33) Mémoire du Comité tripolitain au Caire, publié le 20 janvier 1949 par le journal *Al-Ahram*.

(34) Choukri Fouad, *La naissance d'un Etat contemporain en Libye. Documents sur sa libération et son édification*. Première partie : « Les événements les plus importants » (en arabe), sans indication de date de parution, p. 567.

(35) *Histoire de la Libye depuis des temps immémoriaux*, p. 139.



Cependant, Idris al-Sanussi partit non pas se faire soigner en Egypte, mais rencontrer le ministre Italien des Colonies, Amendola, à El-Djebel el Akhdar.

A cette rencontre, les Italiens, cherchant à connaître les intentions de l'émir, firent tout leur possible pour convaincre le dirigeant des Sanussis d'engager les Tripolitains « à rechercher une compréhension commune avec les autorités italiennes », et ils parvinrent à leurs fins. Après la rencontre avec Amendola, Idris envoya une adresse spéciale aux Tripolitains, les engageant à accepter les propositions de Rome (36).

## La prestation de serment à l'émir. La fin de la République tripolitaine

Les dirigeants de la République tripolitaine se retrouvaient dans une situation peu enviable. Par manque de forces et en raison de divergences internes, ils étaient contraints de mener une politique conciliatrice qui ne faisait qu'augmenter leurs difficultés et les éloignait de leur but final, l'obtention de l'indépendance. D'une part, les Italiens faisaient traîner les choses, menant leur jeu en coulisse, et en même temps amassant des troupes pour l'assaut final.

D'autre part, Idris, s'il était tout disposé à étendre son pouvoir sur la Tripolitaine, ne se hâtait visiblement pas de leur prêter main-forte dans leur lutte contre les colonisateurs. En juin 1922, la délégation de l'« organisation centrale des réformes » revint de Cyrénaïque les mains pratiquement vides.

Mais au lieu d'appeler le peuple à la lutte, tant que les Italiens ne contrôlaient que des « îlots » du territoire tripolitain et restaient temporairement impuissants, les dirigeants de l'« organisation centrale des réformes » suivirent le conseil d'Idris al-Sanussi et poursuivirent les négociations.

En même temps, le 28 juin 1922, un serment écrit de fidélité à Idris al-Sanussi, comme émir de Tripolitaine et de Cyrénaïque, fut officiellement signé par 24 dirigeants tripolitains (37).

## La guerre devenait inévitable

Une délégation fut à nouveau formée pour transmettre le document, qui ne parvint à Adjabia qu'en novembre 1922. Idris al-Sanussi hésitait toujours, craignant d'exacerber la situation avec les Italiens, mais comprenant en même temps que son refus pouvait éloigner des Sanussis une partie des Tripolitains qui lui étaient favorables. De plus, la situation internationale changeait brutalement. Les fascistes accédaient au pouvoir en Italie et ne cachaient pas qu'ils n'avaient pas l'intention de temporiser avec les Libyens. La guerre devenait inévitable.

Le 22 novembre 1922, Idris al-Sanussi prit sous son pouvoir la Tripolitaine, ce dont il les informait dans une adresse : « Je considère comme mon devoir, écrivait-il notamment, de répondre à votre demande et de prendre le fardeau d'une grande responsabilité devant la nation tout entière... J'ai l'intention de tout laisser en l'état avant que ne se rassemble une assemblée nationale pour définir le régime du pays... » (38).

Les Tripolitains espéraient qu'Idris leur apporterait immédiatement une aide politique et militaire, enverrait des provisions et des armes, déclarerait la guerre à l'Italie... Mais il n'y eut rien de tout cela. L'entourage de l'émir se partageait en deux clans, dont l'un était partisan d'engager l'action militaire contre les Italiens, et il y eut effectivement quelques affrontements avec eux (39).

L'autre insistait pour poursuivre la collaboration avec les autorités italiennes et gardait une position attentiste vis-à-vis des Tripolitains, en particulier en ce qui concernait le respect des engagements pris envers eux. L'émir n'avait pas suffisamment d'arguments et de moyens pour

(36) Al-Zawi at-Tahar Ahmed, *La guerre sainte des héros en Tripolitaine occidentale*, p.326

(37) Choukri Fouad. *Le sanussisme. Religion et Etat*, p. 260.

(38) Citation, d'après Khakki Mamdukh. *La Libye arabe. Quelle a été sa vie* (en arabe), Le Caire, 1962, p. 70.

(39) Khadafi M., *La Libye contemporaine. Etude de développement* (en anglais), Baltimore, 1963, p. 23.

leur opposer son avis ou entreprendre des actions indépendantes. Tarder à aider la Tripolitaine menaçait de saper son autorité aussi bien en Tripolitaine qu'en Cyrénaïque. Déclarer une nouvelle guerre à l'Italie était insensé, car l'armée d'Idris n'était pas en état de combattre et le pouvoir de l'émir n'était pas assis sur la force armée, mais sur le louvoiement politique tant vis-à-vis des Italiens que des dirigeants locaux. Cette fois, la méthode préférée d'Idris, le compromis, avait épuisé ses possibilités, mais il ne se risquait pas à des actions décisives. En conséquence, en décembre 1922, Idris al-Sanussi annonça brusquement qu'il souffrait d'une insuffisance cardiaque aiguë, et, sous ce prétexte, partit d'abord dans l'oasis de Jaghbub, puis au Caire (d'où il ne reviendra que vingt ans plus tard) (40).

C'était « une fuite et une trahison des intérêts de la nation », comme l'écrivit plus tard l'historien Taharr al-Zawi (41). Six ans auparavant, le prédécesseur d'Idris, Ahmed Sharif, avait passé un compromis avec les Italiens pour éviter la guerre, ce qui n'avait abouti qu'à un fiasco total.

A sa place, Idris al-Sanussi laissait des membres de la famille Sanussi, Muhammed Arid et Safi-al-Din, mais aucun d'eux n'avait son autorité. Bien que des membres de la délégation tripolitaine restés à Adjabia, et parmi eux Bashir al-Saadawi, eussent obtenu l'accord de l'émir pour la constitution, avant son départ, d'une « organisation centrale de Cyrénaïque » (à l'image de l'« organisation centrale des réformes » de Tripolitaine), qui était elle-même formée des chefs de tribus dirigés par le cheikh Mukhtar al-Gadamsi. Mais ce n'était qu'un acte formel. Les vieilles guerres intestines des chefs de Cyrénaïque pour le pouvoir reprirent de plus belle après le départ d'Idris et plus aucun d'entre eux ne pensait plus à des actions communes contre les Italiens.

## Un ennemi supérieur en nombre

Ceux-ci, profitant de la situation nouvelle dans le pays, reprirent les actions militaires, s'emparèrent d'abord d'Efren, puis, en novembre 1922, également de

Gharyan, considérée comme la capitale de la République.

Les détachements armés tripolitains ne pouvaient rien faire contre un ennemi supérieur en nombre, dont les effectifs avait été porté à 30 000 hommes (42), et ils commencèrent à se disperser dans le pays, constituant des foyers de résistance. Les membres de l'« organisation centrale des réformes » avaient quitté Gharyan et réussi à gagner Qasr Abu Hadi, mais de sérieux désaccords avaient surgi entre eux, qu'ils ne réussirent pas à surmonter.

A la fin janvier 1923, les troupes italiennes, qui avaient reçu de substantiels renforts, passèrent à la liquidation des foyers de résistance et à l'extension de leur zone d'influence en Tripolitaine. Qasr Khiar, Bu-Arkub, Tarhuna furent pris. Le 20 février, les occupants s'emparaient de Zliten, le 26 de Misratah.

## Paralysés par le respect des hiérarchies locales

L'offensive des Italiens exigeait une contre-attaque collective. Mais les Tripolitains étaient comme paralysés par le respect des hiérarchies locales. Safi al-Din, arrivé à Wadi-Nafr en 1923, tenta avec Bashir as-Saddawi d'organiser un front commun de lutte contre les Italiens qui attaquaient Syrte, mais ils se heurtèrent à de grandes difficultés à cause de l'impéritie et de l'obstination de chefs locaux. Par exemple, Abdel Nabi Belker'di, à Beni-Walid, collaborait ouvertement avec les Italiens. Seyf ad-Nasr, qui avait laissé ses troupes à la disposition de Bashir as-Saddawi, partit pour Syrte et, de là, pour El-Djofr. Ahmed al-Murayid, qui restait formellement le dirigeant de la République de Tripolitaine, partit également à El-Wachka. Les chefs de quelques tribus proclamèrent leur neutralité, comme si l'offensive des Italiens ne les concernait pas. L'ennemi

(40) *Histoire de la Libye depuis des temps immémoriaux*, p. 140.

(41) Al-Zawi al-Tahar Ahmed, *La guerre sainte des héros en Tripolitaine occidentale*, p. 73.

(42) Pronin N. I., *Histoire de la Libye. Fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Moscou, 1975, p. 151.

s'approchait de Syrte et les tribus de la région continuaient à guerroyer entre elles. Dans ces conditions, les Italiens écrasèrent les quelques foyers de résistance et, au cours des années 1923-1924, occupèrent toutes les principales localités de Tripolitaine, contraignant ceux qui tentaient de les combattre à se retirer dans les régions retirées du Sahara, où ils ne présentaient plus de danger pour les occupants. Safi al-Din revint en Cyrénaïque. Un groupe de dirigeants tripolitains quitta le pays.

## Le vent froid de l'occupation fasciste

Sur les espaces désertiques du pays se leva le vent froid de l'occupation fasciste. La République de Tripolitaine laissait une trace lumineuse dans l'histoire de la Libye. Elle montrait la puissance des forces nationales en lutte pour l'indépendance, pourvu qu'elles mènent l'offensive en un front commun uni. Il s'en est fallu de peu pour que la République de Tripolitaine remporte une victoire complète sur les colonisateurs italiens, mais elle a démontré à tout le peuple libyen, à toute l'Afrique du Nord, qu'on ne peut vaincre le colonialisme qu'en occupant contre lui une position sans compromis. Pour la première fois, l'idée fut avancée et des mesures pratiques entreprises pour l'union nationale des deux provinces fraternelles de Libye, la Tripolitaine et la Cyrénaïque. Dans les deux provinces, en fait, les gouvernements qui s'étaient formés avaient commencé à prendre des mesures pour coordonner la lutte contre l'ennemi commun, l'expansionisme italien. Et, surtout, la République tripolitaine a été la première union gouvernementale des Libyens au cours de plusieurs siècles de lutte pour la liberté et l'indépendance.

Aujourd'hui, près d'un siècle après la chute de la République tripolitaine, on peut le constater : les Libyens, sous la direction du roi Idris as-Senussi, ont tout de même réussi à fonder un Etat fédératif qui a existé pendant dix-sept ans (1952-1969), orientant le pays vers un développement capitaliste. Mais cela ne

convenait pas à la majorité des bédouins du désert libyen et fut rejeté.

Mouammar al-Kadhafi, le nouveau dirigeant de 27 ans qui succéda au roi renversé, proposa à ses compatriotes sa variante d'existence collective, la *Jamahiriyah*, ou « gouvernement des masses ». Quarante-deux ans plus tard, l'intervention de l'OTAN fit tomber le régime et Kadhafi périt le 20 octobre 1911 près de Syrte dans un dernier combat contre l'intervention.

La Libye d'aujourd'hui, après Kadhafi, rappelle ce que les bédouins ont déjà connu autrefois : l'absence d'idée nationale, l'absence de dirigeants reconnus, l'absence d'unité. Et, dans ces conditions, il n'y a pas de perspectives pour la renaissance d'un Etat libyen acceptable non seulement pour les bédouins, mais pour « le reste du monde ».

**(Les intertitres sont de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier.)**

### Note sur l'auteur

Egorine Anatoli Zakharovitch, né le 15 février 1931 à Troubtchevsk, dans la région de Briansk, a terminé la faculté de journalisme de l'Université de Moscou en 1960, docteur ès-sciences historiques, professeur, membre de l'Académie internationale d'informatisation, académicien de la RAEN. Correspondant de 1965 à 1971 de l'APN en Egypte, conseiller de l'ambassade d'URSS en Libye de 1974 à 1980, a eu de nombreuses rencontres avec Kadhafi, A. Djellud et d'autres dirigeants du pays. Vice-président de la Société russe de solidarité avec les peuples d'Asie et d'Afrique, consultant de la Douma de la République de Russie pour le Moyen-Orient, président des Amis de la Mauritanie en Russie et d'une série de sociétés d'amitié avec les pays arabes, membre de l'Union des journalistes — spécialité : histoire contemporaine des pays arabes, histoire de la Libye —, fondateur de l'école pour l'étude de l'histoire de la Libye, auteur de près de 250 publications savantes et de vingt films documentaires, de plus de 500 articles de presse sur les problèmes de l'Orient. Président du Centre scientifique Dialogue russo-arabe de l'Institut des études orientales de l'Académie des sciences de Russie.



# **La “théologie de la libération” chez Varlam Chalamov**

**Les “obnovlentsys”, rénovateurs de l’Eglise orthodoxe,  
dans la vie et l’œuvre de l’écrivain**

L'article ci-après de Marc Goloviznine présente sous un jour sans doute inattendu pour le lecteur français une facette du personnage de Varlam Chalamov, surtout connu comme le grand romancier du Goulag avec ses *Récits de Kolyma*.

Rappelons aux lecteurs des *Cahiers du mouvement ouvrier* que notre revue a publié dans son numéro 17 une lettre de Varlam Chalamov au Guépéou en 1929 lors de sa première déportation.

Dans le numéro 10, nous avons publié un article du spécialiste de Chalamov, Valéri Essipov, « *Chalamov et l'esprit de résistance* », puis, dans le numéro 15, un article du même sur « *Varlam Chalamov et Alexandre Soljenitsyne* ». (On peut, sans exagérer, dire que ces deux hommes, l'un et l'autre victimes du Goulag stalinien, sont, sur plusieurs points dans leur vision de la Russie soviétique, aux antipodes l'un de l'autre).

Enfin, dans le numéro 21, un article de Marc Goloviznine évoque les premières années de l'activité proprement politique de notre auteur sous le titre « *Varlam Chalamov et l'opposition au sein du Parti bolchevique dans les années 1920* ».

Joint à l'article publié dans ce numéro 61, cet ensemble donne une vision assez complète des divers aspects de la personnalité de l'auteur des *Récits de Kolyma*.

# La "théologie de la libération" chez Varlam Chalamov

## Les "obnovlentsys", rénovateurs de l'Église orthodoxe, dans la vie et l'œuvre de l'écrivain

*« Notre propos n'est pas d'ordre spirituel  
Sur l'âge des livres.*

*Notre propos n'est pas d'ordre religieux  
Sur l'utilité de la flagellation.*

*Notre propos porte sur la liberté,*

*Sur le droit de respirer,*

*Sur la volonté du Seigneur*

*De nouer et de trancher »*

**Varlam Chalamov**

« **J**e suis personnellement dépourvu de tout sentiment religieux », écrit Varlam Chalamov dans ses autobiographies, et pourtant, dans son récit *La Quatrième Vologda* et dans d'autres biographies, la question de la foi en Dieu, du point de vue philosophique et historique, occupe une place centrale, ce qui n'a rien d'étonnant. Son apprentissage de la vie, il le tient principalement de son père, le prêtre Tikhon Nikolaïevitch Chalamov :

*« Mon père me promenait par la main dans la ville et s'efforçait comme il pouvait de m'enseigner le bien. Ainsi, nous restions longtemps devant la synagogue et mon père m'expliquait que les gens avaient différentes façons de croire en Dieu et qu'il n'y avait pas de plus grande honte pour un individu que d'être antisémite (...). Lors de la fête du renversement de l'autocratie, mon père me promenait aussi afin que je m'en souviennne (1) ».*

Cette anecdote, assez intime, fait écho à d'autres faits de la biographie de Chalamov qui concernent la vie sociale de Vologda durant la première révolution russe de 1905. A l'époque, dans un sermon à la cathédrale, le prêtre Chalamov avait vivement condamné les pogromes contre les juifs et avait dit l'office des morts pour Mikhaïl Gertsenstein, membre de la

Douma, assassiné par les Cent-Noirs à l'été 1906. Après quoi, écrit V. Chalamov dans *La Quatrième Vologda*, « mon père a été écarté des offices dans la cathédrale et envoyé dans une autre église ». Il nous semble que la raison de cette sanction ne réside pas tant dans le fait d'avoir dit l'office des morts pour un mécréant, mais dans le contenu même des paroles de Tikhon Chalamov, qui avait suggéré que l'Église se détournait des phénomènes politiques du moment, ce qui ne présageait rien de bon :

*« D'une part, elle (l'Église — M. G.) était asservie à l'Etat et elle s'était mise, par la voix de certains de ses représentants, à justifier ces tristes manifestations de la vie publique que sont le servage ou la répression des libertés et à rejeter la grande idée d'un gouvernement populaire. D'autre part, les défenseurs de la cause du peuple, qui n'espéraient pas rencontrer la sympathie des représentants de l'Église pour leur grande mission au service du bonheur commun, avaient commencé à se méfier du clergé, et même, pour son grand malheur, à s'éloigner de l'Église. »*

## Son regret de la dissolution de la Douma

En exprimant dans un prêche son regret de la dissolution de la Douma dans le feu de la réaction politique, le père Tikhon Chalamov fit remarquer qu'elle « avait juste voulu remplacer, pour le bien du peuple, une propriété par une autre, la propriété privée par une pro-

(1) Chalamov V. T., *Sobranie sočinenij v 6-ti tomax*, Moscou, 2005, tome 4, p. 304.

*priété nationale, populaire* (2) ». Ce prêche répondait aux événements dramatiques qui s'étaient déroulés après le « Dimanche rouge », le 9 janvier 1905, à Saint-Petersbourg. Quelques représentants du clergé de la capitale, dirigés par le métropolite Antonii, constatant que depuis les réformes de Pierre le Grand l'Eglise s'était transformée en « un établissement bureaucratique d'Etat qui poursuivait des buts exclusivement politiques » (3), avaient alors envoyé une note au Conseil gouvernemental spécial pour lui demander d'accorder à l'Eglise une plus grande liberté dans la gestion de ses affaires. Pour organiser la gestion des affaires religieuses, il était prévu de réunir un concile où seraient invités non seulement le haut clergé, mais aussi le clergé séculier. En même temps, on avait constitué un « cercle de 32 prêtres », qui devint l'« Union du renouveau de l'Eglise » et dont l'un des leaders était le prêtre Alexandre Vvedenski, le futur idéologue des « rénovateurs » des années 1920. Le père Tikhon Chalamov partageait les idées de Vvedenski. « *C'est ce mouvement qui avait porté la réforme chère à mon père : les offices en langue russe, le remariage des prêtres, le combat du clergé séculier contre le clergé régulier* » (4), comme l'écrivit par la suite Varlam Chalamov.

## Un programme radical de gauche

En mars 1917, après le renversement de l'autocratie, l'« Union panrusse du clergé et des laïcs orthodoxes démocrates » élaborait un programme radical de gauche, qui préconisait, outre la réforme de l'Eglise, la revendication d'une république démocratique, l'égalité et la fraternité sociales par a) la dissolution des corporations ; b) l'égalité des femmes ; c) la liberté absolue de pensée, de parole et de conscience ; d) l'instruction gratuite et obligatoire dans les écoles primaires et la gratuité des écoles secondaires et supérieures ; e) l'enseignement en langue maternelle. La démocratisation économique, selon le programme de l'Union, devait être fondée sur la justice des

rappports entre le travail et le capital, et une répartition équilibrée des biens terrestres entre tous. « *La chrétienté, dans la pensée des idéologues de l'Union, ne peut être indifférente au mal social, elle exige une totale christianisation de tous les rapports humains et, de ce point de vue, elle éclaire l'aspiration à des réformes sociales des partis socialistes* » (5). On comprend pourquoi le père Tikhon Chalamov, sympathisant de Vvedenski, emmenait le jeune Varlam à la fête du renversement de l'autocratie.

Dans *La Quatrième Vologda*, Varlam Chalamov parle beaucoup de la personnalité d'Alexandre Vvedenski et du mouvement des rénovateurs religieux russes comme d'un mouvement pour surmonter le « Césaropapisme », la dépendance séculaire vis-à-vis de l'Etat :

*« J'ai entendu maintes fois le métropolite Alexandre Vvedenski, célèbre orateur de la capitale dans les années vingt, au cours de débats antireligieux qui étaient alors fort nombreux. Vvedenski faisait des conférences dans toute la Russie pour gagner des partisans au mouvement rénovateur et, à Moscou, ses prêches dans la cathédrale du Christ Sauveur ou ses débats au théâtre avec Lounatcharski rassemblaient des foules innombrables. Et il y avait de quoi...*

*(...) Il fut victime de deux attentats : par deux fois, des vieilles femmes influencées par les Cent-Noirs lui jetèrent des pierres à la tête comme antéchrist (...). L'aile radicale de l'Eglise orthodoxe que dirigeait Vvedenski s'appelait l'« Union de l'Eglise des premiers apôtres ». Malgré la lourdeur de cette appellation, qui céda la place à celle, plus simple, d'« Eglise vivante », cette expression plus facile à mémoriser lui permit d'entrer dans l'histoire... » (6).*

(2) *Šalamovskij sbornik*, 2, 1997, pp. 193 à 195.

(3) B. V. Titlinov, *Cerkov' vo vremja revoljucii*, Petrograd, 1924, p. 12.

(4) Chalamov V. T., *Sobranie sočinenij v 6-ti tomax*, Moscou, 2005, tome 4, p. 100.

(5) Programme de l'« Union panrusse du clergé et des laïcs orthodoxes démocratiques », cité d'après B. V. Titlinov, *Cerkov' vo vremja revoljucii*, Petrograd, 1924, p. 59.

(6) Chalamov V. T., *Sobranie sočinenij v 6-ti tomax*, Moscou, 2005, tome 4, pp. 101-102.



## “Eglise vivante”

Le lecteur pourrait trouver bien prétentieux et historiquement faux le titre de cet article, *La théologie de la libération chez Varlam Chalamov*, car au sens strict la « théologie de la libération » est apparue en Amérique latine dans les années soixante du XX<sup>e</sup> siècle comme mouvement du clergé catholique, dont certains idéologues admettaient que Jésus Christ n'était pas seulement consolateur, mais également libérateur des opprimés. Ils assignaient à la mission catholique un rôle propre de défense de la justice pour les pauvres. La « théologie de la libération » plonge ses racines dans l'activité des premiers missionnaires catholiques du Nouveau Monde, qui n'ont pas seulement fait connaître la bible aux indigènes en la traduisant dans les langues locales, mais se sont bien souvent trouvés dans l'obligation de défendre la population locale face à la cruauté des autorités coloniales de l'Espagne et du Portugal. Le développement de la théologie de la libération au XX<sup>e</sup> siècle (et le recours de ses théoriciens aux théories sociales contemporaines, y compris le marxisme) est inséparable du combat révolutionnaire contre les dictatures militaires qui étaient alors à la tête de nombreux pays d'Amérique latine. En même temps, l'analyse faite par Chalamov de l'histoire et de l'idéologie des « rénovateurs » russes après la révolution montre une certaine proximité de ce courant avec la théologie de la libération. Il est remarquable également que ce soit à la fin des années soixante du XX<sup>e</sup> siècle, au moment où la théologie de la libération prenait corps en Amérique latine, que l'écrivain ait pris conscience du mouvement des « rénovateurs ». Chalamov écrit :

## “Le Christ comme un révolutionnaire terrestre”

« Vvedenski comprenait le Christ comme un révolutionnaire terrestre d'une envergure inouïe. Plus d'une fois, il se moqua cruellement de la conception tolstoïenne de la non-résistance au mal. Il rappelait que la formule “Non la paix,

mais le glaive” convenait mieux au Christ évangéliste que “Ne t'oppose pas au mal par la violence”. Et c'est bien de violence que le Christ usa pour chasser les marchands du temple » (7).

C'est cette même mission du Christ (Matthieu 10, 34 ; Luc 22, 35-38 ; Matthieu 26, 51-52) que mettent en avant les théologiens de la libération, qui cherchent à prouver l'interdépendance du salut de l'âme et du combat implacable pour la justice terrestre comme deux faces d'un même processus. Les sources indiquent que les dirigeants du mouvement des rénovateurs « L'Eglise vivante » proclamaient que « le grand mot d'ordre de la révolution sociale “Proletaires de tous les pays, unissez-vous” est totalement admissible, totalement utile et totalement viable dans notre révolution religieuse » (*Živaja cerkov'*, 1922, n° 6-7). « La révolution d'Octobre a libéré l'Eglise du joug accablant de l'autocratie des seigneurs en la séparant de l'Etat et en lui accordant ainsi la liberté d'épanouissement et de perfectionnement spirituels » (*Živaja cerkov'*, 1922, n° 8-9) (8).

Le programme de l'« Union des communautés de l'Eglise des premiers apôtres », écrit par A. Vvedenski, affirmait en particulier :

« Comme on ne peut pas ne pas reconnaître dans les principes de la révolution d'Octobre les principes des premiers chrétiens, l'Eglise accueille religieusement la vérité morale de la révolution sociale et met activement en œuvre cette vérité, par les méthodes de l'Eglise qui lui sont accessibles » (*Za Xrista*, 1922, n° 1-2) (9).

## “Transformer l'or et les pierres des églises en pain”

En février 1922, au cours de la famine dans la région de la Volga, Alexandre

(7) Chalamov V. T., *Sobranie sočinenij v 6-ti tomax*, Moscou, 2005, tome 4, p. 104.

(8) Cité dans Kaverin N., *Obnovlencenstvo 20-x i 90-x godov. Nerazryvnaja preemstvennost'*. Voir : <http://www.blagogon.ru/biblio/4/>

(9) *Ibidem*.

Vvedenski et ses partisans s'adressèrent aux croyants pour les appeler à « *transformer l'or et les pierres des églises en pain* » (10). Cet appel fut lancé dès le célèbre décret du pouvoir soviétique sur la confiscation des biens de l'Eglise. Chalamov a d'ailleurs vécu lui-même cet épisode de la transformation de l'or des églises en pain. Dans son récit *Krest* (« La Croix »), le personnage principal inspiré par le père de l'auteur est un prêtre aveugle qui agit dans le même sens en mettant en pièces le dernier joyau de la famille, un crucifix de poitrine en or, afin de le vendre au comptoir étranger et d'acheter à manger pour sa femme et lui.

Considérant que « *le communisme, c'est l'Évangile écrit en caractères athées* », les « *rénovateurs* », à la différence de leurs opposants, les représentants de l'Eglise des patriarches Tikhon et Serge, ne levaient pas le denier du culte pour les offices religieux et étaient, selon Chalamov, voués à la misère. Les prêtres relevant des patriarcats de Tikhon et Serge, eux, se faisaient payer et s'enrichirent rapidement (11).

Si l'on compare *La Quatrième Vologda* avec les autres textes autobiographiques de Varlam Chalamov, on peut en conclure que, malgré tous les désaccords entre le père et le fils, Tikhon Chalamov fut longtemps pour son fils une autorité morale et spirituelle incontestable, et un modèle pour la vie. Même l'apparence extérieure que décrit son fils, celle d'un homme du monde, est difficile à concilier avec l'image habituelle d'un prêtre orthodoxe en chasuble. Les opinions politiques, sociales et philosophiques du père ont non seulement laissé une empreinte profonde sur la vision du monde du futur écrivain, mais elles sont à la base de ses premières idées de transformation sociale, de révolution. Vologda, où Tikhon Chalamov est revenu après douze années de mission religieuse en Alaska, était alors la « *Troisième Vologda* », la Vologda où les exilés avaient apporté la culture de la capitale, la Vologda du futur mouvement de libération. Les deux Vologda « *antérieures* », selon la vision historique de Varlam Chalamov, ont existé au cours des siècles de façon parallèle. La « *Première Vologda* » incarne le conservatisme

séculaire des bas-fonds urbains et la « *Seconde* », la Vologda historique des sommités de l'Eglise et de l'Etat, symbolise en quelque sorte la structure sociale et politique de toute la Russie pré-révolutionnaire avec son apathie sociale, son inertie et le fossé gigantesque qui séparait les notables et le peuple. La « *Troisième Vologda* », la Vologda qui s'éveillait à l'activité sociale et que le père a fait en grande partie découvrir à son fils, fut dans l'imagination du futur écrivain comme une passerelle vers la « *quatrième* », la sienne.

## Une conception originale de la transformation sociale

Tikhon Chalamov, qui était pourtant entouré de nombreuses connaissances d'opinions démocratiques dont il aurait pu s'inspirer, s'est forgé une conception originale de la transformation sociale, que Varlam Chalamov décrit en détail :

« *Mon père affirmait que l'avenir de la Russie était entre les mains du clergé (...). Le clergé constituait un quart de la population de Russie. Un simple calcul chiffré montrait que la question était importante. Malgré l'importance du groupe social qu'il formait, le clergé n'avait pas encore joué le rôle que le sort lui avait assigné en lui donnant le droit de confesser et d'absoudre les péchés de tous les gens, depuis le Pétersbourgeois jusqu'à la jeune fille zyriane, depuis le miséreux jusqu'au tsar. Aucune autre corporation n'était placée dans des conditions aussi favorables. Cette proximité du peuple, la connaissance de ses intérêts, libéraient purement et simplement les roturiers de l'alternative "peuple/intelligentsia", car l'intelligentsia religieuse était le peuple même, et aucun secret de la psychologie du peuple ne lui était étranger (...). Ce devait être le clergé séculier, laïc, qui vivait avec le peuple, et non pas les ascètes mus par de*

(10) B. V. Titlinov, *Cerkov' vo vremja revoljucii*, Petrograd, 1924, p. 189.

(11) Chalamov V. T. *Sobranie sočinenij v 6-ti tomax*, Moscou, 2005, tome 4, p. 104.

*faux exploits comme les starets des monastères. Le monastère était une voie erronée, tout comme les contorsions de Raspoutine (...). Le clergé russe ne devait pas prêter attention au perfectionnement personnel, au salut commun, mais au salut commun, à la conquête par la voie des urnes des responsabilités publiques, et orienter le cours des choses dans la bonne direction (...). Non pas les prêches hystériques de Jean de Cronstadt, non pas le cirque de Raspoutine, de l'évêque Barnabé ou du métropolitain Pitirim, mais le clergé marié, avec sa famille, voilà où étaient les véritables guides du peuple russe. Le clergé, c'était une force capable de faire bouger la Russie (...). Les glorieux noms des personnalités issues du clergé, grands chirurgiens, agronomes, savants, professeurs, orateurs, économistes ou écrivains, étaient connus de toute la Russie. Ils ne devaient pas se couper de leur communauté, et celle-ci devait s'enrichir de leurs idées » (12).*

Ce point de vue mérite, à notre avis, la plus grande attention. Malgré l'apologie du clergé, il se différencie de façon frappante de l'opinion officielle d'aujourd'hui sur le rôle et la fonction de l'Eglise orthodoxe de Russie, qui est devenue tout ce qu'on veut mais pas une « communauté culturelle proche du peuple ». En même temps, les idées de Tikhon Chalamov ne coïncident pas non plus avec la vision athée de certaines générations de révolutionnaires russes du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles, qui placent le clergé comme corporation dans le camp de la réaction. A leur différence, Tikhon Chalamov assignait un rôle créateur à l'orthodoxie russe dans la révolution à condition que se produisent des réformes révolutionnaires au sein même de l'Eglise et, à commencer, par une rupture radicale avec l'Etat exploiteur, le rétablissement de l'activité sociale dans les masses et la défense des couches exploitées. Tikhon Chalamov savait d'expérience que, pour la population, le prêtre pouvait être à la fois serviteur du culte et instituteur, médecin ou avocat. Mais la réforme devait s'appuyer sur la plus large démocratie de la vie paroissiale, jusqu'à l'élection des prêtres par les laïcs, renouant par là avec la coutume des premiers chrétiens d'élire

les chefs spirituels de la communauté en concertation avec les clercs et les laïcs. Comme nous l'avons montré plus haut, les conditions d'une telle réforme après la chute de l'autocratie étaient réunies, mais elle ne se réalisa pas (13).

## Relations pas très simples

Malgré le rapprochement affirmé des « rénovateurs » et du pouvoir soviétique, leurs relations n'étaient pas très simples. La lutte des fractions au sein du Parti bolchevique et la victoire de la fraction stalinienne, avec le « pouvoir vertical » de l'appareil, se sont également fait ressentir sur les relations avec l'Eglise. Les débats francs et ouverts sur la religion, sur l'athéisme ou sur l'origine de l'homme et du monde, si bien décrits par Chalamov, firent place à partir de 1925 aux intrigues de l'appareil qui visaient à dresser les « rénovateurs » et les partisans du patriarche Tikhon les uns contre les autres, et à encourager les reniements et les méthodes de répression brutales. A mesure que se renforçaient les tendances thermidoriennes du parti, les « rénovateurs », avec leur militantisme social et leur quête du « communisme chrétien », agaçaient de plus en plus les autorités. Dans les années 1930, Staline entama progressivement un rapprochement avec les adeptes du patriarche Tikhon, à la condition, bien entendu, d'une totale obéissance de leur part. L'accord se

(12) Chalamov V. T. *Sobranie sočinenij v 6-ti tomach*, Moscou, 2005, tome 4, pp. 51-52.

(13) Ainsi, les « rénovateurs » de Sibérie avaient un programme (« la déclaration de Tomsk ») où « la reconnaissance du Pouvoir soviétique par la volonté de Dieu » était présentée comme la reproduction logique des orientations générales des « rénovateurs » de la Russie d'Europe. Leur philosophie intégrait des éléments plus concrets comme « l'amélioration de la vie quotidienne du clergé, le renforcement de l'autogestion et de l'esprit d'initiative de la communauté paroissiale par de larges droits électoraux ». En ce qui concerne la réforme de l'Eglise, ils prévoyaient la suppression de tous les règlements depuis le IV<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire depuis la mise de l'Eglise sous tutelle de l'Etat. Cité dans recueil *Iz kuzneckoj stariny*, Novokouznetsk, éd. Poligrafist, 2010, 1, pp. 124 à 136.

réalisa dans les années de guerre et, en 1946, toutes les églises appartenant aux « rénovateurs » furent remises au patriarche de Moscou. Dans *Krest*, Chalamov nous donne une idée du sort des prêtres rénovateurs dans les années 1930. Le donquichottisme des « rénovateurs », qui officiaient gratuitement, les avait voués à la misère. Les popes réactionnaires fidèles au patriarche Tikhon les haïssaient de toutes les fibres de leurs corps, et les autorités locales les considéraient comme des inactifs, des ennemis de classe, avec toutes les conséquences qui en découlaient. Bien entendu, un grand nombre de religieux rénovateurs furent pris dans le tourbillon des répressions de la période de la collectivisation et de la « grande terreur ». Aujourd'hui, il nous semble que la description par Chalamov des « rénovateurs » russes doit faire l'objet d'une relecture à la lumière des mutations sociales du xx<sup>e</sup> et du xxi<sup>e</sup> siècles. L'expérience des révolutions latino-américaines, au cours desquelles une partie du clergé s'est prononcée non seulement contre la dictature militaire « sans Dieu », mais, a soutenu dans les faits, en dépit des interdits du pape, la lutte révolutionnaire des masses populaires (14), permet de reconsidérer les idées de Chalamov sur le rapprochement de l'Eglise et du peuple au cours de la révolution, et sur le rôle constructif du clergé réformateur dans ce processus.

## Le problème de leur origine

L'analyse des idées sociales du père Tikhon Chalamov soulève le problème de leur origine et des facteurs qui les ont favorisées. Varlam Chalamov n'apporte pas de réponse directe à cette question ni dans *La Quatrième Vologda*, ni dans ses autres essais biographiques. On considère généralement que le déclic en a été le détachement de Tikhon en Alaska, où il s'est distingué non seulement par ses activités pastorales, mais aussi par son engagement dans l'instruction des habitants, la création d'une « société de tempérance », etc. Mais cela n'explique pas tout. L'île Kodiak, où Tikhon Chalamov était en poste, était nettement à la

périphérie de l'« Amérique russe ». Les dures conditions climatiques rendaient difficiles les liaisons avec le continent, et, bien entendu, Chalamov ne pouvait pas suivre au jour le jour toutes les péripéties de la vie de l'Eglise et de la société de Russie. En outre, on sait que l'évêque diocésain de la mission orthodoxe en Alaska était l'évêque Tikhon (Vassili Belavine), le futur patriarche, un conservateur opposé aux « rénovateurs » (15). A notre avis, ce n'est pas en Alaska que Tikhon Chalamov s'est forgé les opinions qui ont fortement influencé Varlam, mais dans son pays natal, là où exerçait son père, le prêtre Nikolai Chalamov, ainsi que le frère de celui-ci, l'oncle de l'écrivain.

Dans *La Quatrième Vologda*, Varlam Chalamov mentionne brièvement l'origine de ses ancêtres :

*« Mon père, né dans un village perdu des forêts d'Oust-Sysolsk, dans une famille de prêtres héréditaires, dont les ancêtres étaient encore récemment des chamanes zyriennes sur plusieurs générations, dans cette lignée de chamanes qui avait troqué insensiblement le tambour pour l'encensoir, lui-même tout asservi au paganisme, lui-même chamane et païen au plus profond de son âme zyrienne, était un homme extraordinairement doué. Notre nom de famille même est de consonance chamannique, clanique, entre chamannerie et espièglerie, chamanisme et prophétisme »* (16).

Cette déclaration a été souvent mise en doute par les chercheurs. Les documents conservés montrent que les ancêtres de Chalamov, des prêtres russes, provenaient de Veliki-Oustioug. Le grand-père de l'écrivain, Ioann, fut tiré au sort en 1867 pour servir dans la paroisse de Votcha, district d'Oust-Sysolsk, gouvernement de

(14) Voir notamment le site :

<http://www.russ.ru/politics/20020128-tzvet.html>.

(15) Laura Kline, « Novoe ob otce Šalamova », *Šalamovskij sbornik*, 2, 1977, p. 185-192.

(16) Le nom de « Chalamov » n'est ni zyrienne ni russe, mais plus probablement d'origine turque, à rapprocher de Chalimov, Chalymov (N. A. Baskakov, *Russkie familii tjurkskogo proisxoždenija*, Moscou, 1979, p. 137). Baskakov le fait provenir soit du prénom Shah-Ali (Shahalimov, Shalimov comme attesté dans des armoiries de 1741), soit du mot shalym, « poignée », d'où *shalymly*, « fort, puissant ».

Vologda (aujourd'hui République des Komis). L'explication des critiques selon laquelle V. Chalamov ne connaissait pas bien l'histoire de sa lignée, s'accorde mal, de même que le lieu de naissance de son grand-père (17), avec la précision photographique avec laquelle l'écrivain reproduit dans *La Quatrième Vologda* les moindres détails de ses impressions d'enfant et d'adolescent. En outre, cette explication contredit les traditions religieuses russes, qui dictaient de conserver les témoignages oraux et écrits des activités des générations passées.

## Chalamov a mythologisé la généalogie de ses ancêtres

A notre avis, c'est consciemment que Varlam Chalamov a mythologisé la généalogie de ses ancêtres, et cela pourrait éclairer l'origine de la vision du monde de son père, telle que nous l'avons décrite ici. Les recherches actuelles sur les religieux orthodoxes komis aux XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles permettent d'affirmer que leur vie quotidienne et leurs activités se différenciaient sensiblement de celles des diocèses voisins, même de « pépinières de cadres » aussi proches que l'étaient les diocèses de Vologda et de Veliki-Oustioug.

D'abord, les débuts de la christianisation des Komis aux XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles avaient requis l'invention d'un alphabet spécial et la traduction des textes liturgiques en zyriane (komi), ce qui fut l'œuvre de Stéphane de Perm, « l'évangéliste des Zyrianes » (fig. 1). Pour ce faire, celui-ci avait utilisé, à côté des lettres cyrilliques, quelques symboles komis. Bien que son alphabet fût rapidement tombé en désuétude, des transcriptions en cyrillique des textes liturgiques en langue komi furent utilisées jusqu'au XIX<sup>e</sup>, comme on peut le voir en particulier dans une exposition du Musée d'histoire et d'ethnographie du village d'Oust-Vym, en République des Komis (fig. 2). Ensuite, la région des Komis ne connaissait pas le servage ni la propriété des monastères sur la terre. Les premiers monastères fondés aux XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles ont relativement vite décliné et ont été fermés pour des raisons

politiques et économiques (l'absolutisme, la ruine liée aux périodes troubles, la politique de sécularisation menée par Catherine II, etc.).

Jusqu'aux années soixante du XIX<sup>e</sup> siècle, où fut construit le seul monastère existant alors chez les Komis, c'est le clergé séculier qui jouait le rôle principal dans la région, et ses activités allaient bien au-delà des obligations pastorales. Le prêtre, chez les Komis, était le supérieur de la paroisse, il tenait les registres paroissiaux de la population orthodoxe, enseignait dans les écoles et contrôlait les activités sociales, culturelles, caritatives et autres. En vertu d'une règle ancienne, la fonction sacerdotale se transmettait de père en fils avec l'assentiment de la paroisse. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le clergé cessa d'être élu dans la paroisse, mais fut désigné par l'évêque, qui ne prenait pas toujours en compte la volonté des paroissiaux. Néanmoins, il arrivait souvent qu'un prêtre fût nommé dans la paroisse de son père. Les sources montrent que la pratique de transmission héréditaire des paroisses fut définitivement abolie en 1867, mais même alors il y avait des cas où un prêtre était nommé dans la paroisse de son père. Ainsi, par exemple, dans la paroisse de Votcha, les prêtres Klotchkov furent remplacés par les Chalamov : le père Nikolaï, natif du district d'Oustioug, servit dans cette paroisse de 1867 à 1899, puis il fut remplacé par son fils Procope, qui servit, tout comme son père, plus de trente années, et mourut durant la collectivisation (18).

## Le clergé exclusivement à la charge des paroissiens

Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, chez les Komis, le clergé était exclusivement à la charge des paroissiens, tenus de mettre à sa disposition une part forfaitaire des

(17) Voir : Varlam Chalamov, *Četvertaja Vologda*, Vologda, 1994, p. 21.

(18) Rogatchev M. B. Prikhodskoe duxovenstvo Komi kraja v konce XIX – načale XX vv., *Vestnik kul'tury*, 2000, 1, pp. 9 à 17. Xajdurov M.V. *Duxovnoe soslovie v Komi krae (1801-1869 g.)*. Thèse de doctorat, Ekaterinbourg, 2011.

terres arables et du fourrage (19). Comme l'indique Prokop Chalamov, l'oncle de l'écrivain, le clergé de l'église Bogorodski du village de Votcha, où son père et lui-même étaient prêtres, ne recevait pas d'émoluments du Trésor public, mais était entretenu par la paroisse. Les traitements versés par l'Etat furent institués plus tard, mais les ecclésiastiques de Votcha recevaient tout de même pour les offices religieux des offrandes volontaires et assez symboliques de la part des paroissiens (20). Les prêtres eux-mêmes n'étaient pas seulement tenus d'assurer les offices, mais d'enseigner à l'école primaire, et cela gratuitement. On sait que le père Nikolaj Chalamov ouvrit une école à Votcha sur ses deniers personnels. Même si, la plupart du temps, les faits montrent que les paroisses n'avaient pas les moyens d'entretenir les écoles, le clergé mettait beaucoup de zèle et d'expérience pour assurer l'enseignement.

Cependant, beaucoup de prêtres faisaient preuve d'initiatives sociales même sans injonction de leurs supérieurs. Les prêtres participaient à la collecte du denier du culte et contribuaient eux-mêmes aux œuvres sociales. Une initiative importante dans l'éducation sociale fut la création d'une société de tempérance à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Par exemple, en 1890, une société du même genre fut créée dans le district d'Oust-Sysolsk, région de Petchory. Vers le début du XX<sup>e</sup>, il en existait dans plus d'une dizaine de paroisses (21). Ainsi, Tikhon Chalamov avait pu dès l'enfance être témoin de différentes manifestations de la vie religieuse des Komis, comme le prêche en langue locale, leurs importantes activités sociales, la relation étroite entre le prêtre et sa paroisse, et la gratuité des offices religieux. Ces réalités aboutirent avec le temps au système philosophique que son fils décrit dans *La Quatrième Vologda* et qui nous font mieux comprendre le voyage missionnaire et les activités du père Tikhon sur l'île Kodiak, où, à l'instar de son père et de son frère chez les Komis, il ne s'intéressa pas seulement à la vie pastorale, mais à la vie sociale et à l'instruction. D'un autre côté, Varlam Chalamov, comme nous l'avons suggéré plus haut, a modifié certains éléments de la biographie de ses ancêtres pour

montrer de façon plus convaincante que c'était précisément la tradition populaire du clergé chez les Komis et non pas le milieu des monastères et de l'archevêché qui était à l'origine de la vision du monde de son père, de son oncle et de son grand-père.

## Synchrétisme avec les croyances préchrétiennes

Une autre particularité de l'orthodoxie chez les Komis était son synchrétisme avec les croyances préchrétiennes. Il est intéressant de noter que, dans son récit *Auprès de saint Florus et saint Laurus*, Chalamov parle de cette église de Iakoutie consacrée à ces martyrs chrétiens que vénéraient les Iakoutes comme défenseurs des animaux sauvages et domestiques. L'église elle-même, dans la description qu'en fait Chalamov, était un édifice conique qui évoquait plus une yourte iakoute qu'un temple orthodoxe (22). Nous n'avons pas trouvé jusqu'à présent dans la littérature accessible de données sur la vénération par les Iakoutes de Florus et Laurus, mais on connaît bien ce culte chez les Komis de Perm, qui, d'ailleurs, les vénéraient effectivement comme défenseurs des animaux et faisaient en leur honneur des sacrifices rituels (de bœufs), ce qui ressortissait clairement à des survivances du paganisme (23). Il faut remarquer qu'on retrouve dans la théologie de la libération, en Amérique latine, les mêmes tendances, à savoir le synchrétisme de la chrétienté avec les croyances traditionnelles des Indiens et des Africains. A ce sujet, il faut revenir ici à l'histoire des « rénovateurs » russes des

(19) *Ibidem*.

(20) Chalamov P. *Cerkovno-istoričeskoe opisanie Votčinskogo priхода Ust'-Sisol'skogo uezda, Vologodskoj gubernii*. Ust'-Sisol'sk, 1911. Cité sur le site :

<http://parishes.mrezha.ru/library.php?id=37&pn=0>

(21) Rogačev M. B. *Prihodskoe duxovenstvo Komi kraja v konce XIX – načale XX vv.*, *Vestnik kul'tury*, 2000, 1, pp. 9 à 17.

(22) V. T. Chalamov. U Flora i Lavra, *Šalamovskij sbornik*, 4, Moscou, 2011, pp. 27 à 31.

(23) Voir notamment : Malakhov M. 1887, *Bykobj u permjakov v den' sv. Flora i Lavra*, *ZUOLE*, t. XI, 1.

années 1920. A notre avis, la diffusion de leurs idées, parties à l'origine d'un cercle relativement restreint du clergé libéral de Saint-Pétersbourg en Russie d'Europe et dans l'Oural, s'est faite relativement rapidement, car elle séduisait les autochtones convertis. Les documents indiquent notamment que le mouvement des « rénovateurs » a commencé à attirer massivement les prêtres tchouvaches avec leurs paroisses, ce qui était étroitement lié avec les idées d'autonomie des Tchouvaches orthodoxes, qui se heurtaient à l'incompréhension du patriarche Tikhon (24). Des processus analogues eurent lieu en Sibérie. En 1928, à Obdorsk (l'actuelle Salekhard), une assemblée des « rénovateurs » accueillit des représentants des peuples sibériens du Grand Nord, Nénetses, Khantys, Mansis et Komis-Zyrianes. L'assemblée se fixa la tâche de diffuser les idées de la réforme religieuse parmi les peuples du Grand Nord. Un conseil de la paroisse fut élu, qui regroupa des représentants russes et autochtones des prêtres et des laïcs (25).

Bien que Tikhon Chalamov ne semble pas avoir laissé de journal ni d'autres témoignages écrits, on trouve un certain nombre de faits dans la *Description historique et religieuse de la paroisse de Votcha, district d'Oust-Sysolsk, gouvernement de Vologda* établie par son frère Procope, qui a hérité de la paroisse de son père dans le village de Votcha (aujourd'hui région de Sysolsk, République des Komis). Cet aperçu a été édité dans un livre à part en 1911 à Oust-Sysolsk (l'actuelle Syktyvkar). En analysant les documents à sa disposition, Procope Chalamov écrit que Stéphane de Perm, qui s'occupait au XIV<sup>e</sup> siècle des missions chez les Komis-Zyrianes, leur prêchait l'évangile « en langue naturelle ». Il était du reste « défenseur, protecteur des Zyrianes près les princes et les boyards de Moscou, et généreux dispensateur du pain aux Zyrianes dans les dures années de famine ». Selon le témoignage du père Procope, dans les monastères fondés par Stéphane de Perm, les messes étaient lues en langue zyriane, et cette tradition s'est maintenue jusqu'en 1764, lorsque les derniers monastères de la région furent supprimés par décrets de Catherine II.

A partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle, le centre spirituel de Votcha était le temple en pierre de la Nativité de la Vierge, où exerçaient les prêtres Chalamov, et qui s'est conservé jusqu'à nos jours, malgré quelques dommages. En 2011, l'auteur de ces lignes a eu la possibilité de se rendre dans le village de Votcha et de visiter l'église de la Nativité, qui frappe toujours par son caractère imposant (fig. 3).

## Une tradition révolutionnaire moins étudiée

L'histoire, on le sait, n'aime pas le mode subjonctif, mais elle ne dispense pas le chercheur d'analyser les variantes alternatives du développement de la société. Les conditions objectives pour une consolidation du « tiers-état » et, par voie de conséquence, de la réforme religieuse en Russie, notamment dans la région ouralo-sibérienne au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'instar de ce qui s'était passé pour le protestantisme en Europe, étaient bien réelles, mais l'autocratie s'est montrée, à cette étape, plus puissante. A ce sujet, l'idée classique des trois périodes — noble, bourgeoise et prolétarienne — de la lutte révolutionnaire russe des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles peut être complétée par une tradition révolutionnaire, moins étudiée, issue du milieu lié aux couches inférieures du clergé, qui, après 1917, s'exprima dans le mouvement réformateur de l'Eglise, dont les idées et le potentiel social ont été réactualisés par Varlam Chalamov dans ses récits autobiographiques.

Marc Goloviznine

### (Les intertitres sont de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier.)

(24) A. Berman, *Čuvašskoe obnovenčestvo. Iz istorii dviženija za nacional'nuju cerkov' Čuvašii*. Voir le site :

<http://krotov.info/history/20/1920/berman2.htm>.

(25) Mavljutova Z.Š. Dviženie obnovenčestva v Tjumenskom krae v 1920-e gg., *Arxeologija, antropologija i ètnografija*, 8, 2008, pp. 115 à 120. Version électronique :

<http://www.ipdn.ru/rics/va/private/a8/C-1 15-120-Mavljutova.pdf>





# **Joukov : les erreurs de Staline face à la guerre**

**(deuxième partie)**

Le numéro 60 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié la première partie de ce discours que Joukov avait préparé pour une session du plenum du comité central du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) destinée à approfondir la « *critique du culte de la personnalité* » (c'est-à-dire du culte de Staline), qui ne se tint jamais.

Dans la première partie, Joukov a énuméré toutes les « *erreurs* » commises par Staline dans la période précédant l'invasion de l'URSS le 22 juin 1941.

Il parachevait cette énumération en évoquant les conséquences catastrophiques de ces « *erreurs* » lors des premières semaines de l'agression allemande et concluait :

« *Outre les erreurs de calcul dans le jugement sur la situation, l'impréparation à la guerre, dès les premières minutes*

*de la guerre, la haute direction du pays, incarnée par Staline, a montré un total désarroi dans la gestion de la défense du pays, désarroi que l'ennemi a utilisé pour prendre solidement l'initiative dans ses mains et dicter sa loi sur toutes les directions stratégiques. »*

Dans la deuxième et dernière partie de ce discours jamais prononcé, il fait une critique dévastatrice des prétendus talents de Staline chef de guerre.

Certes, plusieurs historiens ont eux-mêmes souligné de nombreuses failles de la conduite de la guerre par Staline, mais le témoignage de Joukov a une valeur particulière puisqu'il est celui d'un acteur de premier plan dans la conduite des opérations militaires de l'Armée rouge.

On peut certes s'interroger sur son objectivité. Joukov avait, en effet, bien des raisons de vouloir se venger de Staline qui l'avait mis sur la touche au lendemain de la guerre. Mais cette disgrâce, finalement bien légère au regard de l'élimination physique si largement pratiquée par le père des peuples, n'avait pas empêché ce dernier de faire élire Joukov membre suppléant du comité central du PCUS en octobre 1952.

Trop de témoignages et de faits confirment le réquisitoire qu'il dresse pour qu'il soit possible de le mettre en doute. Bien que Joukov ne le dise jamais nettement, on peut tirer une conclusion incontestable du tableau qu'il dresse des initiatives (ou manques d'initiatives) de Staline (impréparation à la guerre malgré la tapageuse propagande officielle, bluff, décimation du haut et moyen commandement, improvisation, opérations bâclées, erreurs stratégiques, mépris de la vie des soldats) : Staline est responsable de quelques millions — évidemment difficiles à chiffrer plus précisément — des 27 millions de Soviétiques morts pendant la guerre.

Signalons pour conclure que Joukov s'exprime dans la langue de bois insipide, fade et pâteuse des bureaucrates staliniens et qu'il écrit aussi mal que les autres. La traduction ne cherche nullement à améliorer son style.

# Staline chef de guerre...

## Les premiers jours de la guerre auraient été différents

**J**e ne doute pas que si nos troupes stationnées dans la zone frontalière occidentale avaient été mises en situation de préparation totale au combat, si elles avaient été disposées correctement et s'étaient vu fixer des tâches précises pour réagir à l'offensive de l'adversaire immédiatement dès le début de son offensive, le caractère de la guerre dans les premières heures et les premiers jours de la guerre auraient été différents et cette différence se serait repercutée sur tout son déroulement ultérieur. Le rapport des forces sur le théâtre des opérations militaires, si les actions de nos troupes avaient été organisées convenablement, aurait au moins permis de contenir avec succès l'offensive de l'adversaire.

L'affirmation que Staline, ayant deviné les plans du commandement fasciste allemand, avait décidé par une défense active d'épuiser et de saigner à blanc l'adversaire, de gagner du temps pour concentrer les réserves, puis de passer à la contre-attaque et de porter à l'ennemi un coup foudroyant et de l'écraser, est inexacte. En réalité, une telle décision n'a pas existé, et « la théorie de la défense active » a été élaborée pour dissimuler les véritables raisons de nos échecs dans la première période de la guerre.

Que s'est-il passé en réalité, pourquoi nos troupes ont-elles été battues sur tous les axes stratégiques, pourquoi ont-elles reculé et ont-elles été encerclées dans toute une série de secteurs ?

Outre le fait que le pays n'était pas préparé à se défendre et que la préparation des forces armées à une réplique organisée à l'attaque de l'adversaire était incomplète, nous n'avions pas de commandement suprême à la hauteur. Il y avait Staline sans lequel, selon les usages alors en cours, personne ne pouvait prendre l'initiative d'une décision. Or il faut le dire sincèrement, au début de la guerre, Staline s'orientait très mal dans les questions de tactique opérationnelle. Le Grand Quartier général fut créé tardivement et n'était pas préparé à prendre pratiquement en mains et à diriger de façon qualifiée les forces armées.

## Dès le début, désorganisés par Staline

L'état-major général, le commissariat du peuple à la défense avaient été dès le début désorganisés par Staline et privés de sa confiance.

Au lieu d'organiser sans délai le groupe dirigeant du commandement suprême pour diriger les troupes, Staline ordonna dès le deuxième jour de la guerre d'envoyer le chef de l'état-major général en Ukraine dans le district de Tarnopol, pour aider le commandant du front sud-ouest à diriger les troupes dans leur combat dans les districts de **Sokal**, **Brody** ; d'envoyer le maréchal Chapochnikov aider le commandant du front ouest dans le district de Minsk et un peu plus tard, d'envoyer le premier suppléant du chef de l'état-major général, le général N. F. Vatoutine, sur l'axe nord-ouest.

## Directives erronées et planification incompétente

On objecta à Staline qu'il était impossible d'agir ainsi, car une telle pratique pouvait désorganiser la conduite des troupes. Staline répondit : « *Qu'est-ce que vous connaissez à la direction des troupes, nous nous passerons de vous.* » Alors que Staline ne connaissait pas dans le détail la situation sur les fronts et était trop peu compétent dans les questions opérationnelles, cette décision aboutit à ce qu'il donna des directives erronées et planifia avec incompétence les grandes contre-offensives dont la situation exigeait la mise en œuvre.

Nos troupes n'étant pas déployées dans le cadre d'opérations planifiées étaient dans les faits réduites à se battre en unités et en groupements isolés, en manifestant par ailleurs un acharnement exceptionnel et en infligeant de lourdes pertes à l'ennemi. Mais ne recevant pas au bon moment d'ordres adéquats du haut commandement, elles étaient contraintes d'agir isolément et se trouvaient ainsi souvent placées dans une situation difficile, voire encerclées.

## La situation catastrophique de l'aviation...

La situation se compliquait par le fait que dès les premiers jours, notre aviation, vu son arriération technique, fut écrasée par l'aviation de l'ennemi et ne pouvait agir de façon efficace avec l'infanterie. Les fronts ne disposant pas d'une bonne aviation de reconnaissance ne connaissaient pas la situation exacte des troupes de l'adversaire et de leurs propres troupes, question d'une importance décisive dans la conduite des troupes.

Les troupes ne disposant pas de tracteurs pour tracter l'artillerie et de transport automobile se retrouvèrent d'un coup privées de réserves de carburant et de munitions ainsi que du soutien nécessaire de l'artillerie. En conséquence,

l'insuffisance de leur armement, l'absence de soutien de l'aviation, de tanks et d'artillerie les placèrent souvent dans une situation difficile.

Tout cela coûta de lourdes pertes et de graves insuccès à nos troupes dans la première période de la guerre et livra à l'ennemi de vastes territoires de notre pays. (...)

## Le rejet de la responsabilité des échecs sur les généraux

J'ai déjà parlé de la suspicion et de la méfiance que nourrissait Staline vis-à-vis des cadres militaires dans les années précédant la guerre. Il s'efforça ensuite de faire reposer toute la responsabilité des échecs de la période initiale de la guerre sur les membres des forces armées.

Ainsi fut organisé le procès du commandement du front ouest, à la suite duquel furent fusillés le général commandant les armées, Pavlov, le chef de l'état-major, Klimovskikh, le chef des services de liaison, Grigoriev, et toute une série d'autres généraux. Le commandant d'armée Katchalov, qui en réalité périt sur le champ de bataille en tentant d'échapper à l'encercllement, fut accusé d'avoir trahi et d'être passé du côté de l'ennemi. D'autres généraux, capturés par l'ennemi à la suite de la situation créée, furent aussi accusés de trahison sans le moindre fondement, alors qu'à leur retour de captivité ils apparaissent comme de très honnêtes patriotes de notre patrie.

Toute une série d'ordres furent publiés dans lesquels le personnel de nos troupes, tout particulièrement les commandants et les instructeurs politiques, furent gratuitement accusés de veulerie et de lâcheté.

Même après que nos troupes se furent montrées capables non seulement de se défendre mais de porter de sérieux coups à l'ennemi, Staline jugea nécessaire d'écrire dans l'un de ses ordres : « *La population de notre pays, qui ressentait de l'amour et du respect pour l'Armée*

*rouge, commence à être déçue par elle, perd sa foi dans l'Armée rouge, et beaucoup d'entre eux maudissent l'Armée rouge parce qu'elle livre notre peuple sous le joug des oppresseurs allemands, et elle-même fuit vers l'est. »*

Par un tel ordre Staline dénigrait injustement les qualités morales et combattantes de nos soldats, de nos officiers et de nos généraux.

Comme le montrent les faits réels, nos soldats et nos officiers, nos unités et nos corps de troupes se sont en général battus avec une obstination exceptionnelle, sans épargner leur vie, et ont causé de grandes pertes à l'ennemi.

Même nos adversaires ont été obligés de souligner la vaillance combattante des guerriers soviétiques dans la première période de la guerre.

*(Pour illustrer ces propos, Joukov cite alors des extraits du journal du général allemand Halder, qui, souligne-t-il, « témoignent de façon convaincante que nos guerriers, dans les conditions très pénibles du début de la guerre, ont rempli leur devoir au combat de façon honnête et courageuse ».)*

Pourquoi Staline avait-il besoin de publier des ordres qui déshonoraient notre armée ? A mon avis, il le faisait afin de détourner de lui-même la faute et le mécontentement du peuple pour la non-préparation du pays à la défense, pour les erreurs qu'il avait commises dans la direction des troupes et pour les échecs qui en découlèrent.

## **Sur les prétendues “opérations staliniennes”, “la science militaire stalinienne” et sur les tâches de liquidation des conséquences du culte de la personnalité <sup>(1)</sup>**

Beaucoup de ceux qui sont ici présents savent comment naissaient les opérations du front, comment étaient planifiées, préparées et menées les

opérations offensives de nos troupes qui reçurent plus tard le nom de « staliniennes ».

Il faut ne rien connaître aux questions militaires pour croire qu'un seul homme peut imaginer, calculer, planifier et préparer une opération stratégique contemporaine ou une opération portant sur un ensemble de fronts et développée sur un espace immense avec la participation de toutes les formes de forces armées et de toutes les catégories de troupes.

## **Les opérations manquées de Staline**

Staline a-t-il été le créateur d'une quelconque opération ?

Oui, malheureusement, il le fut. Le camarade N. S. Khrouchtchev a évoqué l'une de ces opérations au XX<sup>e</sup> congrès. C'est aussi sur une idée de Staline qu'a été planifiée et engagée l'opération dans le district de Libava dans la région de la Baltique, qui a été répétée plusieurs fois et qui n'a rien donné sauf de lourdes pertes. Staline a limogé trois commandants de front pour prix de ces échecs.

Les opérations déclenchées au nord de Varsovie, qui entraînent le mort de dizaines de milliers de nos gens, furent menées de façon exceptionnellement incorrecte. On avertit plusieurs fois Staline que vu les caractéristiques de la région, il était impossible de mener ainsi ces opérations, mais ces arguments furent rejetés comme « immatures », et l'opération se répéta de multiples fois en aboutissant toujours aux mêmes résultats.

Pour confirmer que Staline ne comprenait pas les fondements de la direction des troupes, on pourrait raconter de nombreux faits concernant les combats pour la défense de Moscou, mais un seul petit fait suffira à le faire comprendre.

## **Des ordres stupides**

Au moment crucial d'un combat acharné, lorsque l'ennemi se ruait avec acharnement sur Moscou, Beria informa

Staline que les Allemands s'étaient emparés des villages de Dedovo et de Krasnaïa Poliana. Staline nous appela, Boulganine et moi, nous accabla copieusement d'injures et nous ordonna de nous rendre immédiatement, moi à Dedovo et Boulganine à Krasnaïa Poliana, et de reprendre immédiatement ces deux villages. A nos tentatives de démontrer qu'à un moment aussi crucial il était impossible d'abandonner le point de commandement et la direction des troupes du front, Staline répondit en menaçant de nous faire fusiller. Et pendant que Boulganine et moi nous reprenions ces deux villages sans aucune importance, l'ennemi perçait notre front à un autre endroit, dans le district de Narofominsk et se ruait sur Moscou. Seule la présence de troupes de réserve du front dans ce district sauva la situation.

Je ne puis passer sous silence le fait que Staline contraignait les représentants du Grand Quartier général et des commandants de front à mener sans aucune nécessité des opérations organisées à la hâte, sans approvisionnement de matériel et sans technique suffisante pour les réaliser, ce qui entraînait des pertes excessivement lourdes.

## Des opérations hâtives et mal organisées

Dans de nombreux cas, des opérations hâtives et mal organisées ne donnaient pas de résultats positifs.

Cela se produisit sur les fronts nord-ouest, ouest, de Voronège et sur d'autres fronts.

*(Joukov critique ensuite les nombreuses faiblesses et insuffisances de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale telle qu'elle est jusqu'à cette date présentée en URSS, toujours marquée selon lui par l'héritage du « culte de la personnalité ». Il conclut son discours par un long développement sur la nécessité d'« éliminer l'attitude incorrecte adoptée à l'égard des anciens prisonniers de guerre revenus de leur captivité fasciste dans leur patrie ».)*

## Le sort tragique et injuste des prisonniers de guerre

A la suite de la situation créée au début de la guerre sur toute une série de fronts, un nombre important de soldats soviétiques se sont assez souvent retrouvés dans la composition d'unités et de corps de troupes encerclés et, après avoir épuisé toutes les possibilités de résistance, ont été capturés contre leur volonté. Nombre d'entre eux se sont retrouvés prisonniers, blessés et commotionnés. (...) De nombreux guerriers soviétiques, au risque de leur vie, se sont évadés des camps hitlériens, ont continué à combattre l'ennemi dans des détachements de partisans, ou franchissaient la ligne de front pour retrouver leurs divisions.

Et pourtant, tant pendant la guerre qu'au lendemain, les anciens prisonniers furent victimes de très graves violations de la légalité soviétique, contraires aux principes léninistes et à la nature même du système soviétique. Ces violations se traduisirent par la création autour d'eux d'une atmosphère de défiance et de suspicion et l'application à leur rencontre de graves accusations criminelles sans fondement et la mise en œuvre massive de mesures répressives.

Pour fixer leur destin, on ne prit en compte ni les circonstances dans lesquelles ils avaient été faits prisonniers, ni le fait de leur évasion, ni leur participation à la lutte des partisans et le reste. Nos officiers, tombés en captivité, blessés, qui s'étaient conduits courageusement en captivité, étaient privés sans fondement de leur grade d'officier et étaient envoyés sans jugement dans des bataillons disciplinaires, avec des auteurs de crimes. (...)

Les violations les plus grossières des droits légaux des prisonniers se traduisirent par leur traduction immotivée en justice. Un nombre important de prisonniers, une fois revenus dans leur patrie, furent soumis à divers châtiments, de la déportation dans les peuplements

spéciaux jusqu'à la peine capitale. (...) Même des soldats, faits prisonniers contre leur volonté et qui, poussés par leur sentiment du devoir militaire, s'étaient ensuite évadés et étaient revenus dans leur patrie en manifestant souvent de l'héroïsme à cette occasion et en risquant leur vie, furent soumis à des répressions illégales.

*(Joukov cite ensuite des exemples d'officiers faits prisonniers puis réprimés malgré l'héroïsme dont ils avaient fait preuve, dénonce la défiance dont ils sont toujours victimes au*

*moment où il parle, exige la réhabilitation de toutes les victimes innocentes, la liquidation de l'atmosphère de défiance qui entoure les anciens prisonniers de guerre et conclut sur la nécessité « d'éliminer de façon décidée toutes les conséquences du culte de la personnalité ».)*

**(1) Cet intertitre figure dans le texte de Joukov.**

**A l'exception de ce dernier, tous les intertitres sont de la rédaction.**

## Кто отменит указ Сталина?

Такой вопрос сегодня снова задают российские немцы







# **“Tunisie et syndicalisme”**

**Par Farhat Hached, secrétaire général  
de l'Union générale des travailleurs tunisiens**

**Publié dans la revue  
*Confrontation internationale*  
(n° 3, septembre-octobre 1949)**



**Farhat Hached**

# “Tunisie et syndicalisme”

## Se libérer des servitudes imposées par les tenants de la finance

**L**e syndicalisme est un mouvement de masse qui tend vers l’émancipation du salariat. Il prend ses origines dans les luttes engagées par le monde ouvrier pour se libérer des servitudes imposées par les tenants de la finance qui ne voient dans la masse des salariés qu’un prolétariat à exploiter pour faire fructifier démesurément le capital.

Les luttes syndicales ont peu à peu pris de l’ampleur ; elles ont étendu leur champ d’action dans tous les domaines de la vie sociale et économique, et le capital a vu reculer peu à peu sa puissance et son autorité.

Avec l’activité syndicale, le capital n’est plus le maître absolu. Il doit reconnaître le droit des travailleurs à une réglementation rationnelle du travail.

Tour à tour, le régime du travail s’assouplissait, l’hygiène pénétrait sur les lieux de travail ; les accidents du travail faisaient l’objet d’une législation qui s’améliorait sans cesse, les salaires n’étaient plus fixés unilatéralement et arbitrairement par l’employeur, et les conditions de travail, d’embauchage et de licenciement, l’avancement, et même certaines conditions de gestion de l’entreprise faisaient l’objet de conventions ou de statuts.

Le mouvement syndical était lancé. Rien de ce qui touche de près ou de loin à la condition ouvrière ne lui était indifférent ; le présent et l’avenir le préoccupent également et il s’y intéresse

avec une égale ardeur. Les assurances sociales, la sécurité sociale, avec ce qu’elles comportent d’avantages pour les familles ouvrières, prennent rang dans les réalisations sociales et portent à un niveau assez haut le progrès social.

## Les coalitions capitalistes enserrent l’économie mondiale

Mais l’action syndicale ne s’est pas limitée au domaine social. Elle a senti tout le poids que faisait porter sur son activité et son développement les contingences économiques et les coalitions capitalistes qui enserrent l’économie mondiale et la règlent suivant leurs intérêts par-dessus l’intérêt des peuples.

Le mouvement syndical s’est donc attaqué résolument à ce domaine et est parvenu, au prix d’efforts soutenus et d’une lutte qu’il mène encore avec une ténacité qui ne s’est jamais démentie, à conquérir une place de choix dans le concert de la vie économique mondiale.

Vouloir se cantonner dans le social, c’était en effet se résigner à une lutte inégale, les conditions de vie des populations ouvrières étant fonction non seulement de l’importance du salaire et des avantages accessoires, mais également et surtout des conditions de répartition des richesses, de la production, des prix, du contrôle du ravitaillement en période de crise, etc.

Et c’est là que le mouvement syndical trouve son épanouissement et remplit convenablement son rôle.

Mais la lutte n’en est pas pour cela terminée, il s’en faut.

Trop d'égoïsme, trop d'esprits fermés à l'évolution sociale, trop d'intérêts sordides commandent une vigilance et une lutte de tous les instants.

Dans les pays où l'évolution sociale atteint un paroxysme, les organisations ouvrières montent une garde vigilante : la moindre défaillance amènerait rapidement un effondrement brutale des institutions mises en place au prix de patients efforts. La coalition capitaliste guette sans relâche le moment propice pour une contre-offensive en s'appuyant sur les éléments réactionnaires qui rêvent de stopper le progrès social et applaudissent à tout affaiblissement du mouvement syndical ouvrier.

## **Former la coalition du travail face à la coalition du capital**

C'est pourquoi le mouvement syndical a senti l'impérieux besoin de former la coalition du travail face à la coalition du capital, de coordonner ses efforts et d'unir son action par-dessus les frontières, en vue d'assurer les meilleures conditions du succès, dans tous les domaines.

Les organisations syndicales mondiales n'ont pas d'autre but, et c'est à l'échelle de l'action syndicale mondiale que sont étudiés les problèmes de l'immigration, des circuits économiques et de l'évolution progressive des diverses conceptions qui jalonnent la lutte pour le progrès social.

Mais c'est également à échelle de l'organisation syndicale mondiale que se pose le problème de la liberté de l'homme et des peuples, car, que serait l'action syndicale sans les garanties essentielles des libertés auxquelles aspirent tous les hommes de la terre, que seraient les réalisations sociales et économiques chez un peuple ne jouissant pas des bienfaits de la démocratie et que deviendrait le mouvement syndical dans un pays où n'existe aucune garantie des libertés individuelles et naturelles.

Nous ne savons que trop ce qu'a été le sort des travailleurs et des organisations

ouvrières dans les pays totalitaires, pour ne pas nous attacher à la défense de la démocratie et à la conquête des libertés sans lesquelles il n'est point de progrès possible.

Et c'est là que l'action syndicale touche au problème de la paix, car nul n'ignore maintenant que toutes les guerres qu'a subies jusqu'ici notre pauvre monde ont été pour la plupart causées par les manœuvres capitalistes et destinées à assurer l'hégémonie d'un clan sur tout ou partie de ce monde, pour la conquête des marchés, la suprématie économique, l'exploitation des richesses qui engendrent l'asservissement de l'homme.

Nous voici donc bien loin de ce syndicalisme qui avait peine à se faire entendre et qui partage maintenant la conduite des affaires internationales aux destinées desquelles il entend prendre une part de plus en plus grande.

Certes, ce développement prodigieux ne s'est pas réalisé tout seul. Il n'existe pas un pays au monde qui bénéficie actuellement de l'action bienfaisante du syndicalisme et qui n'ait connu ; sous une forme ou sous une autre, les remous sociaux qui ont pu revêtir, dans certains cas, la forme d'une véritable révolution.

## **Conquêtes chèrement acquises**

La liste est incalculable de ceux qui ont donné leur vie à cette évolution sociale, et les conquêtes réalisées par la classe ouvrière ont été chèrement acquises.

C'est pourquoi nous nous devons, nous qui bénéficions, ne serait-ce qu'indirectement ou imparfaitement, de ces réalisations, de les défendre jalousement et de poursuivre la lutte dans la voie tracée pour l'amélioration de notre sort. Un mouvement tel que le nôtre doit progresser continuellement, car, à défaut pour lui d'avancer, il se trouvera devancé, et il ne lui est pas toujours possible de rattraper le chemin perdu.

Le salariat tel que nous venons de le dépeindre prend, de nos jours, dans les pays moins évolués, la figure du véritable prolétariat qui, voilà plus d'un siècle, avait commencé à entrevoir les horizons

d'une ère de luttes pour la transformation radicale de sa condition.

Dans notre pays, où une législation sociale existe cependant, certains secteurs de l'activité offrent encore malheureusement le spectacle d'un prolétariat auquel il reste à parcourir tout le chemin réalisé depuis 1830 par les générations ouvrières d'autres pays.

Voyez nos ouvriers agricoles, contemplez nos masses campagnardes, penchez-vous un moment sur leurs conditions de travail et d'existence.

## **Ces régions où l'homme ne dispose d'aucune protection**

Et le capital, dans ces régions où l'homme ne dispose d'aucune protection, trouve, lui, le terrain propice pour se gonfler, se multiplier, se propager, toujours au détriment de l'homme qu'il asservit.

Et c'est là qu'apparaît, dans toute la grandeur de sa mission, le rôle du syndicalisme tunisien.

Nous avons à faire face ici à un capitalisme spécial, un capitalisme qui ajoute à l'exploitation des salariés, la jouissance de privilèges extraordinaires, qui mobilise à son profit toutes les richesses naturelles du pays.

Il n'est pas jusqu'aux administrations publiques de l'Etat qui ne considèrent une partie de leur petit personnel, régi par le statut de la fonction publique, comme un prolétariat administratif en raison de son appartenance à une nationalité définie.

Et c'est pourquoi le syndicalisme tunisien s'estvattaché à combattre à la fois l'égoïsme et colonialiste des entreprises capitalistes privées et l'esprit de prépondérance et racial qui règne en maître dans nos administrations dites tunisiennes ; d'où la formation de l'Union générale tunisienne du travail groupant ouvriers et fonctionnaires unis dans une même lutte et avec une même détermination dans la poursuite des buts que s'est assignés notre syndicalisme, et qui tendent vers l'élévation de notre niveau social au niveau des peuples libres ainsi qu'à la suppression de toutes les formes d'arbitraire par la destruction du mal à la racine.

Et d'abord, disons un mot sur ce que fut, dès l'origine, le syndicalisme tunisien.

## **M'Hamed Ali ben Moktar el Hammi**

M'Hamed Ali ben Moktar el Hammi, fondateur du mouvement syndical en Tunisie, créa les premiers syndicats en 1924, ou plus exactement, organisa le mouvement ouvrier qui donnait des signes d'activité, et réussit, au bout de deux ans d'une lutte âpre et souvent mouvementée, à fonder la Confédération générale des travailleurs tunisiens qu'il rêvait de faire adhérer directement à la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam.

La conception syndicaliste de M'Hamed Ali s'adaptait le plus exactement possible à la nature de notre pays, à ses activités et à ses ressources. Pays agricole et artisanal beaucoup plus qu'industriel, le mouvement syndical dont rêvait M'Hamed Ali devait s'appuyer essentiellement sur le système coopératif de production et de consommation.

Sans doute, si la réaction n'avait mis prématurément fin à une tâche aussi noble, aussi réaliste, aussi utile et aussi constructive, notre pays ne connaîtrait-il pas aujourd'hui les dures crises qui accablent nos populations à la misère et à la faim, et nos travailleurs à un chômage implacable.

## **La CGT et son leader Léon Jouhaux**

La CGT et son leader Léon Jouhaux n'ont jamais voulu comprendre, depuis cette époque, que la Tunisie devait et pouvait avoir son organisation syndicale à elle, c'est-à-dire que la classe ouvrière tunisienne était en droit de prétendre au libre exercice du mouvement syndical qui devait conduire le pays vers un progrès social adapté à des nécessités naturelles qu'il était insensé de vouloir méconnaître.

M'Hamed Ali fut expulsé en 1926. La CGT continuait sa besogne, bien qu'illégal aux yeux de la loi, puisque la

Tunisie ne connut la liberté de l'exercice du droit syndical qu'en vertu du décret du 16 novembre 1932.

Mais la CGT, bien qu'ignorant apparemment les différences de race, de nationalité ou de confession, n'abordait que timidement et en des circonstances particulières les questions de cet ordre.

La tutelle qu'elle continue d'exercer de nos jours sur les organisations des pays placés sous la domination politique et militaire de la France, en est une preuve évidente.

## **Entraver l'évolution des masses vers leur libération totale**

Concevoir la lutte syndicale sans en reconnaître les principes fondamentaux d'émancipation, c'est tout simplement essayer d'entraver l'évolution des masses vers leur libération totale.

L'hégémonie exercée politiquement sur les hommes ne doit pas être le prétexte d'une autre hégémonie, exercée sur les syndicats.

Les syndicalistes doivent partout avoir la notion de la lutte nationale dans l'action syndicale qu'ils mènent. Cette notion ne peut s'accommoder d'une dépendance qui, pour ne pas être une servitude, n'en est pas moins une forme de dépendance morale qui détruit chez les adhérents toute notion de dignité nationale et les amène à se confondre dans le combat national avec ceux qui mènent l'organisation centrale de laquelle ils relèvent.

## **Le syndicalisme tunisien combattu par les mêmes adversaires, colonialisme et CGT**

Le syndicalisme tunisien se réveillait cependant en 1936, pour être de nouveau combattu par les mêmes adversaires, colonialisme et CGT, et succomber le 9 avril 1938.

Mais il se réveilla de nouveau en novembre 1944 sous forme de syndicats autonomes, pour donner naissance, le 20 janvier 1946, au congrès constitutif réunissant ouvriers et fonctionnaires, à l'UGTT.

C'est que le fonctionnaire tunisien, de même que l'ouvrier tunisien, a senti le besoin de s'organiser pour la défense de ses intérêts négligés et bafoués tant par les administrations qui l'emploient, que par les syndicats de fonctionnaires eux-mêmes qui n'accordent à l'élément tunisien qu'une place de parent pauvre, à peine différente de celle que lui accorde l'Etat dans l'administration de son pays.

Quant aux agissements particuliers des chefs d'administrations à l'égard de l'élément autochtone, il vaut mieux ne pas en parler.

Ainsi donc, l'UGTT, continuateur du mouvement de M'Hamed Ali et de la CGT de 1924 et de 1936, englobant les organisations syndicales tunisiennes pour la défense des salariés de l'Etat et des employeurs privés, est venue remplir le rôle que remplit à travers le monde le syndicalisme révolutionnaire, en s'inspirant de l'exemple de ses aînés et en suivant les traces et les traditions du syndicalisme qui, en un siècle de labeur et de luttes, a transformé la condition du salariat et a relevé le niveau social des masses travailleuses partout où a pu se manifester son activité bienfaisante et émancipatrice.

## **Les remous auxquels a donné lieu notre existence**

Nous ne rappellerons que pour mémoire les remous auxquels a donné lieu notre existence et les transformations opérées dans la structure syndicale en Tunisie, lorsque la CGT décida de donner l'autonomie à son union départementale de Tunis, le mouvement scissionniste qui s'en est suivi, la création de l'USTT et de l'Union des syndicats fédérés qui se transforma en Cartel puis en CGT-FO, depuis que la CGT de France se scinda elle-même en deux.

Nous serions même tentés de dire que Léon Jouhaux, adversaire déclaré de

M'Hamed Ali et de son mouvement qui voulait se développer en dehors de la CGT, finit par suivre l'exemple de l'UGTT en quittant la CGT, et cela, 22 ans après l'exil de M'Hamed Ali.

Avec cette différence que Jouhaux ne peut invoquer la raison nationale qui justifie la constitution à l'échelle de chaque pays d'un mouvement syndical indépendant.

Nous voici donc à l'œuvre : une UGTT solidement enracinée veille sur les intérêts de la classe ouvrière tunisienne.

L'UGTT devait tout d'abord en effet se constituer une structure solide basée sur la décentralisation des organes de direction et s'inspirant des principes de la plus large démocratie.

Les syndicats, créés par branche d'industrie et par centre, sont groupés en unions locales ou régionales suivant la structure administrative du pays.

Les syndicats d'une même famille professionnelle, ayant leur siège dans les différentes localités de la Tunisie, sont groupés dans les fédérations d'industrie, de sorte que le syndicat se trouve appuyé localement sur l'union régionale de laquelle il relève et appartient en même temps à l'organisation professionnelle sur le plan national.

Unions locales, régionales et fédérations constituent la centrale syndicale — l'UGTT — qui englobe donc l'ensemble des syndicats fédérés et non fédérés.

## L'armature de l'UGTT

Dix fédérations, dix unions régionales et douze unions locales rassemblent ainsi les 360 syndicats qui constituent l'armature de l'UGTT.

De l'examen des circonstances et des conditions dans lesquelles s'est constituée l'UGTT, apparaissent nettement les buts vers lesquels tendra toute l'action de ce nouveau mouvement syndical tunisien.

Cette action se poursuivra sans relâche, méthodiquement, avec la double préoccupation du renforcement incessant du plan d'éducation sociale des masses travailleuses — avec comme corollaire la formation accélérée des cadres au contact des réalités et des enseignements de la lutte quotidienne — et de réalisa-

tions toujours plus vastes dans la voie du progrès social, par la défense active des intérêts des travailleurs dans tous les domaines.

Un champ d'activité immense s'offre à l'UGTT. Tout est à faire en effet dans un pays où les préoccupations d'ordre social n'ont jamais constitué pour le gouvernement un souci de quelque importance que ce soit.

L'action menée par l'UGTT sur le plan des réformes sociales devait porter en premier lieu sur la défense du standard de vie des travailleurs des campagnes et des villes. La refonte de la législation sociale existante s'imposait comme une nécessité inéluctable pour permettre l'instauration d'une meilleure politique en matière de salaires et des prix et la sauvegarde du pouvoir d'achat des salariés, la lutte contre le chômage, les maladies, les abus patronaux et les discriminations raciales, le respect des libertés syndicales et du droit de grève, le contrôle efficace du travail, la progression de la législation sociale, notamment par l'incorporation des nouveaux éléments de progrès que contient le régime de sécurité sociale, etc.

## Il faut lutter constamment pour arracher de maigres satisfactions

La chose sociale, telle que la conçoit le gouvernement tunisien, est loin de concorder avec les préoccupations de l'organisation syndicale et il faut lutter constamment pour arracher de maigres satisfactions sur le plan revendicatif.

La politique des privilèges domine toujours au sein des sphères dirigeantes, esclaves des intérêts égoïstes de la prépondérance.

Ce sont toujours les préoccupations des intérêts économiques des grosses compagnies capitalistes qui l'emportent sur les besoins vitaux des masses populaires.

L'UGTT se devait de mener le combat le plus acharné contre cette fausse conception de la prospérité et contre cette notion erronée de l'intérêt général.

Cette lutte, l'UGTT la mènera contre tous les ennemis de la classe ouvrière ; du dedans et du dehors, ne reculant devant aucun obstacle, certaine d'atteindre tôt ou tard les grands buts qu'elle s'est assignés.

Mais les adversaires de la cause ouvrière ne se trouvent pas toujours uniquement dans le camp du capitalisme.

D'autres adversaires, plus ou moins inconscients, constituent souvent, de par leur obstination bornée et leur esprit rétrograde, les pires ennemis du progrès syndical. Au risque de nous répéter, nous disons que la lutte syndicale deviendra en effet de plus en plus inséparable du combat national que mènent les peuples contre les tentatives d'asservissement économique et politique.

Partout, les syndicats libres prennent la tête de l'action libératrice et prennent en mains les destinées de leurs pays.

La classe ouvrière, là où elle est parvenue à vaincre le capitalisme, organise elle-même la vie économique et sociale de la nation.

Le progrès social connaît un épanouissement, que viendra concrétiser le bonheur de tout le peuple débarrassé de l'emprise capitaliste qui le pressurait.

## Les récentes grèves ont ébranlé les assises gouvernementales

Dans les pays qui subissent encore le régime capitaliste, les syndicats n'en portent pas moins des coups rudes à la puissance d'argent et aux coalitions des gros intérêts. Les récentes grèves qui ont ébranlé les assises gouvernementales en France, en Italie, en Angleterre, au Canada et aux USA en sont les témoignages vivants.

Restent les parties du monde soumises encore, non seulement au bon plaisir du capitalisme, mais aussi à la plus détestable domination colonialiste.

Là, la lutte syndicale revêt un tout autre caractère. Il s'agit de vaincre la puissance capitaliste, doublée d'une force brutale dont l'impérialisme se sert pour anéantir toute velléité de résistance populaire.

Il convient de rappeler que le devoir de tout syndicaliste dans le monde consiste à apporter une aide sincère et sans réserve aux travailleurs de ces pays où règnent l'injustice et la misère.

Ce devoir naturel n'a pas hélas ! toujours été accompli par les organisations nationales des pays qui exercent leur hégémonie sur les territoires colonisés ou occupés.

## Un danger certain

Le fait que les centrales « métropolitaines » veulent enrôler les travailleurs de ces pays directement dans leur propre organisation est un danger certain. Cela tue en eux toute idée nationale dans la lutte syndicale, qui se ramène pour eux à l'accomplissement d'une obligation sans aucune contrepartie morale. La satisfaction de quelques revendications d'ordre purement matériel achève de faire de ces travailleurs un troupeau d'inconscients, pour qui l'adhésion au mouvement syndical ne procure aucun des attraits de la vie militante au service d'une idée, surtout en présence de l'évolution de cette lutte dans le concert de la vie internationale et nationale que nous vivons après la Deuxième Guerre mondiale.

L'UGTT a donc un rôle éducatif dans ce domaine.

La persévérante action qu'elle n'a cessé de mener depuis sa constitution, jusqu'à son adhésion à la FSM, en tant que centrale nationale tunisienne, montre sa confiance dans la lutte. Sa dernière participation au deuxième congrès de la Fédération syndicale mondiale est la démonstration tangible du grand progrès réalisé dans le domaine syndical en Tunisie.

Sa foi dans l'avenir social de la classe ouvrière tunisienne est inaltérable.

Et si certaines grandes centrales européennes ne peuvent encore se défaire de l'esprit de tutelle qu'elles entendent vouloir toujours exercer sur les travailleurs des pays subissant la tutelle politique, il est temps pour elles de comprendre que l'hégémonie syndicale n'est pas compatible avec l'idéal syndicaliste lui-même.

Les organisations syndicales sont faites pour continuer l'œuvre des syndicalistes révolutionnaires.



## **Le combat libérateur de tous les salariés**

Tout syndicaliste doit être majeur au sein du mouvement syndical, national ou international. C'est à cette seule condition que le combat syndical devient le combat libérateur de tous les salariés, dans toutes les parties du monde.

Cette indépendance totale des organisations nationales n'exclut certes pas les relations fraternelles entre elles, la solidarité, l'entraide, puisqu'il s'agit d'établir le front des travailleurs contre leurs exploités.

C'est d'ailleurs le rôle de l'organisation syndicale internationale que de coordonner les efforts, d'orienter l'action, d'unifier les énergies, de stimuler les initiatives et de rassembler les forces des travailleurs contre les forces du capital.

Et la tâche de cette organisation mondiale sera d'autant plus aisée qu'elle groupera des hommes et des femmes libres, ayant la pleine conscience de leurs droits et de leurs devoirs, et exerçant les prérogatives d'une nation souveraine dans la voie du bonheur du peuple.

## **Mettre au premier plan la lutte efficace contre le colonialisme**

C'est la raison pour laquelle notre délégation au deuxième congrès de la FSM a essentiellement insisté sur la nécessité pour le mouvement syndical international de mettre au premier plan de ses préoccupations la lutte efficace contre le colonialisme, cause de tous les maux dont souffrent les peuples opprimés.

C'est pourquoi nous avons pleinement souscrit aux décisions de l'organisation syndicale mondiale de demander à l'Organisation des Nations unies son intervention rapide pour l'étude de la situation générale des peuples dépendants.

Cette étude qui sera faite sur plan politique, social, économique, culturel, professionnel, etc., ne manquera pas d'amener l'ONU à prendre les dispositions qui s'imposent pour mettre fin au régime colonialiste et barrer la route à l'impérialisme qui entend maintenir et

renforcer sa domination sur ces peuples.

Notre UGTT entend jouer pleinement son rôle dans cette action en définissant sa ligne de conduite sur ces bases qui sont les bases de toute œuvre de relèvement des peuples et de prospérité dans la paix et la liberté.

Ni les vaines tentatives ni les entreprises de démagogie ne la détourneront de son chemin.

L'UGTT a été constituée pour répondre à l'impérieux besoin de guider la classe ouvrière tunisienne dans la voie du salut.

Cette classe ouvrière, livrée à elle-même dans un régime d'arbitraire et de privilèges, a considérablement souffert, dans sa chair et dans sa dignité, des méfaits de l'exploitation éhontée à laquelle elle est soumise.

## **Conséquence d'une politique d'obscurantisme**

Ignorante dans son immense majorité, en conséquence d'une politique d'obscurantisme où l'analphabétisme est roi, elle est une proie facile dans une jungle où le plus faible n'a pas droit de cité.

L'UGTT est venue. Elle a rassemblé, elle a éduqué, elle a redonné confiance aux masses désemparées, elle a constitué une force agissante là où n'existaient que des éléments dispersés, sans défense et sans but.

## **La classe ouvrière tunisienne est maintenant une force organisée**

Moins de quatre ans d'existence ont permis à l'UGTT de faire un véritable miracle. La classe ouvrière tunisienne est maintenant une force organisée dont l'action pèse d'un poids souvent décisif dans la balance de la vie sociale et politique du pays.

Partie intégrante de l'immense puissance ouvrière mondiale, elle apporte effectivement sa contribution au progrès

social dans le monde, grâce à la maturité de son jugement, à la discipline de ses membres, au dévouement de ses militants, à la confiance illimitée dont elle jouit dans tous les milieux de l'opinion populaire tunisienne.

L'UGTT est la révélation d'après-guerre en Tunisie, premier pays d'Afrique et d'Orient qui peut s'enorgueillir de sa grande avance sur la voie du progrès social.

Grâce à l'UGTT, les travailleurs tunisiens se sont joints à la grande force des travailleurs du monde, lui apportant son appui et renforçant ainsi le progrès en marche.

En peu de temps, les travailleurs tunisiens sont devenus une véritable force organisée que ne possèdent pas encore, hélas !, les classes ouvrières des autres pays arabes par exemple.

La constitution d'un mouvement syndical identique au nôtre, sur le plan algérien et marocain, donnerait à la classe ouvrière nord-africaine une force accrue car elle renforcerait la lutte émancipatrice sur le double plan social et national.

Le mouvement syndical mondial, rassemblement de travailleurs libres, ne peut qu'aider à cette libération des travailleurs des pays coloniaux et dépendants, afin de mieux organiser le front de la liberté dans ces pays soumis aux formes d'exploitation les plus éhontées.

**Farhat Hached**

**(Les intertitres sont de la rédaction des *Cahiers du mouvement ouvrier*.)**

**La commémoration  
de la guerre de 14-18  
vue par François Hollande**



# La commémoration de la guerre de 14-18 vue par François Hollande

**L**e 7 novembre dernier, François Hollande a prononcé devant les députés et les sénateurs un discours destiné, selon lui, « à donner un sens » à la commémoration de la Première Guerre mondiale et de la libération de la France en 1945, commémoration qui, dit-il, est « d'une importance exceptionnelle pour notre pays, mais aussi pour l'Europe et le monde ». Il veut ainsi en définir la conception officielle. Son allocution est, du début à la fin un texte politique.

## 1. La promotion de l'Union européenne, "cette grande aventure humaine" !

D'emblée il enfonce le clou avec lyrisme : « Revenir sur les deux chaos du XX<sup>e</sup> siècle, sur ces deux épouvantables saignées, c'est rendre justice à l'Union européenne, à cette grande aventure humaine, à cette conquête inédite, qui a assuré la paix et la démocratie entre des pays qui s'étaient si atrocement déchirés, offrant là un exemple, une référence au monde entier. »

Un peu plus loin, il évoque la Seconde Guerre mondiale avec le même objectif : « Il fallut, hélas, un désastre encore plus ravageur, un déchaînement encore plus

terrifiant, dont la Shoah fut le paroxysme, pour que de cette épouvante sortent les Nations unies, la Charte internationale des droits de l'homme et l'Union européenne », dont il faut rappeler qu'elle est une machine à baisser le coût du travail (donc les salaires), à privatiser, à réduire brutalement les dépenses publiques donc à démanteler les services publics et la protection sociale, etc.

## 2. La défense de la France coloniale d'hier...

François Hollande s'exalte : « Comment ne pas saluer les 430 000 soldats venant de toutes les colonies, de l'Afrique à l'Asie du sud-est et quoi ont pris part à une guerre qui aurait pu ne pas être la leur. » Qui « aurait pu », la formule est d'une hypocrisie qui conforte l'hypocrisie du verbe « venant ». Ces soldats embrigadés sans qu'on leur ait demandé leur avis ou leur accord ne sont pas « venus ».

La puissance coloniale les a fait venir ou embarquer dans une guerre qui n'était pas la leur... puisqu'elle visait, entre autres, à défendre bec et ongles les empires coloniaux français et britannique, où ils étaient opprimés et exploités, contre les appétits germaniques

### 3. Promotion de l'union nationale d'hier...

Cette défense de la France coloniale est un symbole de l'union nationale exaltée par François Hollande du début à la fin de son discours placé sous le patronage du général de Gaulle, le père fondateur des institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République, qu'il cite trois fois. Sous ce parrainage, il réunit comme images d'une unité fabriquée par lui Jaurès, le capitaine Dreyfus, Clemenceau, Aristide Briand, Lionel Jospin et Nicolas Sarkozy, cités chacun une fois comme éléments d'un ensemble cohérent.

« *La Grande Guerre*, déclare-t-il, fut celle de l'unité nationale. En juillet 1914 s'opposaient, s'opposaient encore, s'opposaient toujours ceux qui voulaient à tout prix venger l'humiliation de Sedan à ceux qui, comme Jaurès, dénonçaient la funeste mécanique des alliances et les méfaits de l'impérialisme. Mais, reconnaissons-le comme un fait, lorsque la mobilisation générale fut proclamée, il n'y eut plus qu'un seul pays, une seule nation, une seule armée. »

Après avoir cité Péguy, en effaçant sa haine meurtrière pour le combat de Jaurès contre la guerre et pour Jaurès lui-même, Hollande évoque le capitaine Dreyfus alors engagé volontaire... et Apollinaire, ainsi arbitrairement réunis dans l'union nationale à la Hollande, avant de conclure : « *Dans ce combat-là il n'y avait qu'une France, celle qui défendait son intégrité et ses valeurs* », et l'empire colonial, le grand oublié de Hollande.

### 4. ... pour fonder l'union nationale d'aujourd'hui

Tel est en effet l'objectif essentiel de ce discours qui dessine, rappelons-le, les grandes lignes de la commémoration officielle. Hollande affirme ainsi : « *La grande guerre a encore beaucoup à apprendre à la France d'aujourd'hui (...)*.

*nécessité de faire bloc si nous voulons gagner les batailles qui aujourd'hui ne sont plus militaires, mais économiques.* » Et il condense son objectif en trois verbes : « *Réformer, réunir, réussir.* Voilà l'ordre de mobilisation que nous pouvons délivrer. »

« Réformer », on sait ce que cela veut dire : accroître les exonérations de cotisations sociales réclamées par les patrons, c'est-à-dire réduire comme peau de chagrin le salaire différé, disloquer voire détruire les acquis sociaux, démanteler la Sécurité sociale et le Code du travail.

« Réunir », c'est demander aux syndicats ouvriers de donner leur aval à cette politique en échange de prétendues « contreparties »... pour réussir à diminuer à toute force le coût du travail en France, comme cela a déjà été fait sous l'égide de l'Union européenne en Grèce, au Portugal, en Espagne.

### 5. Les enseignants

« mobilisés »

— donc embrigadés —  
au service  
de cette propagande

Cette formule n'est pas une exagération, c'est celle de François Hollande qui affirme à la fin de son discours : dans cette commémoration officielle, « *l'Education nationale jouera un grand rôle. Je sais que les enseignants, et pas simplement d'histoire, sont déjà mobilisés* ». Mobilisés dans le cadre de « l'ordre de mobilisation » qu'il a lancé juste avant dans la nouvelle union nationale qu'il préconise. Hollande prétend donc embrigader ces enseignants, toutes disciplines confondues, au service de la politique du gouvernement.

**Petits fragments  
d'histoire  
contemporaine**





## GUERRE AU MALI

# “Choix raisonné de la France” ou “faillite programmée” ?

(*Le Monde*)

**L**e *Monde*, on le sait, a approuvé, encouragé, stimulé l'intervention militaire française au Mali. Dans son numéro du 23 janvier 2013, le quotidien y consacrait une page entière. Jean-François Bayart, « directeur de recherche au CNRS, président du Fonds d'analyse des sociétés politiques », sous le titre : « *Mali : le choix raisonné de la France* », y multipliait les justifications.

« *François Hollande a pris la seule décision possible* », en énumérant toutes les raisons : « *Il a engrangé les fruits de l'intense travail diplomatique qu'il avait réalisé en amont depuis son élection en faisant adopter par les Nations unies les résolutions légitimant une opération au Mali, en préparant la constitution d'une force interafricaine d'intervention et sa formation par l'Union européenne, en sensibilisant l'administration d'Obama au risque régional (...). La France a obtenu le soutien de l'Union africaine (...), l'appui logistique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, l'approbation diplomatique plus ou moins chaleureuse de ses partenaires européens, de l'Afrique du Sud, de la Russie et de la Chine, l'envoi des premiers détachements ouest-*

*africains et, chose plus inouïe encore, le quitus de l'Algérie qui a ouvert son espace aérien aux avions français...* », etc.

En encadré en dessous de cet article lyrique figure un article non signé, sans doute du même auteur, intitulé : « *Chronique d'une faillite programmée* ». L'article commence par les lignes suivantes qu'il serait dommage de ne pas citer :

« *La France a une part de responsabilité directe dans l'effondrement de l'Etat malien. Elle a soutenu dès les années 1980 (1) des programmes d'ajustement structurel d'inspiration néolibérale qui ont détruit l'école et la santé publique et ainsi ouvert une voie royale aux institutions islamiques de substitution. Elle a endossé la libéralisation de la filière de coton voulue par la Banque mondiale qui a accéléré l'exode rural et l'émigration...* »

Bref, une véritable action civilisatrice poursuivie et parachevée par l'intervention militaire.

Marc Teulin

(1) C'est-à-dire dès les années Mitterrand (NDLR).

## KAZAKHSTAN

# Les amis parisiens du président Nazarbaev

(Un article de Natalie Nougayrède,  
*Le Monde*, 29 octobre 2010)

### “Le président Nazarbaev choyé à Paris”

“ **A**llié stratégique” de la France, le président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaev, était au centre des sollicitudes de l’Elysée, mercredi 27 octobre, alors que la France cherche à multiplier les contrats dans ce pays d’Asie centrale riche en ressources naturelles, notamment en réserves d’uranium auxquelles s’intéresse Areva, en difficulté au Niger. Après avoir été reçu par M. Sarkozy à la mi-journée, le dirigeant kazakh, au pouvoir depuis plus de vingt ans, a vu son régime autoritaire qualifié par Claude Guéant d’« *îlot de stabilité et de tolérance, dans une région stratégique* » lors d’un dîner organisé par une agence

de communication. Hélène Carrère d’Encausse, de l’Académie française, Christophe de Margerie, P-DG de total, et Etienne Mougeotte, le directeur du *Figaro*, ont chacun rendu un hommage appuyé au pouvoir kazakh, qui a assorti ce déplacement présidentiel d’une forte campagne de publicité. M. Nazarbaev a remercié la France pour les transferts de technologie qu’elle envisage, notamment dans l’enrichissement d’uranium, et pour avoir joué un rôle de premier plan dans le choix du Kazakhstan pour présider cette année l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui tiendra un sommet, en décembre, à Astana. »

# **Notes de lecture**



# **Le Prince rouge, les vies secrètes d'un archiduc de Habsbourg (1)**

## **Quand les archiducs veulent se fabriquer des royaumes...**

La dynastie des Habsbourg, qui dirigea l'empire austro-hongrois jusqu'à son effondrement en 1918, produisit une grande quantité d'archiducs en quête de places dès leur majorité. Les deux personnages principaux du livre de Timothy Snyder avaient décidé, l'un, Etienne, de devenir roi d'une Pologne réunifiée à partir d'un morceau polonais de la Galicie, l'autre d'un royaume d'Ukraine créé de toutes pièces à partir d'un autre lambeau de la même Galicie, les deux royaumes devant constituer deux provinces autonomes de l'empire des Habsbourg conçu comme une fédération de nations.

## **Une méthode qui remonte loin**

L'idée peut paraître étrange, mais tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle les dynasties européennes s'étaient partagé des États comme des parts de gâteau. Ainsi la malheureuse Grèce au lendemain de son indépendance en 1830 fut attribuée au prince Otto de Bavière, dit Othon, flanqué de 3 500 soldats bavarois, remplacé après sa fuite en 1860 par le deuxième fils de Christian IX de Danemark. Lorsque la Bulgarie devient, en 1879, une principauté autonome de l'empire turc, on en confie le trône au prince Alexandre de Battenberg, officier prussien, qui, chassé peu après par un coup d'État, abdique, se recase comme général-major dans l'armée autrichienne puis est remplacé comme roi de Bulgarie par Ferdinand de Saxe-Cobourg.

La Roumanie, formée en principauté après l'union de la Valachie et de la Moldavie en 1859, est offerte en février 1866 au prince de Hohenzollern-Sigmaringen, parent du roi de Prusse qui se fait couronner sous le titre de Carol I<sup>er</sup> avant d'adopter comme héritier son neveu Ferdinand de Hohenzollern-Sigmaringen. Lorsque les grandes puissances européennes décident, en 1913, de créer un État albanais, elles en offrent le trône au prince allemand Wilhelm von Wied, capitaine de l'armée prussienne.

La démarche de Guillaume de Habsbourg est donc dans la logique des machinations des cours européennes. Elle vise à maintenir et à élargir l'empire des Habsbourg en l'assouplissant pour lui permettre de contenir ou de rassembler en son sein les peuples les plus divers de l'Europe centrale, soulevés par une aspiration à l'émancipation nationale, en les maintenant sous une férule monarchique. Guillaume fait certes un effort supplémentaire par rapport à ses prédécesseurs. Il apprend l'ukrainien, se donne un nom ukrainien, Vasyl Vyshyvanyi ; lorsque l'empire s'effondre, il part dans le Sitch (le cœur de la région des cosaques) avec un détachement d'environ quatre mille Ukrainiens de Galicie.

## **Une nation née du théâtre ?**

Timothy Snyder commente ce mince événement en termes lyriques :

*« Sa légion fraternisait avec les paysans locaux et les orientait vers une*

(1) Timothy Snyder, traduit de l'anglais par Olivier Salvatori, Paris, Gallimard, 378 pages, 22,90 euros.

*identification politique avec l'Ukraine. La fraternisation prit différentes formes, dont certaines cryptées. Guillaume et ses hommes passaient beaucoup de temps à écrire et jouer des pièces qui étaient représentées dans de simples granges. »*

Ces divertissements théâtraux lui suffirent pour faire de Guillaume Habsbourg... le père de l'Ukraine. Il ajoute en effet :

*« L'Ukraine vit donc le jour dans une grange comme le christianisme. Même si Guillaume répandit l'idée d'une nation ukrainienne embrassant un peuple réparti des deux côtés de la vieille frontière russo-habsbourgeoise, il s'inscrivait dans une politique conçue pour mettre un terme à l'antique schisme chrétien »* (entre orthodoxes et catholiques, l'Ukraine étant la patrie de l'Eglise dite uniate, de rite orthodoxe, mais reconnaissant l'autorité du Vatican).

## Un dirigeant légendaire inconnu de tous ou presque

Emporté par l'enthousiasme, Timothy Snyder écrit même :

*« En dépit du catholicisme de Guillaume, les Ukrainiens le suivaient parce que qu'il incarnait le type de leadership révolutionnaire qu'ils désiraient. »*

Si Snyder cite quelques rares personnalités ukrainiennes liées à ce Guillaume (au premier chef, le métropolitain Sheptytsky), il ne signale aucun fait — en dehors des animations théâtrales ci-dessus mentionnées — permettant d'attribuer à Guillaume un quelconque leadership et de justifier *« l'attraction que celui-ci exerçait sur quiconque se montrait insatisfait de l'occupation »* par les Allemands, secondés par les Autrichiens. On a simplement le droit à des affirmations générales du genre :

*« Les Allemands n'étaient pas prêts pour un monarchisme de gauche, pour un Habsbourg qui promettait, au moins à petite échelle, ce que les bolcheviks disaient aussi offrir à un pays fatigué par la guerre et l'occupation : la terre, la paix et la libération nationale. »*

Rien de moins ! Lénine et Guillaume de Habsbourg même combat... ou presque.

Un détail confirme les doutes légitimes que suscite l'évocation par Snyder du rôle prétendument joué par Guillaume dans l'éveil du nationalisme ukrainien. Dans le récit qu'il donne des événements vécus par l'Ukraine de 1918 à 1921... il ne cite jamais le nom des deux principaux dirigeants nationalistes ukrainiens, Petlioura et Vinnitchenko. Makhno n'est cité que dans une simple note de bas de page.

Snyder écrit en revanche qu'en 1920, *« Guillaume restait une légende dans les campagnes ukrainiennes »*, une légende sans témoin valable. Or l'un des meilleurs historiens de l'Ukraine, Serhy Yekelchyk, cite une douzaine d'acteurs décisifs de l'histoire de l'Ukraine entre 1918 et 1921 dans le livre qu'il a publié sous ce titre : *Ukraine, Birth of a Modern Nation*. Vasyl Vyshyvanyi n'y figure pas.

## Des erreurs grossières

Les erreurs grossières que l'on peut relever ici et là ne peuvent conforter une confiance ébranlée dans le récit de Snyder. Il donne ainsi de la révolution de février 1917 une étrange image :

*« Au début de mars 1917, une révolte au sein de l'armée russe se répandit depuis le front jusqu'à des unités stationnées dans la capitale. »*

Or la révolution a commencé par une grève et une manifestation d'ouvrières du textile, grève vite devenue grève générale et que les unités stationnées dans la capitale ont refusé de mater... Un peu plus loin, il affirme qu'en juillet 1918, *« un bolchevik assassinait le commandant des forces armées allemandes en Ukraine »*. Or ledit commandant, Eichhorn, fut assassiné par le socialiste-révolutionnaire de gauche Donskoï, assisté par la socialiste-révolutionnaire de gauche Kachovskaïa.

## Un prince escroc

Une fois Guillaume parti d'Ukraine, le livre de Snyder — c'est-à-dire sa seconde

moitié — devient beaucoup plus intéressant parce que beaucoup plus vrai. Décidé à vivre princièrement, Guillaume « fonda un consortium ukrainien. Il vendit des actions en échange de la promesse d'un accès préférentiel au marché ukrainien. La vente des actions était destinée à financer l'armée qui libérerait le pays (...). Il savait parfaitement promettre n'importe quoi à n'importe qui. »

Bref, il devient un margoulin ou un escroc. Très dépensier bien sûr. Il fait un peu de trafic d'armes, fréquente les bordels parisiens, surtout, selon la police, « les maisons spéciales »... Pourtant, prétend Snyder, « la mission de sa vie, quand il n'était pas au bordel ou sur la plage, était de soustraire le peuple ukrainien souffrant à la domination bolchevique ».

En 1935, la justice française, peu sensible à cette « mission », mais alertée sur ses indécidités financières, le condamne à cinq ans de prison, après l'avoir tranquillement laissé partir en Autriche. Là, le prince dit le Rouge se rallie au Front patriotique fascisant, puis aux nazis après l'Anschluss. Il est plus ou moins déprimé, mais se remet vite ; Snyder précise : « Le nationalisme faisait partie de sa cure. Le reste étant la neige et le sexe », plus coûteux mais plus efficaces.

## L'amour foyer des nations ?

Snyder enrichit son récit de découvertes théoriques d'une valeur douteuse. Ainsi il affirme : « La nation est une question d'amour plus que de langue », et pour conforter cette profonde pensée, il ajoute, en évoquant les acteurs de la « révolution » orange de 2004 : « Quand ils réchauffaient l'air et les pavés en faisant l'amour (sic !), en deux langues, dans leurs tentes orange, ils agissaient sans l'ombre d'un doute dans l'esprit de Guillaume »... dont par ailleurs, malgré la chaleur apparemment brûlante de leurs ébats, ils ignoraient tout.

D'abord pro-nazi, Guillaume se rallie aux services secrets des Alliés lorsque la roue de l'histoire tourne. Au lendemain

de la guerre, resté imprudemment à Vienne, il adhère au Parti populaire catholique et poursuit ses activités d'agent de renseignements antisoviétique. Un jour d'août 1947, le contre-espionnage soviétique, le Smerch, l'enlève, l'interroge sévèrement, sans pouvoir manifestement en tirer grand-chose, et le jette dans une cellule où il meurt de tuberculose l'année suivante.

## Un Habsbourg député européen

*In fine*, Snyder évoque la figure d'Otto de Habsbourg, descendant direct de la famille impériale renversée en 1918, devenu membre du « parti conservateur allemand de Bavière » (la CSU, dont Snyder semble ignorer le vrai nom), député européen, grand partisan de l'Union européenne devant l'éternel, et dont il nous dit :

« A la fin de 2004, il déclara que la nouvelle Europe se déciderait à Kiev et à Lviv. (...) La "révolution orange" en elle-même était la revanche politique des Habsbourg. »

Ce qui ne l'empêche pas d'écrire plus loin, avec une cohérence politique douteuse : « La "révolution orange" fut le combat pour la défense de la démocratie le plus important dans l'Europe du début du XXI<sup>e</sup> siècle (...). Lui et les Habsbourg reviendront. En fait, avec le réveil de l'Ukraine, ils sont déjà là. (...) L'Ukraine est devenu le pivot de la politique européenne. »

Dans le fatras de fumisterie qui encombre le livre de Snyder, ces quelques lignes soulignent néanmoins à quel point l'Ukraine est un enjeu pour toutes les forces attachées à l'économie de marché, c'est-à-dire à la défense du capital et de ses banques.

Bien que l'on ne puisse évidemment pas prendre au sérieux l'image de « libérateur durant l'essentiel de sa vie » qu'il veut nous donner de Guillaume le Rouge, le livre de Snyder mérite d'être lu pour sa seconde partie pittoresque, mais sans trop d'illusions : Snyder n'est pas John Le Carré.

Jean-Jacques Marie

# La naissance d'un géant...

Anne Deffarges,  
*La social-démocratie sous Bismarck. Histoire d'un mouvement qui changea l'Allemagne*, 256 pages, L'Harmattan, Paris, 2013

Toute histoire de la social-démocratie allemande évoque bien entendu ses débuts aussi modestes qu'héroïques : la fondation du premier parti ouvrier, l'Allgemeine Deutsche Arbeiterverein (ADAV) par Ferdinand Lassalle en 1863, puis surtout celle du Sozialdemokratische Arbeiterpartei (SDAP) à Eisenach en 1869 par Wilhelm Liebknecht et August Bebel, l'opposition de ces deux derniers à la guerre de la Prusse contre la République française née de l'effondrement de l'Empire, leur défense acharnée de la Commune de Paris, l'unification en 1875 des deux partis pour fonder le SPD, les premiers succès de ce dernier, les décrets d'interdiction imposés par Bismarck en 1878 et qui soumettent le jeune parti à une répression permanente pendant les douze années pendant lesquels ils s'appliquent.

## Portion congrue

En règle générale cette vingtaine d'années — si l'on part de la fondation du parti d'Eisenach — est réduite à la portion congrue, comme si le SPD naissait véritablement en 1890 lors de l'envoi de Bismarck à la retraite, envoi qui préluait à une période de

développement quasiment exponentiel. Ainsi, Joseph Rovin, dans son *Histoire de la social-démocratie allemande* (jusqu'en 1976) y consacre trente-trois pages sur 480. Dans leur livre publié en allemand et en anglais sous ce même titre, Susanne Miller et Heinrich Potthoof y consacrent dix pages sur 233 (dans l'édition anglaise).

## Une période décisive

Anne Deffarges consacre la totalité de son livre *La social-démocratie sous Bismarck* à cette période décisive dans la formation du parti ouvrier allemand. Ces années sont en effet décisives. Au moins pour deux raisons.

D'abord l'interdiction du SPD est promulguée alors que l'industrialisation effrénée de l'Allemagne entraîne une croissance fantastique en nombre d'une classe ouvrière entassée dans des usines modernes de milliers, voire de dizaines de milliers de prolétaires, et dans des villes qui explosent littéralement, et pulvérise les traditions patriarcales héritées du passé féodal. Ainsi, la grande usine sidérurgique Krupp, dans la Ruhr, compte 20 000 salariés en 1887. Or cette croissance, les conditions de travail et de vie extrêmement dures de ce jeune prolétariat extrêmement concentré et l'écho provoqué par la Commune de Paris développèrent une grande combativité en son sein.



## “Le combat dont Paris est l'avant-poste sera mené dans l'Europe entière”

Bebel l'annonce en déclarant devant le Reichstag médusé et — pour le moment — plutôt hilare, car ses députés libéraux ou réactionnaires ne croyaient pas encore à la menace du prolétariat : « *Messieurs... soyez certains que le prolétariat européen et tous ceux qui ont encore le sentiment de la liberté et de l'indépendance au fond du cœur, regardent vers Paris. Si Paris devait succomber, je me porte garant que le combat dont Paris est l'avant-poste sera mené dans l'Europe tout entière et qu'avant quelques décennies le cri de guerre du prolétariat parisien “Guerre aux palais, paix aux chaumières, mort à la misère et à l'oisif” sera devenu le mot d'ordre de l'ensemble du prolétariat européen.* »

Ainsi, pendant l'été 1871, une vague de grèves, provoquée par la hausse brutale du coût de la vie et la pénurie de logements déferle sur l'Allemagne et débouche l'année suivante sur des heurts violents entre manifestants et la police. Anne Deffarges voit dans cette mobilisation, entre autres, un écho de la Commune de Paris « *dont le mouvement ouvrier français était sorti décimé* » mais qui « *donna un formidable élan à d'autres, dont en premier lieu la classe ouvrière allemande* »... avant de déboucher sur l'interdiction du SPD qu'Anne Deffarges relie directement à « *l'impardonnable prise de position de 1870-1871* » : le refus de Bebel et Liebknecht de voter l'emprunt pour la guerre, puis leur défense de la Commune de Paris et l'organisation de manifestations de soutien à cette dernière dans plusieurs villes allemandes (Hambourg, Brême, Hanovre, Dresde, Leipzig, Chemnitz), toutes prises de position qui leur valut une condamnation à dix-huit mois de forteresse.

## “Un traumatisme aggravé”

La prise de position ferme des dirigeants de la jeune social-démocratie

allemande coïncide avec l'unification allemande. Bref, « *au moment où la plus grande partie de la bourgeoisie et le pouvoir enterraient la hache de guerre pour construire enfin un Etat national, la question sociale revenait sur le devant de la scène avec fracas — sous la forme d'une insurrection* » (la Commune de Paris). *Pour un Bismarck qui depuis 1848 avait la phobie des révolutions, cet événement extraordinaire au cours duquel le petit peuple prit le pouvoir dans la capitale millénaire et le garda pendant soixante-douze jours était en soi un traumatisme aggravé du fait que les dirigeants sociaux-démocrates allemands saluèrent cette calamité avec enthousiasme, comme s'ils se préparaient à faire subir le même sort à Berlin.* »

Bismarck devait faire payer cette insolence menaçante aux sociaux-démocrates dont il fit interdire le parti et l'activité publique déclarée en 1878, par une loi renouvelée jusqu'en 1890.

## “Du berceau jusqu'au cercueil”

Ensuite, pour échapper à l'interdiction et à l'envoi en prison de tous ceux qui pouvaient être accusés de poursuivre l'activité du parti interdit, les militants sociaux-démocrates, après un bref moment d'abattement, reconstituent et développent les liens avec ce prolétariat allemand en pleine croissance en multipliant les associations et activités culturelles les plus diverses (clubs de gymnastique, groupes sportifs, chorales, bibliothèques, clubs de danse, conférences scientifiques ou littéraires, etc.) d'apparence innocente. Dans ces activités visant, selon une formule célèbre, à organiser toute la vie sociale « *du berceau jusqu'au cercueil* » et à développer le niveau de connaissances et de conscience d'un prolétariat souvent avide de culture, les sociaux-démocrates rassemblent ainsi peu à peu des dizaines de milliers d'ouvriers dans ces associations dont les activités orientées ne servent pas seulement de couverture. Certains historiens y voient l'essentiel voire l'essence même de l'activité de la social-démocratie allemande.

## Contourner l'arsenal des lois répressives

Anne Deffarges y voit d'abord un moyen de contourner l'arsenal des lois répressives. « *Si pour comprendre la social-démocratie il faut prendre la mesure du considérable travail d'éducation populaire qu'elle réalisa jusqu'à toucher des centaines de milliers de personnes, s'il est utile de connaître les raisons circonstanciées et celles plus profondes qui ont présidé à ses choix* », elle souligne que « *l'opposition entre culture et politique est essentiellement une reconstruction contemporaine et si les socialistes ne pouvaient concevoir la politique sans culture, la culture sans politique était pour eux absolument dénuée de sens* », d'autant qu'ils n'ont jamais cru possible ou souhaitable d'échafauder une quelconque « culture prolétarienne ».

Wilhelm Liebknecht a été très clair sur ce point. En 1898 il soulignait la différence entre la situation du prolétariat en Allemagne (et ailleurs) et celle de la bourgeoisie française à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle « *lorsqu'elle commença son œuvre émancipatrice [et qu']elle était la détentrice du savoir, de la science et de l'art, alors que l'esclavage économique exclut le prolétariat du temple de la science et de l'art* ». Les sociaux-démocrates veulent alors aider la classe ouvrière, ou au moins ses meilleurs éléments, à accéder à la culture existante et ne prétendent nullement tenter d'en créer une autre, prétendument prolétarienne.

### “La même tradition d'opposition”

Anne Deffarges consacre une bonne cinquantaine de pages à la conception que les sociaux-démocrates avaient alors de l'activité culturelle et aux rapports entre leur parti et les écrivains naturalistes qui, à la façon de Zola, veulent donner une description réelle de l'existence de toutes les couches de la société, et d'abord des plus misérables. « *Naturalistes et sociaux-démocrates*, écrit-elle, *posaient tous le problème de la “ques-*

*tion sociale”*. Les naturalistes montraient dans leurs écrits un intérêt constant pour les phénomènes de société : la place de la femme, la question religieuse, la situation de la classe laborieuse, la vie dans les grands centres urbains. La social-démocratie répondait à ces questions par des postulats politiques tels que la socialisation des moyens de production, les naturalistes tentaient de mettre en œuvre d'autres manières de vivre les rapports humains (comme dans les colonies d'artistes). Si les réponses n'étaient pas les mêmes, le mouvement politique et celui à prédominance littéraire voyaient tous deux dans les travailleurs une classe sociale nouvelle et originale : les premiers cherchaient à la gagner, les autres souhaitaient en faire leur public. »

S'il n'y a donc pas identité, il y a une complémentarité partielle, d'autant que, souligne-t-elle, les deux mouvements « *se réclamaient en outre, pour partie du moins, du même héritage* », celui de la révolution avortée de 1848, et donc « *se plaçaient dans la même tradition d'opposition* ».

Mais les sociaux-démocrates n'en déduisent nullement l'idée d'une littérature du parti ou au service du parti, conception héritée de l'Eglise catholique et à laquelle le stalinisme donnera sa forme politiquement la plus achevée et la plus hideuse.

### La révolution imminente ?

Lorsqu'en 1890 le Reichstag rejette la prolongation des lois antisocialistes, les candidats du SPD recueillaient alors près de un million et demi de voix.

Anne Deffarges, dont le livre éclaire avec beaucoup de précision et de justesse ces années de formation de la nation allemande et d'apprentissage du mouvement ouvrier, souligne à juste titre : « *L'histoire officielle a complètement oublié qu'en 1890 avec l'échec de la loi antisocialiste, la radicalisation ouvrière et la chute de Bismarck, la révolution sociale était dans tous les esprits en Allemagne. Redoutée ou souhaitée, la révolution remplissait des colonnes et des*

*pages dans les journaux et occupait l'esprit des hommes politiques, de savants, d'artistes ainsi que d'une grande partie de l'opinion. »*

Mais la montagne accoucha d'une souris. Peut-on imputer cet échec à la reprise de l'activité économique mondiale après la crise gravissime de 1873, comme le fait Anne Deffarges ? Les causes sont sans doute plus profondes.

Cet échec n'empêcha pas le SPD de continuer à croître et à devenir le parti central, le plus puissant et le véritable modèle de toute la Deuxième Internationale — même pour Lénine — avant de sombrer en se ralliant à la guerre, à la monarchie, à son empereur, à son état-major et à l'union sacrée avec eux en août 1914.

Jean-Jacques Marie

## Extraits de l'ouvrage d'Anne Deffarges, *La Social-démocratie sous Bismarck*

### Les socialistes allemands et la République de 1870

Après la chute de la France bonapartiste, dès le lendemain de la proclamation de la République, tandis que le pouvoir réfléchissait aux moyens de justifier la poursuite de la guerre, les sociaux-démocrates faisaient paraître un *Manifeste aux ouvriers allemands* qui évoquait les « frères français », disait l'enthousiasme républicain des socialistes, exigeait la paix immédiate, s'élevait contre tout projet éventuel d'annexion de l'Alsace-Lorraine et se terminait par ces mots : « En Allemagne aussi, un jour retentira ce cri de joie : Vive la République ! » (« *Es lebe die Republik !* »). Des manifestations vinrent les appuyer, particulièrement dans les régions industrielles de Saxe et de Rhénanie et dans les plus grandes villes (1). Les socialistes se montraient là très peu préoccupés de solidarité nationale. On était le 5 septembre 1870, et ce Manifeste fut interprété comme preuve de l'« aide active apportée à l'ennemi de la nation ». Dès le 9 septembre, plusieurs dirigeants socialistes étaient arrêtés, conduits enchaînés à travers la ville puis condamnés à plusieurs mois de prison.

### « Traîtres à la patrie »

Deux mois plus tard, en novembre, Bebel et Liebknecht passaient de l'absentéisme au refus de voter au Reichstag les crédits nécessaires à la continuation de la guerre. Cette attitude leur valut, pour les décennies à venir, des invectives. Ils furent traités de « traîtres à la patrie », de « sans-patrie » ou encore d'« agents de la France » (2). Après l'annexion de l'Alsace-Moselle et malgré la terreur policière, d'imposantes manifestations de protestation eurent lieu. Les socialistes continuaient à s'opposer fermement à l'annexion, qui ferait entrer les deux pays dans un cycle de guerres de revanche et « parce qu'on n'a pas le droit de disposer des gens comme s'ils étaient des objets » (3). Les poursuites ne se firent pas attendre.

A peine libérés, les principaux responsables, dont August Bebel, Wilhelm

(1) « Eine Bewegung mit bis dahin unbekanntem Ausmaß erfaßte das ganze Land. » (« Un mouvement d'une ampleur jusqu'alors inconnue saisit tout le pays. ») Et : « Ihre Zentren waren das sächsische und das rheinisch-westfälische Industriegebiet und solche bedeutenden Städte wie Hamburg, Berlin und Breslau. » In : J. Seidel, op. cit., p. 19.

(2) Tandis que les socialistes du POF, tel Paul Lafargue, étaient accusés d'être inféodés à l'Allemagne si ce n'est payés par elle...

(3) Pierre-Paul Sagave, *1871 Berlin-Paris (Capitale du Reich et capitale du monde)*, p. 38-39. Et cf. Gerhard A. Ritter, Klaus Tenfelde, *Arbeiter im deutschen Kaiserreich : 1871 bis 1914*, Bonn : Dietz, 1992, p. 95.

Liebknicht et Adolf Hepner, directeur du *Volksstaat*, étaient à nouveau arrêtés mi-décembre sur instruction du ministre de l'Intérieur prussien von Eulenburg, bien qu'il y eût peu d'éléments à charge : accusés de « préparatifs de haute trahison », ils passèrent à nouveau plusieurs mois derrière les barreaux en détention préventive. Ils se trouvaient en prison pendant que les festivités pour l'unité battaient leur plein. C'est de derrière les barreaux également que Bebel fut élu au nouveau Reichstag en mars 1871, contre le libéral bien connu Hermann Schulze-Delitzsch.

## **Le Manifeste communiste, pièce à conviction**

Un grand nombre d'autres membres du parti furent condamnés à diverses peines d'emprisonnement. Jugés en mars 1872 par la Cour suprême, Bebel et Liebknicht furent finalement condamnés pour haute trahison à dix-huit mois de forteresse. Le procès fit une grosse impression en Allemagne. L'accusation n'avait pas de faits concrets à charge, et pour prouver leur culpabilité elle fit lire au tribunal, pendant plusieurs jours, de longs extraits d'ouvrages socialistes, dont le *Manifeste communiste* ! L'accusation elle-même transformait ainsi le procès en plate-forme d'agitation, et les accusés s'en servirent pour porter leurs convictions socialistes et internationalistes au-dehors du tribunal. Le retentissement fut énorme.

Le procès se conclut par le Jugement de Leipzig, sévère si on considère que ces hommes n'avaient fait que prononcer des discours — mais ils l'avaient fait dans le contexte de la guerre et de la Commune. D'ailleurs, cette condamnation ne paraissait pas suffisante au pouvoir, qui fit recondamner Bebel dès juillet 1872, cette fois pour crime de lèse-majesté, à neuf mois de prison qu'il effectua à la maison d'arrêt de Zwickau.

Il était privé de son mandat de député, mais l'arrêt des tribunaux fut cassé et — ce fut un camouflet pour ses accusateurs — les électeurs réélurent Bebel détenu avec une majorité plus imposante en-

core. Il fut alors traîné devant les tribunaux pour crime de société secrète et de complots contre la sûreté de l'Etat, mais l'accusation paraissait tellement fantaisiste que cette fois même les tribunaux de l'Empire ne le condamnèrent pas.

## **“L'ennemi d'hier peut être le sauveur de demain”**

La guerre puis la Commune : les deux événements étaient naturellement liés dans la conscience des contemporains. Des deux côtés du Rhin, couches dirigeantes et intelligentsia dénoncèrent le soulèvement du peuple parisien. Selon Claude Digeon :

« Taine n'avait pas été passionnément anti-allemand, il fut violemment anti-Communard. [Taine : ] « Il me semble que je vis parmi des fous et que le gendarme prussien est en route avec sa trique pour les mettre à la raison. » [Commentaire de Digeon : ] *L'ennemi d'hier peut être le sauveur de demain !* » (4).

Effectivement, « l'ennemi d'hier » vint à la rescousse du belligérant de la veille pour l'aider à réprimer un soulèvement... Ernest Renan écrivait en 1871 :

« Si la Prusse réussit à échapper à la démocratie socialiste, il est possible qu'elle fournisse pendant une ou deux générations une protection à la liberté et à la propriété. Sans nul doute, les classes menacées par le socialisme feraient taire leurs antipathies patriotiques le jour où elles ne pourraient plus tenir tête au flot montant, et où quelque Etat fort prendrait pour mission de maintenir l'ordre social européen.

D'un autre côté, l'Allemagne trouverait dans l'accomplissement d'une telle œuvre (...) des emplois si avantageux de son activité, que le socialisme serait chez elle écarté pour longtemps » (5).

On le voit, dans la pensée de Renan la question sociale prédomine nettement sur la question nationale. Du reste, la dernière

(4) C. Digeon, *op. cit.*, p. 222. (Hippolyte Taine était un philosophe et historien français.)

(5) Ernest Renan, « *La crise de 1871* », *Histoire et paroles*, Laffont, 1984, p. 638. (E. Renan était un écrivain, philologue, philosophe et historien français.)

partie de son hypothèse fut loin de se réaliser. Au contraire, tandis qu'avec l'écrasement de l'insurrection le mouvement socialiste était décimé en France pour des années, la Commune donna un essor inconnu au socialisme allemand.

## Saluts fraternels aux communards

Dès les premiers jours du soulèvement, les manifestations de solidarité furent massives dans nombre de villes allemandes, au cours desquelles les travailleurs réunis envoyaient leurs « saluts fraternels » aux Communards et acclamaient des résolutions d'entière solidarité avec eux.

De tels rassemblements, dont on ignore tout aujourd'hui dans les deux pays, eurent lieu à Hambourg, Brême, Hanovre, Dresde, Leipzig... Jutta Seidel (6) parle d'un rassemblement à Chemnitz ayant réuni 18 000 à 20 000 personnes, de quatre rassemblements successifs à Leipzig de près de 9 000 participants. Cela éveilla des espoirs qui ont donné un essor considérable au mouvement ouvrier allemand, sous le signe de la Commune (7).

D'autres rassemblements eurent lieu à répétition dans les semaines suivantes et jusqu'au mois de juin (8).

A Berlin, une manifestation populaire salua, selon les termes du *Sozialdemokrat* du 29 mars 1871, « la révolution sociale réalisée à Paris et dans les grandes villes de France ».

Pour Pierre-Paul Sagave, « plus d'un siècle après les faits, il est nécessaire de rappeler ces sympathies berlinoises à l'égard de la Commune : elles ont en effet été passées sous silence dans l'historiographie allemande, et notamment dans les manuels scolaires » (9).

Des déclarations de protestation contre l'aide apportée par Bismarck à la répression versaillaise y étaient lues, des résolutions acclamées, comme celle qui se concluait par : « *Travailleurs français, c'est vous à nouveau qui œuvrez en tant qu'avant-garde pour l'émancipation des peuples* » (10).

Au nouveau Reichstag, les discours des députés Bebel et Liebknecht firent sensation ; au milieu d'un parlement qui voyait majoritairement dans les Communards une horde de criminels et d'incendiaires, ils se déclaraient partisans de la Commune, et le 25 mai 1871 Bebel concluait un discours par les mots suivants :

« *Messieurs, ... soyez certains que le prolétariat européen, et tous ceux qui ont encore le sentiment de la liberté et de l'indépendance au fond du cœur, regardent vers Paris. Si Paris devait succomber, je me porte garant que le combat dont Paris est l'avant-poste sera mené dans l'Europe tout entière, et qu'avant quelques décennies le cri de guerre du prolétariat parisien : "Guerre aux palais, paix aux chaumières, mort à la misère et à l'oisif", sera devenu le mot d'ordre de l'ensemble du prolétariat européen* » (11).

Cette attitude du parti social-démocrate, si elle coûta de lourds sacrifices à ses militants traînés devant les tribunaux pour haute trahison, lui gagna bien des sympathies, en Allemagne et à l'étranger. Franz Mehring, qui a tendance à mettre en avant les points communs entre lassaliens et eisenachiens, écrit :

« *Dans toute l'Allemagne, ce ne fut qu'un grand cri de joie. Ni les lassaliens ni les eisenachiens n'hésitèrent,*

(6) Jutta Seidel, *op. cit.*, p. 20.

(7) P.-P. Sagave, *op. cit.*, p. 98.

(8) Ainsi J. Seidel cite des manifestations par exemple à Hanovre, Altona, à Hambourg, à Leipzig et Dresde, dans le Brandebourg, à Mayence et Frankenberg, Cologne, Barmen, Breslau ou Fürth.

(9) P.-P. Sagave, *op. cit.*, p. 98.

(10) Mais la liste est longue des villes où se déroulèrent de telles manifestations de soutien en faveur de la Commune, puisque Jacques-Pierre Gougeon cite, lui, Berlin, et parmi d'autres les villes de Essen, Dresde, Dortmund, Leipzig. J.-P. Gougeon, *La Social-démocratie allemande, 1830-1996*, p. 98-99.

(11) Discours de Bebel du 25 mai 1871. In August BEBEL, *Ausgewählte Reden und Schriften*. Horst Barthel (éd.), Band 1, Dietz, Berlin 1978, p. 674. Engels écrivait à ce sujet à Liebknecht le 22 juin 1871 : « Bebel hat sich auch ganz ausgezeichnet vertreten, seine Rede über die Kommune ist durch die ganze englische Presse gegangen und hat grossen Eindruck hier gemacht. » (« Bebel aussi s'est comporté de manière tout à fait admirable, son discours au sujet de la Commune a été repris par toute la presse britannique et a fait ici grande impression »).

même un instant seulement » (12). Les rassemblements de masse contribuèrent à rapprocher militants du SPD et de l'ADAV, et suite aux démonstrations de solidarité envers la Commune, plusieurs associations culturelles ouvrières les rejoignirent.

## Le mandat de Bebel

Cependant, une fois la Commune vaincue, le chancelier Bismarck allait passer à l'offensive à l'intérieur de l'Allemagne, pour tenter d'y prévenir semblables désagrèments. Sentant venir le danger, la rédaction du *Volksstaat* avait fait paraître le commentaire suivant aux discours de Bebel, essayant par là de couvrir son auteur :

« Par la présente, nous déclarons formellement au nom du parti ouvrier social-démocrate : Bebel n'avait pas seulement le droit, il avait le devoir de parler au Reichstag en faveur de la Commune. S'il avait omis de le faire, il aurait mal représenté le parti social-démocrate. S'il avait parlé en sens contraire, il ne serait pas resté membre du parti plus longtemps. En ce qui concerne le "mandat", celui de Bebel était double : le mandat de ses électeurs, qui l'ont envoyé à Berlin pour qu'il parle comme il a parlé, et le mandat de la social-démocratie allemande, qui se sent solidaire de la Commune et a exigé de son représentant au Reichstag qu'il donne une expression publique à ce sentiment » (13).

Bien sûr, cela n'évita pas un jour de prison à Bebel, mais qu'importe, il est des occasions où l'on s'exprime pour rester digne. De toute manière les fondateurs de la social-démocratie n'étaient pas hommes à se laisser abattre facilement.

Lorsqu'en 1872, Bebel et Liebknecht partirent purger leur peine, Bracke écrivait à son camarade et ami Bebel :

« N'étaient vos familles, je serais presque triomphant face à la candeur de nos ennemis ! Toi par exemple, tu vas te reposer physiquement et beaucoup apprendre. Tu seras alors un type sacrément dangereux. Et finalement même ta chère et tendre sera satisfaite, malgré les difficultés de votre séparation, si de

cette manière tu fais une cure qui te fortifiera pour toute ta vie » (14).

## L'Allemagne, centre de gravité du mouvement ouvrier européen

Mehring non plus ne s'émeut guère, pour qui cette détention fut « une propagande hautement efficace pour notre politique et nos objectifs » (15). La plupart des rédacteurs sociaux-démocrates, rendus responsables du contenu de leurs journaux, écopèrent de peines de prison. Beaucoup mirent à profit ces mois de calme forcé pour étudier bien davantage qu'ils n'en avaient le loisir habituellement. Bebel lut les grands classiques de la littérature. Pour lui, l'occasion était

(12) Franz Mehring, *Gesammelte Schriften*, Berlin : Dietz, t. 5, Zur deutschen Geschichte, 1910-1911, p. 189.

« In Deutschland war es ein heller Jubelruf. Weder die Lassalleaner noch die Eisenacher zögerten auch nur einen Augenblick. » Le parti social-démocrate (Eisenchien) envoya une adresse aux Communards dans laquelle il célébrait la proclamation de « la République sociale-démocrate » comme la première étape de « l'émancipation du prolétariat du pouvoir du capital ». (*Journal Der Sozialdemokrat* du 31/3/1871).

(13) « Wir erklären hiermit formell im Namen der Sozialdemokratischen Arbeiterpartei : Nicht allein das Recht, sondern die Pflicht hatte Bebel, im Reichstag für die Kommune zu sprechen. Hätte er es verabsäumt, so würde er die Sozialdemokratische Partei schlecht vertreten haben ; hätte er im entgegengesetzten Sinne gesprochen, so wäre er nicht länger Mitglied der Sozialdemokratischen Partei. Was endlich das "Mandat" angeht, so hatte Bebel ein doppeltes : das Mandat seiner Wähler, die ihn nach Berlin geschickt haben, damit er so rede, wie er geredet hat, und das Mandat der deutschen Sozialdemokratie, die sich mit der Pariser Kommune solidarisch fühlt und von ihrem Vertreter im Reichstag forderte, dass er diesem Gefühl Ausdruck gab. » *Der Volksstaat*, 07/06/1871. Reproduit dans A. Bebel, *Ausgewählte Reden und Schriften*. t. 6, p. 702 (Note N° 263).

(14) « Wenn Eure Familien nicht wären, könnte ich fast triumphieren über die Einfalt unserer Feinde ! Du z.B. wirst dich körperlich erholen und viel lernen ; dann bist du ein verdammt gefährlicher Kerl, und schliesslich wird deine liebe Frau auch, trotz des harten Loses der Trennung, zufrieden sein, wenn du auf diese Weise eine Kurzeit durchmachst, die dich wieder kräftigt fürs ganze Leben. » A. Bebel, t. 6, *Aus meinem Leben*, p. 367.

(15) « eine höchst wirksame Propaganda für unsere Politik und Ziele ! » F. Mehring, *op. cit.*, p. 388.

unique surtout de se familiariser avec l'économie politique et l'histoire ; il s'agissait là, en réalité, de sa première réflexion approfondie concernant des idées dont il apparaissait pourtant déjà comme un des principaux représentants (16).

En 1874, lui qui depuis plusieurs années était unanimement considéré comme un brillant orateur mit à profit un séjour à la prison de Hubertusburg pour commencer à s'approprier les écrits de Marx.

Le pouvoir incarné par Bismarck devait s'aliéner certaine sympathie par ses méthodes brutales. Quant à la jeune social-démocratie, son attitude lors de « l'année terrible » devint un symbole au sein du mouvement ouvrier international. Ces hommes avaient su maintenir leurs convictions dans des circonstances exceptionnelles, ils avaient défendu leur internationalisme y compris en temps de guerre et de révolution. La Commune eut sur le mouvement ouvrier allemand des conséquences importantes ; à l'échelle des deux organisations, car l'ampleur des manifestations et les proclamations communes contribuèrent à rapprocher l'une de l'autre les deux or-

ganisations, ADAV et SPD. Surtout, quelques semaines après la Commune, les ouvriers berlinois réagirent à la diminution de leur pouvoir d'achat par une vague de grèves d'une ampleur sans précédent.

Cordonniers, couturiers, constructeurs de machines et beaucoup d'autres cessèrent le travail à l'été 1871 (17). En réalité, chacun allait bientôt pouvoir le constater, le centre de gravité du mouvement ouvrier européen s'était déplacé d'un seul coup vers l'Allemagne.

**Extraits de l'ouvrage d'Anne Def-farges, *La Social-démocratie sous Bismarck*, L'Harmattan, pages 46 à 53. Les notes sont de l'auteur.**

**Les intertitres sont de la rédaction des *Cahiers du mouvement ouvrier*.**

---

(16) Il était député, et fut plutôt satisfait de ne pas être libéré de prison le temps des sessions parlementaires, car cela aurait rallongé d'autant la durée de détention.

# Un homme providentiel ?

**Jean Lopez, Lasha Otkhmezuri, Joukov, l'homme qui a vaincu Hitler, Paris, Perrin, 2013, 712 pages, 28 euros.**

**L**es auteurs ouvrent leur ouvrage par un constat peu contestable encore que souvent contesté : « *La guerre s'est jouée dans la grande plaine russo-ukrainienne (...). A Stalingrad il est mort en cinq mois plus d'hommes que de soldats américains depuis la naissance des Etats-Unis. La Wehrmacht, les SS, leurs alliés roumains, hongrois, finlandais, slovaques ont laissé entre Volga et Elbe plus de 4 millions de tués ; les trois quarts de leurs pertes. En un mot comme en cent, c'est l'Armée rouge qui a vaincu le nazisme.* »

Ce constat fonde le sous-titre du livre « *L'homme qui a vaincu Hitler* », puisque, soulignent les auteurs, « *la vie de Joukov se confond avec celle de l'Armée rouge* ». L'essentiel du livre est consacré à son rôle, souvent décisif, pendant la Seconde Guerre mondiale, rituellement désignée en URSS comme la « grande guerre patriotique ». Les deux auteurs en donnent un récit très vivant, parfois haletant, qui prend souvent les allures d'une épopée tragique et sanglante et constitue près des deux tiers de leur ouvrage. C'en est, de loin, la partie la plus forte et la plus richement documentée.

On ne saurait entrer dans le détail de ce récit dans le cours duquel Lopez et Otkhmezuri ne dissimulent ni les erreurs de jugement ni les traits de caractère

(brutalité, vanité) les moins agréables de Joukov, dont ils tentent de dresser un portrait équilibré.

## Une Iliade tragique

Ils insistent sur son génie stratégique, sur son refus du bluff, si typique de Staline, sur sa volonté de professionnaliser une armée qui, décimée par les purges sanglantes de Staline, affronte l'invasion allemande le 22 juin 1941 dans des conditions dramatiques de désorganisation, de démoralisation et d'impréparation, tous défauts que Joukov, plus qu'aucun autre, s'attachera toujours à combattre.

## Crimes, accidents, désobéissance...

Ce souci ne cessera de l'habiter lorsqu'il sera ministre de la Défense peu après la mort de Staline. Ainsi, dans un texte du 12 mai 1956, il dresse un tableau très noir des forces armées soviétiques où « *se produisent nombre de crimes et d'accidents graves. Les plus graves sont la désobéissance aux ordres des commandants et les insultes que leur adressent leurs subalternes.* » Il dénonce « *les excès des militaires vis-à-vis de la population locale, la désertion, les absences non autorisées, les accidents graves avec les véhicules, les avions et les navires (...). L'alcoolisme, aussi bien parmi les soldats que parmi les officiers, s'observe maintenant à grande échelle. A cet alcoolisme sont liés la plupart des accidents et des crimes commis par des*



*militaires. Le niveau très bas de la discipline dans l'armée et surtout dans la marine sape sa combativité. »*

Lopez et Otkhmezuri commentent : « *On sourit lorsque l'on pense aux soviétologues de l'époque projetant l'image d'une armée de robots endoctrinés* », et, faut-il ajouter, justifiant voire exigeant l'augmentation des crédits militaires pour sauver « le monde libre » face au danger effroyable qu'aurait représenté cette armée d'ivrognes.

Cette armée avait écrasé la Wehrmacht... Oui, mais lorsqu'elle se battait chez elle. Elle a commencé à se décomposer et à se transformer plus ou moins en une horde de pillards et de violeurs dès qu'elle est entrée en territoire ennemi. Le seul qui ait dénoncé ce comportement dans un document longuement cité par Lopez et Otkhmezuri est Beria dans « *une lettre terrible et alarmante à Staline* » du 17 mars 1945. Joukov aurait certes pu dénoncer les viols mais ne pouvait guère dénoncer les pillages car il a lui-même pillé à tour de bras. Staline utilisera ce butin contre lui lorsqu'il le limogera en 1946.

## La victoire est aussi sociale

Les deux auteurs attribuent la victoire d'abord aux talents militaires de Joukov et de quelques autres généraux soviétiques. Ils sous-estiment à mon sens l'aspect social de cette victoire militaire. Alors que, comme ils le soulignent, Staline ne connaît comme mode de gouvernement que la peur, la pression, la menace, la terreur qui engendrent la passivité de la population, et ont amené dans les premiers mois du combat des centaines de milliers de soldats soviétiques à se laisser capturer sans trop de résistance, la passivité s'est peu à peu muée en rage devant la fureur destructrice et exterminatrice des armées nazies.

Si au fil des mois la production d'armes soviétiques a augmenté au point de dépasser largement en 1944 la production allemande, c'est parce que la masse de cette population s'est mobilisée à cette fin. Des millions d'ouvriers et d'ouvrières ont travaillé comme des forcenés, dans la

faim et le froid — ce que la terreur stalinienne n'obtiendra plus jamais — pour produire grenades, obus, canons, tanks... La guerre finie, Staline, serrant à nouveau les boulons, la masse de la population laborieuse retombera dans une passivité paralysante...

On ne peut donc que juger exagérée la conclusion de Lopez et Otkhmezuri qui attribuent la victoire finale au seul Joukov et à son seul génie stratégique : « *Le maréchal a sauvé la Russie d'une entreprise exterminatrice sans précédent. En détruisant les légions hitlériennes, il a aussi contribué à sauver l'Europe.* » C'est réduire la guerre aux grandes ou moins grandes manœuvres militaires et finalement remplacer la légende du maréchal Staline, vainqueur de Hitler, par celle du maréchal Joukov.

## Un nouveau Bonaparte ?

Après la mort du chef, Joukov retrouve le chemin des honneurs. Il devient ministre de la Défense, membre suppléant du présidium du comité central, et soutient la déstalinisation partielle lancée par Khrouchtchev. En juin 1957, il appuie ce dernier contre ses adversaires (Molotov, Malenkov, Kaganovitch and Co). Quatre mois plus tard, Khrouchtchev le fait accuser de « bonapartisme », limoger et envoyer à la retraite. Pourquoi ? Lopez et Otkhmezuri citent les quatre accusations portées contre lui : « *Avoir promu son propre culte dans l'armée* », « *la réduction du contrôle du parti sur l'armée* », « *des erreurs concernant les questions militaires et stratégiques* », l'accusation de « *bonapartisme* » c'est-à-dire d'avoir « *aspiré au pouvoir par un coup d'Etat militaire* ».

Le crime le plus grave de Joukov n'est sans doute pas là. Lors du comité central de juin 1957, lorsqu'il a soutenu Khrouchtchev, Joukov s'est laissé aller à des déclarations fort imprudentes. Informé que le chef du KGB, Serov, l'espionnait, il a répondu, déclare Sabourov, membre du présidium : « *Qu'il essaye et je le balaye d'un revers de main, et il ne restera rien de la Loubianka* » (siège du KGB). Joukov ne dément pas cette vantardise imprudente qui prétend hisser l'armée au-

dessus du KGB. Le Kremlin ne saurait l'admettre.

## Juger les tueurs ?

Enfin, Joukov se laisse emporter par deux fois : lorsque Kaganovitch s'affirme prêt à accepter sa responsabilité « *politique* » dans les répressions des années 1937-1938, Joukov insiste : « *Et aussi pénale.* » Il ajoute : « *Kaganovitch devrait se trouver derrière les barreaux.* » Il faudrait donc le traduire devant les tribunaux ? Mais les Kaganovitch sont légitimes ; son procès en entraînerait des centaines d'autres... dont peut-être même Khrouchtchev !

Joukov s'emballe et ajoute en effet : « *D'autres camarades, anciens membres du bureau politique, sont eux aussi coupables. Je suppose, camarades, que vous savez de qui il est question, mais vous savez que ces camarades par leur travail honnête et leur franchise ont mérité la confiance du comité central et de notre parti tout entier, et je suis sûr que pour leur franchise et leurs aveux sincères, nous continuerons à les considérer comme des dirigeants.* »

Joukov paraît par cette phrase se poser en juge des dirigeants mêmes du parti et de son premier secrétaire, juge d'autant plus dangereux qu'on lui a communiqué des archives pour préparer son intervention.

Joukov se laisse même aller à évoquer « *certains défauts et certaines erreurs du camarade Khrouchtchev* » et même « *certaines erreurs dans le travail du présidium du CC (comité central), du secrétariat du CC et personnellement du premier secrétaire, le camarade Khrouchtchev* », qu'il se permet donc de juger ! Passé du domaine militaire à celui de la politique, il devient l'homme qui en sait trop et en fait trop...

## La naïveté politique

Joukov a fait preuve ici d'une naïveté que Lopez et Otkhmezuri soulignent à d'autres occasions, et qui l'amène par exemple à tomber dans le piège tendu par Staline le 24 juin 1945, lorsque Joukov défile monté sur un cheval blanc sur la place Rouge et prononce un discours

solennel, alors que le vaniteux et vindicatif Staline ne prononce pas un mot. Joukov, jusqu'à la fin de sa vie, maintiendra son admiration à Staline et cherchera d'autres responsables des humiliations et avanies que ce dernier lui a fait subir, et d'abord Beria qu'il contribue à arrêter le 26 juin 1953.

En mars 1946, Staline essaie ainsi de compromettre Joukov dans l'une des sombres affaires qu'il montait pour terroriser son entourage. Joukov impute l'intrigue à Beria à qui, comme Khrouchtchev, il fait « *jouer un rôle d'épouvantail bien commode* ».

Lopez et Otkhmezuri notent : « *En réalité, Staline a tout monté, Beria est totalement en dehors.* » Ils ajoutent : « *Le plus étonnant est que Joukov n'a jamais blâmé Staline pour toutes ces humiliations, mais Beria et Abakoumov* » (le chef de la Sécurité) ? Or, ajoutent-ils, « *on n'a aucune preuve que Beria ait jamais nui à Joukov* ».

Sans doute Joukov a-t-il maintenu son admiration pour Staline, dont il a pourtant souligné les « erreurs » face à la guerre, dans un discours préparé pour un plenum spécial du comité central qui ne se réunira pas, parce qu'il ne connaît guère, lui non plus, d'autre mode de commandement que la menace et la répression.

Ainsi, le 28 septembre 1941, à Leningrad, il signe l'ordre suivant : « *Expliquer à tous les équipages que les familles des officiers de la Marine rouge qui désertent ou se rendent seront immédiatement exécutées comme familles de traîtres à la Patrie.* »

Staline apprécie et confirme, bien entendu. Mais Joukov, constructeur de l'Armée rouge, n'est pas le clone de Staline qui avait failli la détruire pour les intérêts étroits de son clan, de sa clique et de son pouvoir personnel.

Jean-Jacques Marie

# **Chroniques des falsifications**



# Un stalinien pris la main dans le sac...

Sur le site « Forum unité communiste » (bien mal nommé !), un stalinien a écrit les lignes suivantes :

« *L'hitléro-trotskisme vu par J. Goebbels. Notes extraites du Journal de Joseph Goebbels (1933-1942).*

Avril 1938 : « Notre station de radio clandestine qui émet depuis la Prusse orientale jusqu'en Russie a fait grand bruit. Elle opère pour le compte de Trotsky et presse Staline à réagir. » »

Passons sur le fait qu'il est un peu étrange de voir indiquer une référence aussi vague qu'« avril » sans indication de jour, mais en avril 1938, Goebbels n'a pas beaucoup écrit. Il ne m'a donc pas fallu des heures pour vérifier que cette prétendue « citation » de Goebbels est un faux grossier.

Jamais Goebbels ne cite alors le nom de Trotsky. Il écrit simplement à la date du 23 avril 1938 : « *Le Führer est très satisfait de notre émetteur secret contre Moscou. Il faut continuer* »... et c'est tout. Le faussaire a rajouté Trotsky... et même la Prusse orientale.

Précisons que Goebbels n'évoque Trotsky que quatre fois dans les quelque 3 000 pages de ses *Carnets*, et ce, uniquement, au début de sa carrière dans le premier volume de ses *Carnets*.

Voici ces quatre occurrences :

26 mars 1924 : « *Napoléon est véritablement le type du bourgeois émancipé. Il offre des ressemblances avec Trotsky ou davantage encore avec Lénine* » (p. 39).

7 juillet 1924 : « *Comment un petit-bourgeois allemand peut-il s'accommoder des idées sanguinaires d'un Karl Marx, d'un Lénine et d'un Trotsky, qui parlent de catastrophe mondiale ?* »

21 mars 1929 : « *Hier soir j'ai été éveillé longtemps par la lecture de La Véritable Situation de la Russie de Trotsky. Un livre très intéressant et d'autant plus instructif qu'ici ce Juif*

*vaniteux et destitué dit à demi-mot la vérité. Vaniteux et geignard, comme le sont les Juifs une fois écartés du pouvoir. Le problème Lénine-Trotsky n'est pas encore tout à fait clair à mes yeux. Je suppose que Lénine n'a pris ce Juif que parce qu'il n'avait personne d'autre.*

L'opposition Staline-Trotsky ne s'explique qu'en termes antisémites. Trotsky a dit aux journalistes il y a quelques jours : « Staline est national, moi je suis international. » C'est bien là le cœur du problème. »

3 avril 1929 : « *Dans l'appréciation de la question Trotsky, je ne peux pas partager l'avis de Hitler. Il ne croit pas à une opposition entre Trotsky et Staline et pense que tout repose sur une ruse des Juifs pour amener Trotsky en Allemagne et à la tête du KPD (Parti communiste allemand — NDLR). Pour moi, cela ne tient pas debout.* »

Après cette note du 3 avril 1929, qui, soit dit en passant, montre un Goebbels moins stupide que Hitler, le nom de Trotsky ne réapparaît plus dans les *Carnets* de Goebbels, jusqu'à la fin...

Ce même auteur d'Unité communiste ajoute une seconde falsification ; il écrit :

« *Evoquant l'opération Barbarossa 1941 : "Nous travaillons à présent avec trois radios clandestines en Russie, l'une est trotskiste, l'autre séparatiste, la troisième nationaliste russe et toutes sont tournées contre le stalinisme. Ce sont des exemples de nos ruses et subtilités."* »

Or on lit seulement dans le tome trois des *Carnets* de Goebbels 1939-1942, page 319, à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1941 :

« *Nos trois émetteurs secrets sont désormais en fonction et ne font pas les choses à moitié.* »

Le petit trafiquant d'Unité communiste a donc à la fois modifié et enrichi le texte de Goebbels... tout en manifestant une ignorance fâcheuse de la langue de ce dernier.

S'il avait lu les Carnets de Goebbels (mais on ne saurait sans doute trop demander !), il se serait aperçu que le chef de la propagande nazie ne parle jamais de « stalinisme » mais toujours de « bolchevisme ».

L'anéantissement du « bolchevisme » est, à dater de juin 1941, un leitmotiv permanent et obsessionnel de ses *Carnets*.

Il va jusqu'à qualifier Moscou de « capitale bolchevique » (p. 419), évoque « la presse bolchevique » et la « radio rouge » (p. 415) mais n'utilise pas les mots « staliniens » ou « stalinisme ».

Une dernière question : pourquoi notre stalinien si zélé ne publie-t-il pas sur son blog la phrase prononcée par Viatcheslav Molotov devant le soviet suprême de l'URSS le 31 octobre 1939 et reproduite dans la *Pravda*, datée du 1<sup>er</sup> novembre 1939 : « *On peut aimer ou ne pas aimer l'hitlérisme. Mais toute personne saine d'esprit comprendra qu'une idéologie ne peut pas être détruite par la force. Il est donc non seulement insensé mais encore criminel de continuer une guerre pour la destruction de l'hitlérisme, sous la fausse bannière d'une lutte pour la démocratie* » ?

## Alexeï Navalny, un étrange opposant “démocratique” à Poutine : de Harvard à la chasse aux immigrés et au salut nazi

**D**epuis le début de 2012, la presse française présente Alexeï Navalny comme le chef de l'opposition « démocratique » à Vladimir Poutine. Parodiant Pétain, on pourrait dire : « *Les journalistes ont la mémoire courte* ».

Voici par exemple ce qu'écrivait Marie Jégo dans *Le Monde*, daté du dimanche 6-lundi 7 novembre 2011, avant le sacre journalistique de Navalny. Décrivant une manifestation des ultra-nationalistes russes le 4 novembre 2011 à Moscou, elle écrivait alors : « *Cosaques exhibant une icône du Christ, popes orthodoxes chantant des incantations, adolescents masqués faisant le salut nazi : entre 7 000 et 10 000 ultranationalistes ont défilé, vendredi 4 novembre, à Lioubliino, dans la banlieue sud-est de Moscou (...)* ».

*En queue de cortège, des milliers de jeunes défilent sous la bannière : “Arrêtons de nourrir le Caucase”. Ils sont emmenés par le blogueur Alexeï Navalny, un avocat trentenaire éduqué à Harvard, parti en lutte contre la corruption.* »

Donc Navalny entraîne « des milliers de jeunes » dans une manifestation de 7 000 à 10 000 personnes (près de la moitié) en exigeant que l'on chasse de Moscou les ouvriers immigrés venus des anciennes républiques soviétiques du Caucase et d'Asie centrale, tout cela derrière le salut nazi... Un vrai démocrate, on le voit.

*Le Monde* affirme qu'il est « parti en lutte contre la corruption ». Il passe effectivement son temps à dénoncer le parti Russie unie de Poutine comme le « *parti des escrocs et des voleurs* » et sa biographie qui vient de sortir à Moscou le pré-

sente sur la couverture comme « *la menace pour les escrocs et les voleurs* ».

Cela sonne à gauche pour les naïfs... et pour ceux qui ignorent que dans les années trente en France, c'était le mot d'ordre central des ligues fascistes ou fascisantes contre le régime de la III<sup>e</sup> République. Historiquement, ce type de mot d'ordre est d'origine fasciste. On pourrait s'étonner qu'un journal si prompt à débusquer les mauvaises odeurs du FN de Marine Le Pen ait les narines aussi bouchées devant les relents fascisants nauséabonds de Navalny.

Cette différence de traitement viendrait-elle de la résistance qu'oppose Poutine — pour les intérêts du clan qu'il représente à la tête de la Russie — aux exi-

gences américaines d'intégration accélérée de l'Ukraine à l'agent des intérêts généraux de l'impérialisme américain qu'est l'Union européenne dont *Le Monde* est un propagandiste acharné (1) ?

**Jean-Jacques Marie**

(1) Ainsi, dans un récent éditorial du 24 décembre, *Le Monde* protestait contre la faiblesse — à ses yeux — des dépenses militaires de l'Union européenne et en exigeait l'accroissement (tout comme *Le Monde* soutient l'intervention militaire au Mali, en Centrafrique, etc.) en même temps que le même *Le Monde* soutient la réduction des dépenses publiques donc le démantèlement du service public. Il est vrai que *Le Monde* est le premier bénéficiaire des aides financières de l'Etat à la presse, dont il ne demande pas la réduction. Certaines dépenses publiques sont manifestement à ses yeux incompressibles.

## Un scoop de Max Gallo : les mutinés de 1917 se rebellaient... pour se faire décorer !

**M**ax Gallo, on le sait, est spécialiste de tout et de n'importe quoi. Surtout de n'importe quoi d'ailleurs. Il vient d'en donner une nouvelle preuve particulièrement — quoiqu'involontairement — drôle.

Comme il vient de publier une histoire de la Première Guerre mondiale en deux volumes (« 1914 » et « 1918 »), *Ouest-France* interview le maître. L'entretien paraît dans le numéro du 10 novembre 2013. In fine le journaliste l'interroge sur les mutineries de 1917. Gallo répond : « *Quand il y a les mutineries en 1917, quand il y a des manifestations de soldats dans les gares qui arrêtent les trains, qui jettent des pierres sur les voitures des officiers, qu'est-ce qu'ils crient ? Pas la paix mais "permission et*

*croix de guerre". Ils sont comme des ouvriers qui font un travail. Ils veulent qu'on reconnaisse la qualité de leur travail.* » Une revendication syndicale en quelque sorte, fondée sur l'idée que tout travail mérite salaire.

Max Gallo ne cite aucun document à l'appui de son scoop.

Comblons ce vide.

### Poincaré et Franchet d'Esperey

Dans le tome XII de son panégyrique officieux *Au service de la France*, Poincaré écrit :

« *Le général Franchet d'Esperey a signalé au général en chef qu'à la dernière heure... deux régiments... avaient*

décidé de marcher sur Paris... Il se confirme qu'à Dormans des hommes ont crié : "A bas la guerre et vive la révolution russe !" Des tracts pacifistes sont distribués dans les gares. (...) L'armée se gâte (1). »

## Le président du conseil Ribot...

Poincaré affirmait à la fin du passage ci-dessus : « *Ces magnifiques soldats (...) l'arrière les a peu à peu corrompus* » lors de leurs permissions, bien entendu. Mais il note à la date du vendredi 22 juin 1917 les débats du conseil de guerre de ce jour :

« *Malvy (ministre de l'Intérieur) demande à Pétain si l'on a pu retrouver au front la preuve que les soldats fussent en rapport avec des organisations révolutionnaires de l'intérieur et que le mal vint de là. Il a sous la main tout un dossier de rapports de préfets affirmant au contraire que ce sont les permissionnaires qui gâtent l'état moral de l'intérieur.* »

Ces permissionnaires ne viennent donc pas chanter leurs exploits et réclamer des décorations !

Poincaré continue : « *Ribot répond que le GQG a cru à un mot d'ordre d'organisations révolutionnaires parce que dans des régiments très divers on répétait les mêmes phrases : "Nous n'attaquerons plus, nous voulons la paix."* Ribot fait remarquer que la généralité de cet état d'esprit n'implique pas forcément l'existence d'un mot d'ordre. »

## Enfin last but not least : Pétain

Pétain, on le sait, fut chargé de réprimer les mutineries. Dans une interview accordée au patron du journal *L'Intransigeant* et citée par ce dernier dans ses Mémoires, il évoque une biographie de lui rédigée par le général Laure, auquel il fait un seul reproche : « *Il consacre quelques pages à peine à la tâche qui me tint le plus à cœur, la répression des mutineries. C'était vraiment grave ; heureusement, le*

*pays ne l'a pas compris ; en son temps il ne l'a même pas su.* » Il souligne qu'il a soigneusement dosé répression et mesures de pardon et d'amnistie et conclut : « *Si on n'avait pas fait ça, ce sont des escouades, des pelotons, des régiments entiers qui auraient voulu refluer sur Paris et auxquels il eut fallu résister par les armées. Oui, une atroce guerre civile sous le feu de l'ennemi* » (3).

Jean-Jacques Marie

(1) Raymond Poincaré, *Au service de la France*, tome XII, « L'année trouble », Paris 1932, p. 148.

(2) *Ibid.*, p. 169.

(3) Léon Bailby, *Pour quoi je me suis battu*, Paris, 1951, pp. 158-159.





## Trotsky... coresponsable du déclenchement de la Première Guerre mondiale !

**O**n réédite aujourd'hui encore l'historien Pierre Gaxotte, monarchiste de conviction, jadis membre de l'Académie française. En 1963, il avait publié une *Histoire de l'Allemagne* qui comportait évidemment un long chapitre sur la guerre de 14-18. Il évoque tout aussi évidemment l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le 28 juin 1914 à Sarajevo, par Gavrilo Princip. Il ne cite pas le nom de ce dernier. Il écrit :

« *Le 28 juin 1914, l'archiduc héritier d'Autriche et sa femme, en visite officielle à Sarajevo, capitale de la Bosnie, furent assassinés par un étudiant, auteur d'un livre, préfacé par Trotski et affilié à une société secrète* » (1).

S'il a préfacé un livre de Gavrilo Princip, membre de l'organisation clandestine terroriste « La Main noire », Trotsky le connaissait donc et sympathisait avec ses « idées » voire avec ses ac-

tivités. Or Trotsky s'est toujours élevé contre le terrorisme individuel qu'il jugeait stérile et inefficace.

Non content de ne pas citer le nom de l'assassin, Gaxotte ne cite pas non plus le titre du livre que Gavrilo Princip aurait, selon lui, écrit et dont il prétend que Trotsky l'aurait préfacé. D'un livre de Princip — et que l'on voit assez mal en train d'écrire quoi que ce soit sauf un tract —, je n'ai pas pu trouver la moindre trace. Encore moins, bien sûr, d'une préface de Trotsky.

Où Gaxotte a-t-il trouvé ce qui ressemble beaucoup à une falsification ? Il se garde bien de le dire. Cela fait beaucoup de silences pour une telle affirmation...

**Jean-Jacques Marie**

(1) Pierre Gaxotte, *Histoire de l'Allemagne*, tome II, Flammarion 1963, page 338.



# Perles



# Le préservatif rose de la Verte

**A**nnonçant la nomination d'Emmanuelle Cosse à la tête du parti Europe-Ecologie-Les Verts, *Le Monde*, daté du vendredi 29 novembre, résume sa biographie politique.

Elle commence par ces lignes qui méritent de passer à la postérité :

*« Issue du mouvement social, cette mère de 39 ans a un CV social bien rempli. A peine majeure, elle rejoint ACT-UP Paris (...). L'étudiante en droit sera de cette opération mémorable qui avait consisté, avec l'aide de*

*Benetton, à recouvrir l'Obélisque de la Concorde d'un préservatif géant rose le 1<sup>er</sup> décembre 1993. »*

Opération mémorable sans doute à cause à la fois du caractère gigantesque du préservatif, de sa couleur rose et de la participation à cette action publicitaire... de Benetton, qui, on l'espère, mais on ne peut en être certain, n'avait pas fait fabriquer ce préservatif géant au Bangladesh pour 30 euros par mois...

**Jean-Jacques Marie**

## Ah, la philosophie !

**L**e présent, c'est l'histoire de demain. Le journal d'aujourd'hui sera une source, parmi d'autres, de l'histoire que l'on écrira demain. D'où l'importance de savoir ce que vaut telle ou telle source d'information. On nous permettra donc de relever une superbe perle, certes sans intérêt historique en elle-même, mais qui permet de juger de ce que vaut l'organe de presse où elle est publiée. Dans le quotidien *Libération*, daté des samedi 21 et dimanche 22 décembre 2013, une dame qui répond au nom de Beatriz Preciado, présentée comme « *philosophe, directrice du Programme d'études indépendantes au musée d'Art contemporain de Barcelone (Macha)* », écrit, dans la rubrique « Idées » (sic !), sous le titre : « *Droit des femmes au travail... sexuel* », les lignes suivantes :

*« Le travailleur sexuel ne met pas son corps en vente, mais transforme, comme*

*le font l'ostéopathe, l'acteur ou le publiciste, ses ressources somatiques et cognitives en force de production vive. Comme l'ostéopathe il/elle use de ses muscles, il/elle taille une pipe avec sa bouche avec la même précision que l'ostéopathe manipule le système musculo-squelettique de son client. Comme l'acteur, sa pratique relève de sa capacité à théâtraliser une scène de désir. Comme le publiciste, son travail consiste à créer des formes spécifiques de plaisir à travers la communication et la relation sociale. Comme tout travail, le travail sexuel est le résultat d'une coopération entre sujets vivants basée sur la production de symboles, de langage et d'affects »* (page 38).

La production de symboles est sans doute dans ce domaine particulièrement importante.

**Jean-Jacques Marie**

# Une avancée de la “pensée américaine” :

**Une nouvelle division de la société en deux camps,  
d’un côté, “femmes, homosexuels, minorités  
raciales, personnes vulnérables”,  
de l’autre, “le mâle blanc hétéro riche” !**

**J**udith Butler, officiellement « philosophe » et professeur à Berkeley, est l’une des mères porteuses de la théorie du genre qu’elle définit ainsi dans un entretien au *Nouvel Observateur*, daté du 5 décembre 2013 : « *Le genre est toujours l’objet d’une discussion publique, ce n’est jamais une évidence donnée par la nature.* » Comment se conclut cette discussion publique pour aboutir à une réponse codifiée dans l’état civil ? Mystère ! *Le Nouvel Observateur* précise : « *Vos travaux s’inscrivent dans une tendance de la pensée américaine qui s’intéresse aux victimes de la domination : les femmes et les homosexuels pour les “gender studies”, les minorités raciales pour les “postcolonial studies”, les personnes vulnérables pour la “théorie du care”. En face il y a un adversaire commun : le “mâle blanc hétéro riche”.* »

« Riche ». *Le Nouvel Observateur* ne précise pas pourquoi... mais cela fait

peu de monde par rapport à la masse des autres, et donc le « mâle noir hétéro riche », la femme blanche hétéro riche, la femme noire hétéro riche, le mâle blanc hétéro pauvre, etc., font partie de la masse des dominés, etc. Mais ce « mâle blanc hétéro riche » est lui-même une victime qui s’ignore, car, précise Judith Butler, « *il est l’objet de demandes variées auxquelles il doit se conformer. Vivre son hétérosexualité, sa “blanchitude”, ses privilèges économiques, cela signifie se mouler dans les idéaux dominants, mais aussi refouler les autres aspects de sa personnalité ; sa part homosexuelle, sa part féminine, sa part noire (...). Parfois, lorsqu’il se regarde dans le miroir, il voit... une femme ! Et tout ce à quoi il croyait tombe en morceaux !* »

Le pauvre homme (ou la pauvre femme, on ne sait plus !).

**Marc Teulin**

# Actualité





## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# Ukraine : les héritiers de Bandera-Stetsko à l'œuvre

J'ai récemment rencontré à Kiev (Ukraine) les jeunes universitaires ukrainiens à l'origine de la publication d'un recueil de 165 pages de discours et de textes de Léon Trotsky consacrés à l'Ukraine, sous le titre *Oukraïnskii Trotsky* (Odessa, VMV, 2013).

Marko Bojcun, professeur à la New York University de Londres, vient de nous alerter par un appel intitulé : « *La liberté d'expression menacée en Ukraine* ». Auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de l'Ukraine, le professeur Marko Bojcun indique qu'il a accepté de rédiger la présentation de ce recueil afin de « *mettre à la disposition de ceux qui étudient l'histoire de l'Ukraine un livre qui, pour la première fois, rassemble la contribution de Trotsky à cette histoire à partir de ses propres textes. Je suis critique vis-à-vis de certaines actions de Trotsky, mais je ne peux accepter le visage démoniaque que lui ont donné les ouvrages historiques et polémiques des apologistes de Staline. Cette image doit être démystifiée. Malheureusement, les nationalistes ukrainiens se sont désormais joints aux staliniens pour la propager à nouveau. Et ils partagent avec eux des méthodes similaires.* »

En effet, indique Marko Bojcun, le 13 novembre, la présentation de ce recueil qui devait avoir lieu à la librairie « Yé », rue Lyssenko, à Kiev, et qui devait être animée par lui-même, Youri Chapoval de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine, par Zakhar Popovitch et Denis Pilash du collectif « Opposition de gauche » (collectif à l'origine de l'édition de ce recueil) a été brutalement inter-

rompue par l'irruption de plusieurs dizaines de nervis du parti d'extrême droite mal nommé « Svoboda » (« Liberté », nouveau nom du « Parti national-social d'Ukraine », fondé en 1991). Ces individus avaient déjà perturbé la présentation du recueil dans la ville de Lviv.

Maniant la calomnie, l'amalgame et la violence avec la même agilité que les staliniens en leur temps, les « Svobodistes » réussirent à empêcher la tenue de la réunion, hurlant des slogans accusant Léon Trotsky (exclu du Parti communiste en 1927 et expulsé d'Union soviétique en 1929) d'être responsable du Holodomor (la famine en Ukraine en 1932-1933), donc de « génocide ». A la sortie, les « svobodistes » vandalisèrent la voiture d'un des orateurs prévus, Zakhar Popovitch, avant que finalement, une heure après le début des incidents, la police n'arrive.

Je partage l'indignation du professeur Marko Bojcun contre ces méthodes qui visent à interdire par la terreur la diffusion de ces textes qui contribuent à rétablir la vérité historique et la réalité des positions de Léon Trotsky, longtemps bannies d'Union soviétique par la bureaucratie et ses méthodes de terreur.

J'ajoute que le parti « Svoboda » en question est connu comme se revendiquant ouvertement de Bandera et Stetsko, auteurs d'une « *proclamation d'indépendance de l'Ukraine* » datée du 30 juin 1941, soit huit jours après l'agression nazie contre l'Union soviétique, déclaration qui précisait que l'Etat ukrainien « indépendant » allait « *coopérer étroitement*

avec la Grande Allemagne national-socialiste, sous la direction de son chef Adolf Hitler, qui est en train de fonder un ordre nouveau en Europe et dans le monde ». « Svoboda » se revendique de la continuité de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et de l'Armée insurrectionnelle d'Ukraine (UPA) de Bandera et Stetsko, dont le rôle d'auxiliaires des nazis dans l'extermination des juifs d'Ukraine n'est plus à prouver. Dans cette remarquable continuité, « Svoboda » a multiplié ces dernières années des déclarations et actes provocateurs antisémites, mais aussi contre la minorité hongroise d'Ukraine, et contre les Russes et la Russie (qualifiant de « mafia judéo-moscovite » l'entourage du président de la République d'Ukraine).

Militant pour la défense de la mémoire des révolutionnaires, contre les mensonges et la falsification, pour le rétablissement de la vérité historique, en particulier dans l'ancienne Union sovié-

tique, et en temps qu'un des animateurs du Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (Cermtri), fondateur en 1998, avec l'historien Vadim Rogovine depuis disparu, des *Cahiers du Mouvement ouvrier*, je tiens à assurer les éditeurs du recueil *Oukraïnskii Trotsky*, ainsi que le professeur Marko Bojcun, de ma pleine solidarité.

Et de les assurer de notre engagement, avec les moyens modestes qui sont les nôtres, à dénoncer ces actes bestiaux et à les faire connaître à l'opinion publique démocratique.

Paris,  
le 24 novembre 2013

**Jean-Jacques Marie**,  
historien,  
membre du conseil d'administration  
du Cermtri,  
éditeur des *Cahiers  
du mouvement ouvrier*

## Touletaieva

**L**e 16 décembre 2011, après six mois de conflit entre les ouvriers du pétrole en grève et la compagnie « Kazmounaïgaz », on a tiré et fait couler le sang des ouvriers dans la ville de Janaozen, à l'ouest du Kazakhstan. Ce jour-là, les autorités ont décidé de franchir un point de non-retour et d'écraser par la force la grève la plus longue et la plus massive de l'histoire du Kazakhstan. Pas moins de dix-sept personnes ont été tuées, des dizaines ont été blessées.

Trente-sept personnes se trouvaient sur le ban des accusés au procès des « événements de Janaozen », la plupart d'entre eux furent condamnés à des peines de prison ferme, parmi eux, une femme courageuse, une dirigeante de la grève, Rosa Touletaeva.

Le combat pour sa libération que mènent, avec le soutien de leurs frères

dans le monde entier, les syndicats indépendants du Kazakhstan, de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie et de Géorgie, ce n'est pas seulement un combat pour réclamer justice pour une personne. C'est le combat pour le droit de tous les ouvriers du Kazakhstan à s'organiser dans des syndicats, à faire grève, à lutter pour un travail décent, pour une vie meilleure.

### Qui est Rosa Touletaeva ?

Rosa Aibaevna Touletaeva est née le 10 décembre 1964 au Turkménistan, dans le petit village de Bekdash. Enseignante de profession, elle a travaillé de nombreuses années comme éducatrice dans un jardin d'enfants, puis comme directrice. Mais au Kazakhstan, où la fa-



# Lettre du Comité international contre la répression

(pour la défense des droits syndicaux et politiques),

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Président : Jean-Jacques Marie

A l'attention de :

M. Michel Voisin, président du **groupe d'amitié France-Kazakhstan**, M. Jérôme Lambert, vice-président, M. Alain Marc, vice-président, M. Thierry Mariani, vice-président, M. François Rochebloine, vice-président, M. Xavier Breton, secrétaire, M. Lionnel Luca, secrétaire, M. Gérard Bapt, M. Etienne Blanc, M. Jérôme Chartier, M. Edouard Courtial, M. Gerald Darmanin, M. Philippe Folliot, M. Jean-Marie Le Guen, M<sup>me</sup> Annie Le Houerou, M. Pierre Lellouche, M. François Loncle, M. Hervé Mariton, M. Alain Marsaud, M. Patrick Menucci, M. Philippe Meunier, M. Michel Voisin, députés à l'Assemblée nationale, membres du **groupe d'amitié France-Kazakhstan**.

Paris, le 21 janvier 2014,

Madame, Messieurs les députés,

Je me permets de vous écrire au nom de notre comité pour vous saisir d'un grave problème qui concerne les droits ouvriers et démocratiques en République du Kazakhstan.

Il y a deux ans, dans la ville de Janaozen, le 16 décembre 2011, une fusillade de la police mettait fin à la grève de plusieurs milliers d'ouvriers du pétrole, grève revendiquant tout à la fois des améliorations sociales mais aussi le droit de désigner ses propres représentants syndicaux.

Au moins dix-sept personnes ont été tuées, des dizaines ont été blessées, selon les chiffres officiels reconnus par les autorités d'Astana.

Quelques jours après ces événements, le président Nazarbaïev, en visite à Aktaou (région de Mangoustaou), reconnaîtra que « les demandes des ouvriers étaient en général justifiées. Les employeurs n'auraient pas dû oublier qu'ils étaient nos citoyens. Ils ne sont pas tombés de la Lune [...]. Ils auraient dû les écouter et, dans la mesure du possible, les soutenir. Je regrette

*que cela n'ait pas été le cas [...]. L'employeur a décidé illégalement de renvoyer des ouvriers, y compris ceux qui ne s'étaient pas rendu au travail pour des raisons légitimes »* (document officiel transmis le 23 décembre 2011).

Malgré cette déclaration reconnaissant la légitimité des revendications des travailleurs de l'industrie du pétrole à la suite du massacre du 16 décembre 2011, sept ouvriers, dont une femme, dirigeants de la grève des travailleurs du pétrole, furent lourdement condamnés à des peines de prison (jusqu'à sept ans).

Le 25 janvier 2012, dans un document intitulé « *Janaozen : nouveaux détails des événements des 16 et 17 décembre 2011, résultats des enquêtes, traduction en justice des responsables* », que l'ambassade du Kazakhstan à Paris a transmis à notre comité, on peut lire : « *Le 16 décembre 2011, dans la ville de Janaozen (région de Mangoustaou), lors des célébrations du jour de l'indépendance de la République du Kazakhstan sur la place centrale, un groupe d'anciens (licenciés) ouvriers du pétrole de la compagnie "Ozenmounaïgaz", avec le soutien des jeunes hooligans, ont organisé une émeute, ac-*

*compagnée de pogroms, pillages, incendies criminels et de la violence contre les civils et la police. (...) Dans ces circonstances, la police, après des coups de semonce répétés, a utilisé contre les participants actifs des émeutes des armes. (...) Actuellement, on a identifié six organisateurs d'émeutes — MM. Saktaganov, Djarylgassinov, Irmoukhanov, Dosmagambetov, Outkilov et M<sup>me</sup> Touletaeva. En application du paragraphe 1 de l'article 241 du Code pénal, ils ont été arrêtés et mis en examen. »*

« Mis en examen »... et déjà désignés, avant même leur procès, comme « organisateurs d'émeutes ». Cela au nom d'articles du Code pénal condamnant l'« incitation à la haine sociale », transformant les ouvriers grévistes en délinquants.

A ceux d'entre vous qui se réclament de Jean Jaurès, je me permettrai, en tant qu'historien, de rappeler les paroles qu'il prononça, de la tribune de l'Assemblée, dans laquelle vous siégez aujourd'hui, le 19 juin 1906 : « *Le propre de l'action ouvrière (...) lorsqu'elle s'exagère, lorsqu'elle s'exaspère, c'est de procéder, en effet, par la brutalité visible et saisissable des actes. Ah ! Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continuent la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale. »*

La République du Kazakhstan a signé, le 13 décembre 2000, la Convention n° 87 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical. La répression, la condamnation et l'emprisonnement d'ouvriers pour fait de grève — quand bien même ils sont décidés au nom d'un article du Code pénal, sont manifestement contra-

dictoires au respect de cette convention internationale.

C'est pourquoi notre comité soutient la campagne internationale lancée en décembre 2013 par la Confédération des syndicats libres du Kazakhstan (KSPK), pour la libération des sept dirigeants ouvriers emprisonnés, Tanatar Kaliev, Shabdal Utkilov, Talgat Saktaganov, Naryn Dzharilgassinov, Kanat Zhusipbaev, Maksat Dosmagambetov et Roza Touletaeva.

Cette campagne est notamment soutenue par la Confédération syndicale internationale (CSI), qui représente 176 millions de travailleurs dans 161 pays, et dont la secrétaire générale a récemment écrit au président Noursoultan Nazarbaiev, en soulignant le fait que « *leur emprisonnement ne fait qu'aggraver la souffrance causée par la tragédie que nous partageons tous* », exhortant « *Monsieur le président, à user de tous (ses) pouvoirs, influence et autorité, conformément aux mesures établies dans la législation du Kazakhstan, pour les réunir avec leur famille afin de leur permettre de reprendre une vie normale et de retourner travailler.* »

Madame et Messieurs les députés,

Comme vous le savez, 2014 sera « l'année du Kazakhstan » en France. Notre comité, qui s'est associé à cette campagne internationale, vous demande de soutenir la requête de la Confédération des syndicats libres du Kazakhstan (KSPK) : la libération des sept grévistes du pétrole de Janaozen et leur rétablissement à leur poste de travail.

Nous vous remercions par avance, Madame, Monsieur le député, de la réponse que vous voudrez bien apporter à cette demande.

**Jean-Jacques Marie,**  
historien,  
président du Comité international  
contre la répression



**“Les Cahiers du Cermtri”, n° 151**

**“1913-1914 :  
de la lutte contre la guerre  
à l’Union sacrée”**





# “Les Cahiers du Cermtri”, n° 151

## “1913-1914 : de la lutte contre la guerre à l’Union sacrée”

**L**e numéro 150 des *Cahiers du Cermtri* était consacré aux guerres balkaniques « *prélude à la “Grande Guerre” impérialiste* ». Le numéro 151, le dernier paru, porte sur les développements au sein du mouvement ouvrier français face, d’abord, à la montée des dangers de conflit, puis face à la guerre elle-même, pour l’essentiel sur la France et, plus précisément, sur le Parti socialiste (la SFIO, Section française de l’Internationale ouvrière) et la Confédération générale du travail (CGT). Le prochain numéro portera sur les mêmes questions posées en Allemagne et dans le mouvement ouvrier allemand.

Les célébrations du centième anniversaire du déclenchement de la guerre de 14-18 battent déjà leur plein. Les projets des maisons d’édition permettent de constater que la tonalité ne sera ni celle d’un retour sur les causes fondamentales de ce conflit dévastateur, ni celle de l’attitude adoptée par le mouvement ouvrier et ses directions.

Beaucoup sera écrit sur les données « culturelles », sur le « comportement » des peuples — comme si ceux-ci pouvait s’expliquer en dehors des convulsions du système d’exploitation capitaliste qui avaient conduit à cette guerre, et indépendamment du ralliement à la guerre de l’essentiel des directions du mouvement ouvrier —, sur le dysfonctionnement des relations diplomatiques, etc. Tout cela avec un souci plus vif du battage diplomatique que de la vérité historique.

Certains vont jusqu’à affirmer que ce carnage entre les peuples relève d’un passé révolu puisqu’existe aujourd’hui l’Union européenne, oubliant au passage que le baptême de celle-ci fut la destruction programmée de la Yougoslavie, l’intensification des conflits « ethniques » et religieux au cœur de l’Europe.

Ce numéro des *Cahiers du Cermtri* examine le déroulement des événements, de la fin de 1913 à août 1914 en France, tels qu’ils sont vus et analysés dans le mouvement ouvrier. Les documents sont pour la plupart extraits du quotidien du Parti socialiste, *L’Humanité* de Jaurès, et de celui de la CGT, *La Bataille syndicaliste*.

Après une introduction qui évoque les déclarations du Congrès de Bâle des partis socialistes allemand et français contre la guerre, ce numéro examine l’action et les prises de position du Parti socialiste et de la CGT jusqu’à l’assassinat de Jaurès et la déclaration de guerre. On appréciera tout particulièrement le manifeste du Parti socialiste du 28 juillet 1914 et l’appel de la CGT à la population et aux travailleurs français.

Le premier dénonce « *l’abominable crime dont le monde est menacé* » et précise : « *La seule possibilité de ce crime est la condamnation et la honte de tout un régime* »... avant de devenir quelques jours plus tard un titre de gloire. Le 28 juillet, la commission administrative permanente de la SFIO concluait pourtant son appel avec vigueur par un triple slogan : « *A bas la guerre ! Vive la Répu-*

*blique sociale ! Vive le socialisme international ! »*

La CGT, elle, dans un texte plus modéré que celui de la SFIO, « *réclame de toutes les organisations ouvrières une attitude ferme, dictée par le souci de conserver les droits acquis par le travail dans la paix* ».

Le numéro étudie ensuite le basculement brutal dans l'Union sacrée et l'appui sans réserve à la guerre que les directions du PS et de la CGT apportent à « leur bourgeoisie », et la manière dont elles cherchent à justifier leur volte-face.

Il se conclut sur quelques documents majeurs (et qu'il est souvent difficile aujourd'hui de se procurer) sur les premières manifestations de résistance, et aussi sur la caractérisation de l'époque qui s'achève avec la déclaration de guerre.

Parmi ces documents, citons le récit que donne Poincaré de sa rencontre fraternelle — pour le moins — avec Jules Guesde, futur ministre d'Etat, dont la dé-

générescence chauvine ne peut qu'attrister quiconque se rappelle le rôle qu'il a joué dans la reconstruction du mouvement ouvrier français au lendemain de la Commune. En sens inverse, la déclaration de Pierre Monatte, démissionnant du bureau confédéral de la CGT par rejet de son ralliement à l'Union sacrée, tisse les premiers fils de la reconstruction d'un mouvement ouvrier indépendant.

La déclaration de Karl Liebknecht le 2 décembre 1914 au Reichstag lui fait pendant. Liebknecht y répond aux justifications intéressées des gouvernements fauteurs de guerre qui prétendaient libérer le peuple d'en face de son gouvernement tyrannique (le tsar pour les uns, le kaiser pour les autres) par une phrase de portée universelle : « *La libération du peuple russe comme du peuple allemand doit être l'œuvre de ces peuples eux-mêmes.* »

**Marc Teulin**



